

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

De la Condition Juridique des Receveurs-Buralistes

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 23 Mai 1933, à 14 heures

par M. E. SCHAFFHAUSER

Président : M. MESTRE.

Suffragants : { M. J. BARTHELEMY.
M. LAFERRIÈRE.

BESANÇON

IMPRIMERIE DE L'EST

1933

**De la Condition Juridique
des Receveurs-Buralistes**



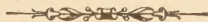
Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552821_0002

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

De la Condition Juridique des Receveurs-Buralistes



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 23 Mai 1933, à 14 heures

par M. E. SCHAFFHAUSER

Président : M. MESTRE.

Suffragants : { M. J. BARTHELEMY.
M. LAFERRIÈRE.



BESANÇON

IMPRIMERIE DE L'EST

1933

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



De la condition juridique des Receveurs Buralistes

TITRE I

Historique des Receveurs buralistes

1^{re} Période : Les receveurs buralistes sous l'ancien régime

Sous l'ancien régime, quatre catégories d'impôts indirects existaient : Traites, droits sur les actes et mutations, aides et gabelles.

Les deux dernières catégories, aides et gabelles, s'apparentent étroitement à nos contributions indirectes.

Primitivement, le mot aides, suivant sa signification étymologique, servait à désigner tous les subsides qui étaient accordés au seigneur par ses vassaux.

Elles devaient être fournies obligatoirement au seigneur dans certains cas déterminés, dits *aides aux quatre cas*. En dehors de ces quatre cas, l'aide était subordonnée au consentement des vassaux à qui elle était demandée. Dans le droit public de l'ancienne monarchie, ces règles s'appliquaient aussi au roi, qui ne pouvait lever d'impôts sans le consentement de ses sujets. A l'origine, le mot aides étant synonyme de subsides octroyés, pouvait donc aussi bien consister dans un impôt direct que dans une taxe indirecte. Sous le règne de Jean II, les premières aides portèrent surtout sur les ventes de marchandises et de boissons ; le mot servit assez vite à désigner plus particu-

lièrement les droits de consommation. A la fin du xvii^e siècle, le mot était encore plus limité, il s'appliquait seulement aux droits de consommation, qui étaient de beaucoup les plus importants des droits d'aides.

En 1680, Colbert codifia, dans les deux grandes ordonnances « sur le fait des entrées, aides et autres droits », le système de droit des aides. Le droit de gros constituait l'un des principaux droits frappant les boissons ; il était établi sur le prix de vente des vins, cidres, poirés et eaux-de-vie. Cette perception était assurée par un système de contrôle très ingénieux et très rigoureux, qui est à l'origine du système de contrôle appliqué, de nos jours, par l'administration des contributions indirectes. Disons, en quelques mots, que les boissons ne peuvent circuler sans que le contribuable fit, au préalable, une déclaration au bureau dit de déclaration, et sans qu'il se munit de ce que l'on appelle de nos jours d'un titre de mouvement. La délivrance de ce titre de mouvement (de ce congé de remuage, pour employer l'expression de l'époque) donnait ouverture au paiement du droit de gros. A cet effet, les bureaux de la ferme étaient répartis dans les plus petites localités, et lorsque, sur un point quelconque, le fermier ne pouvait ouvrir un bureau, il avait le droit d'obliger les habitants à désigner une personne solvable moyennant une simple allocation de remises sur les recettes perçues.

Enjoignons, dit l'article 47 du bail Forceville, aux habitants des bourgs et villages, de nommer un des plus solvables pour recevoir les déclarations et les droits des vins vendus en gros, auquel le fermier paiera, sur ses salaires, six deniers par louis.

2^e Période : Du VII ventôse au 1^{er} janvier 1817

L'Assemblée Constituante supprime les contributions indirectes et, par conséquent, les bureaux de déclaration,

et ce n'est que la loi du 5 ventôse an XII qui rétablit l'impôt sur les boissons et créa la Régie des droits réunis.

Dans l'instruction du 14 juin 1804, l'administration séparait nettement les fonctions de préposés aux déclarations et aux recettes en délimitant le travail de chacune de ces deux catégories, et, peu après, dans une nouvelle réglementation, remplaçait l'appellation de « préposés aux recettes » par celle de « receveurs particuliers », et celle de « préposés aux déclarations » par celle de « receveurs buroalistes », et définissait les attributions de ces derniers. « Ils sont destinés à faire toutes les perceptions et à recevoir toutes les déclarations éventuelles de leur arrondissement. Ils tiendront leur bureau ouvert au public ; ils y seront assidus par eux-mêmes, soit par leurs représentants, de telle manière que le public n'ait jamais à se plaindre de leur absence... »

L'article 79 de la loi de ventôse an XII précise ainsi leur mode de rémunération : « Les employés auront une remise progressive sur les produits en raison de leur accroissement d'après les fixations et taxations qui seront faites par le gouvernement, comme il est dit en l'article précédent. » Les receveurs buroalistes étaient donc rémunérés par des remises basées sur les encaissements et non sur le nombre des expéditions délivrées. Ils étaient aussi astreints à fournir un cautionnement en numéraire. La loi du 21 avril 1806 étendit leur attribution : ils furent chargés de tenir les registres de déclaration des distillateurs, des débitants de tabacs et de boissons, des brasseurs.

De plus, ils devaient percevoir le droit d'inventaire acquitté lors de l'enlèvement des boissons, les droits sur les manquants établis lors des récolements et les impositions dues à la vente en gros.

Le décret du 12 janvier 1811 confie à l'administration des droits réunis, la gestion du monopole des tabacs, et

il est admis que les receveurs buralistes pourraient être également commissionnés en qualité de débiteurs de tabac.

Le nombre des receveurs buralistes fut augmenté par la loi du 8 décembre 1814 (art. 128) qui, pour faciliter les opérations des contribuables, créa un bureau de déclaration dans toutes les communes qui en firent la demande et qui pouvaient présenter un habitant solvable consentant à remplir les fonctions de buraliste ; les municipalités devaient assurer au titulaire une rétribution annuelle d'un minimum de 50 francs. Nommés par le directeur général de la régie, les receveurs buralistes appartenaient au cadre normal de l'administration, puis, à compter du 1^{er} juin 1815, ils furent placés en dehors du cadre hiérarchisé, tout en continuant à être rétribués dans les mêmes conditions que les agents ordinaires.

La loi du 18 avril 1816 (art. 233 et 234) reproduisit les dispositions de la loi de 1814, en supprimant toutefois l'obligation d'assurer un minimum de rétribution aux titulaires des bureaux de déclaration. Dans son article 233, elle édicte : « La régie des contributions indirectes établira un bureau dans toutes les communes où il sera présenté un habitant solvable qui puisse remplir les fonctions de buraliste. » Ce texte, qui n'est que la reproduction des règles suivies avant la Révolution, est toujours à la base du statut actuel des receveurs buralistes.

3^e Période : Du 1^{er} janvier 1817 à nos jours

La loi du 25 mars 1817 édicta que le droit de circulation ne serait plus perçu que sur les boissons expédiées directement aux simples particuliers. Les envois destinés aux marchands en gros et aux débiteurs devaient leur parvenir accompagnés d'acquits à caution que garantis-

saient l'impôt par la prise en charge au compte du destinataire. Les droits exigibles de ces assujettis furent, dès lors, encaissés par les employés de l'administration des contributions indirectes au cours de leur exercice et, de ce fait, les remises recouvrées par les receveurs buralistes devinrent moins importantes. Leurs recettes diminuèrent donc et leur travail d'écritures augmenta.

Par sa circulaire de 1817, l'administration décide d'attribuer des débits de tabac aux receveurs buralistes avec l'intention que l'emploi de buraliste et de débitant de tabac devienne, sur les points où cela peut être, assez utile et assez profitable pour être recherché.

Il existe alors deux catégories de receveurs buralistes :

- 1^o Les receveurs buralistes simples ;
- 2^o Les receveurs buralistes débiteurs de tabac.

Cette circulaire créa donc les recettes débiteurs.

A partir du 31 décembre 1818, l'administration créa un nouveau mode de rétribution : « Les traitements des receveurs buralistes sont fixés d'après le nombre d'expéditions délivrées ». C'est toujours le système suivi, tout au moins dans ses grandes lignes.

A partir de cette époque, la rémunération des receveurs buralistes débiteurs de tabac se trouva alors composé de deux éléments :

- 1^o Les remises sur le nombre des expéditions délivrées ;
- 2^o Le produit du débit de tabac annexé à l'emploi.

En outre, les receveurs buralistes ne sont plus des fonctionnaires, mais des auxiliaires de l'administration, et peuvent exercer un commerce.

En 1828, nous voyons apparaître la division en deux catégories. La première classe comporte les bureaux de déclaration d'un produit supérieur à 800 francs ; la deuxième classe comporte les bureaux de déclaration d'un produit inférieur à 800 francs.

Diverses dispositions réglementaires intervinrent en 1879, en 1881, et 1882 et statuèrent sur le droit de nomination des receveurs buralistes.

Le décret du 7 janvier 1887 accorde au ministre des Finances la nomination des receveurs buralistes de 1^{re} classe et au directeur général des contributions indirectes celle des buralistes de 2^e classe.

Les lois du 18 mars 1889, 21 mars 1905 attribuent les postes de receveurs buralistes aux anciens militaires à titre d'emploi réservé. Le ministre ne jouit plus que d'un quart des postes à titre civil. Le décret du 31 janvier 1911 institue une commission semblable à celle créée en 1873 pour les débits de tabac simples. La loi du 17 avril 1916 décide d'attribuer les trois quarts des recettes buralistes de 1^{re} classe et la totalité des recettes de 2^e classe aux réformés n° 1. En 1918, on accorde aux receveurs buralistes des indemnités de cherté de vie pour compenser les pertes subies par les recettes buralistes dont certaines n'étaient plus rémunérées que par les expéditions délivrées; l'état de guerre ayant apporté de très grandes perturbations dans les produits des tabacs. En 1920, les manufactures furent seulement en état de satisfaire aux livraisons de tabac. Les produits de tabac augmentèrent donc dans des conditions importantes, certains titulaires profitèrent d'avantages appréciables, et il en résulta une disproportion très accusée entre les deux éléments de produits des recettes débits.

Il y eut, pour les titulaires, des inégalités de traitement. Pour remédier à cela, la *lettre autographiée* n° 488 du 23 avril 1921 créa un système très ingénieux en vue de proportionner le montant de la rémunération des titulaires à l'importance de l'emploi. Cette instruction fixa certaines limitations au delà desquelles les produits du débit cessèrent d'appartenir aux titulaires et durent être versés au Trésor. Certains intéressés critiquèrent la légè-

lité de cette note. Dans son arrêt du 12 août 1912 (arrêt Melay), le Conseil d'État a repoussé la thèse des intéressés et admis celle de l'administration, qui soutenait que le receveur ruraliste était lié par sa situation d'auxiliaire de la régie, et que c'était à ce dernier titre qu'une rétribution supplémentaire lui était accordée sous forme d'attribution d'un débit de tabacs. Elle était donc seule juge de l'opportunité de cette attribution et de l'importance que devait avoir cette rétribution supplémentaire, mais sans obligation.

Le décret du 15 mai 1922 consacra ce système et entreprit une révision générale du statut des receveurs ruralistes, il substitua une classification nouvelle basée uniquement sur le nombre de timbres décomptés et fixa, pour chaque classe et catégorie, le maximum des produits ou de la redevance sur la vente des tabacs dont pouvait bénéficier le titulaire. Les excédents furent affectés à la constitution d'un fonds commun à répartir en fin d'année entre tous les agents soumis au nouveau régime. Le système fut complété par le décret du 31 août 1922, qui attribua aux mêmes agents le bénéfice d'une rétribution minimum. Les bureaux décomptant moins de 100 timbres en moyenne par mois, furent distraits du régime général des recettes ruralistes ; ils formèrent la catégorie des bureaux auxiliaires dont la rémunération fut uniquement constituée par les remises sur timbres.

Le décret du 28 octobre 1925 a créé le régime des receveurs ruralistes fonctionnaires. Corrélativement, il a décidé que les débits de tabacs annexés aux recettes ruralistes de 1^{re} et 2^e classe en seraient désormais séparés, et que leurs produits seraient versés au Trésor pour faire face au supplément de dépenses résultant de la fonctionnarisation. Sous ce régime, les receveurs ruralistes de 1^{re} classe jouissent de la garantie d'un traitement fixe ; les receveurs ruralistes de 2^e classe n'ont plus, en dehors des remises,

qu'un simple droit de préférence pour la gérance d'un débit de tabacs de la localité où est situé leur bureau. Une classification nouvelle des recettes buralistes a été établie comportant la suppression du groupe des bureaux auxiliaires, celle des catégories de la 2^e classe et le relèvement de 500 à 800 timbres de la limite entre la 1^{re} et la 2^e classe.

Un décret intervient, le 20 mai 1930. Il comporte, en principe, le même mode de rémunération et tend, comme lui, à proportionner la rémunération à l'importance de l'emploi. Toutefois, il en diffère sur les points suivants :

1^o Le décret du 15 mai 1922 avait fixé à 500 timbres en moyenne par mois, la limite entre la 1^{re} et la 2^e classe. Les recettes buralistes de 1^{re} classe étaient divisées en sept catégories et les recettes de 2^e classe en deux catégories hiérarchiquement superposées ; en outre, il avait été prévu une catégorie de bureaux auxiliaires comprenant tous les emplois décomptant moins de 100 timbres en moyenne par mois. Le nouveau décret ne fait pas revivre ces classifications anciennes. Il s'en tient aux règles tracées par le décret du 18 octobre 1925, suivant lesquelles les recettes buralistes de 1^{re} classe, comprenant les bureaux au-dessous de 800 timbres, sont réparties en six catégories, et les recettes buralistes de 2^e classe ne forment qu'un groupe unique dans lequel les emplois sont simplement différenciés par l'importance des produits dont peuvent bénéficier les titulaires ;

2^o Le décret du 15 mai 1922 comportait trois échelles de rémunération pour les bureaux autres que ceux de 1^{re} classe, l'une correspondant aux bureaux auxiliaires, les deux autres à la première et à la deuxième catégorie des recettes de 2^e classe. Ce nombre a été porté à quatre par le nouveau décret, pour tenir compte des conséquences de la classification nouvelle édictée par le décret du 28 octobre 1925 ; le premier échelon est applicable aux

recettes buralistes décomptant moins de 100 timbres, les deux suivants correspondent aux anciennes première et seconde catégories, enfin le plus élevé aux bureaux décomptant de 500 à 800 timbres, qui faisaient autrefois partie de la septième catégorie de la 1^{re} classe. La classification des bureaux de 2^e classe, dans les différents échelons, est faite d'après la situation constatée lors de l'ouverture de la vacance ;

3^o Sous l'empire du décret de 1922, les attributions faites dans la première ou la deuxième catégorie de la 2^e classe, avaient le caractère de classes personnelles, et un tableau d'avancement avait été prévu pour le passage de la deuxième catégorie à la catégorie supérieure. Il n'en est plus de même sous le nouveau régime ; les différentes échelles de rémunération n'ont pas le caractère de classes personnelles, elles sont uniquement relatives à la situation du bureau, et le principe est, comme il a été dit précédemment, que toute mutation entraîne la révision de la rémunération de l'agent et son adaptation à la situation de son nouveau bureau. Il ne sera donc pas établi de tableau d'avancement dans la 2^e classe et l'avancement sur place n'est pas davantage à envisager. Mais les intéressés pourront, à toute époque, solliciter leur changement pour un bureau plus important. L'administration tiendra compte, à cet égard, en cas de compétition, de l'ancienneté des agents et de leurs charges de famille, dans les mêmes conditions que pour les agents du cadre hiérarchisé.

D'après cet exposé, on se rend compte de l'extraordinaire complexité du statut des receveurs buralistes.

Nous sommes loin de la conception primitive du receveur buraliste, habitant solvable, coopérant exceptionnellement aux services de la régie. Ne serait-ce que par le mode de nomination, le receveur buraliste est nommé au titre des emplois réservés, et ce n'est qu'exceptionnellement que des commerçants peuvent être appelés à remplir

ce rôle. La nomination au titre d'habitant solvable est donc devenue l'exception.

Leur mode de rémunération a aussi singulièrement été modifié, et le système du fonds commun n'est qu'une quasi-fonctionnarisation.

Mais tous ces décrets ont laissé subsister les catégories anciennes, de sorte que de nombreuses catégories de receveurs buralistes existent actuellement ; ce qui rend l'étude du statut très complexe et ne présenterait qu'un intérêt assez relatif. Nous nous bornerons donc à exposer, dans cette thèse, la condition juridique des receveurs buralistes telle qu'elle résulte du décret du 20 mai 1930.

TITRE II

INTRODUCTION

De l'organisation des recettes buralistes

Avant d'étudier l'entrée en service des receveurs buralistes, il est indispensable de connaître comment les recettes buralistes sont organisées.

I. — Création des recettes buralistes

La régie des contributions indirectes doit établir un bureau de déclaration dans toutes les communes où il est présenté un habitant solvable qui puisse remplir les fonctions de receveur buraliste (art. 332 du Code des Boissons, et art. 233 de la loi du 28 avril 1816). Les propositions faites, à cet égard, par les maires des communes doivent être favorablement accueillies.

II. — Classification des recettes buralistes (1)

Les bureaux de déclaration prévus à l'article 233 de la loi du 28 avril 1816, sont constitués en recettes buralistes et divisés en deux classes.

Les recettes buralistes sont dites de 1^{re} classe quand la moyenne mensuelle des timbres décomptés dépasse 800.

(1) *Classification des recettes buralistes.* — Classification Note Aut. n° 903. — Révision quinquennale Note Aut. 11 août 1926. — Note 16 mai 1927. — Régularisation en 6^e catégorie (Lettre 10 mai 1927). — Bureaux de déclaration. Classification (Note 3 nov. 1928). — Consistance. (Lettre n° 1365, 6 déc. 1930).

Les recettes buralistes de 2^e classe comprennent les bureaux de déclaration ne décomptant pas plus de 800 timbres en moyenne par mois.

Les recettes de 1^{re} classe sont subdivisées en catégories, d'après l'importance des timbres décomptés mensuellement, savoir :

1^{re} catégorie : Recettes buralistes comportant plus de 9.000 timbres ;

2^e catégorie : Recettes buralistes comportant de 6.001 à 9.000 timbres ;

3^e catégorie : Recettes buralistes comportant de 3.001 à 6.000 timbres ;

4^e catégorie : Recettes buralistes comportant de 1.801 à 3.000 timbres ;

5^e catégorie : Recettes buralistes comportant de 1.201 à 1.800 timbres ;

6^e catégorie : Recettes buralistes comportant de 801 à 1.200 timbres.

La classification des recettes buralistes est révisée tous les trois ans d'après la moyenne des timbres décomptés pendant les cinq années précédentes ; la nouvelle classification étant applicable à partir du 1^{er} janvier de l'année suivant celle pendant laquelle la révision a été effectuée.

On entend par timbres décomptés, les timbres et articles susceptibles d'entrer dans le calcul des remises au tarif ordinaire.

D'après la Lettre autographiée n° 1365, le classement est ainsi effectué :

1^o Recettes buralistes détenues par des receveurs buralistes de 1^{re} classe, fonctionnaires ;

2^o Recettes buralistes simples et recettes débits détenues par des titulaires de 1^{re} et 2^e classe, soumis au régime du décret du 20 mai 1930 ;

3^o Recettes buralistes de 1^{re} et 2^e classe occupées par des titulaires maintenus sur l'ancien régime ;

4^o Bureaux auxiliaires maintenus comme tels et dépôts de registres de toute nature, y compris ceux ouverts pour la perception des droits de la navigation ;

5^o Recettes buralistes annexées à des recettes principales et particulières ou à des bureaux d'octroi.

III. — Suppression des recettes buralistes

La suppression des recettes buralistes, la modification de leurs attributions ou de leur consistance peuvent être prononcées par le directeur général des contributions indirectes, sous réserve de certaines dispositions qui sont indiquées dans les articles 8 et 16 du décret du 20 mai 1930.

En cas de suppression, la délivrance des expéditions est confiée soit aux comptables sédentaires des contributions indirectes, soit à d'autres receveurs buralistes, au choix de l'administration.

IV. — Vacances d'emploi (2)

En cas de vacance d'emploi, l'administration fait assurer la gérance des recettes buralistes par des intérimaires dont elle fixe la rétribution suivant les modalités suivantes :

1^o Recettes buralistes de 1^{re} classe :

Aux termes de la circulaire n^o 196, du 19 décembre 1925, il y a lieu de constituer les intérim des recettes buralistes de 1^{re} classe dans les mêmes conditions que pour les autres agents du cadre départemental, mais l'administration admet que, par application de l'article 4 du décret du 28 octobre 1925, et en cas de pénurie de personnel,

(2) *Intérimaires. — Rémunération.* — (Note n^o 338, 20 mai 1926). (Lettre n^o 1207, 8 nov. 1929). (Note 30 août 1930).

il soit fait appel, pour la gestion des bureaux, au concours de personnes étrangères.

A) Cas où l'intérim est assuré par des agents du cadre.

Une distinction est à faire suivant que l'intérim a lieu à la résidence ou en dehors de la résidence de l'agent. Dans le premier cas, l'intérimaire reçoit le montant des frais de bureau, de loyer et, le cas échéant, d'auxiliaires, alloués pour la recette ; au cas où ces frais seraient insuffisants, des propositions spéciales seraient établies mensuellement, sous le timbre de la présente, en vue de faire rembourser à l'intéressé, sur justifications, l'excédent de dépenses qu'il aurait supporté. Dans le second cas, l'intérimaire émarge le montant des remises, reçoit les diverses allocations (frais de bureau, de loyer et d'auxiliaires) fixées pour la recette et, le cas échéant, une allocation complémentaire destinée à lui assurer l'indemnité d'intérim et le détachement à laquelle il a droit.

B) Cas où l'intérim est assuré par des personnes étrangères à l'administration :

Lorsqu'on fera appel à des personnes étrangères à l'administration, aucune difficulté ne se présentera tant que le débit de tabacs demeurera annexé au bureau de déclaration ; l'intérimaire recevra la totalité des remises, et, le cas échéant, une allocation complémentaire à fixer par le directeur, suivant les circonstances, et qui, ajoutée aux remises, ne devra pas dépasser la rétribution normale afférente à la catégorie du bureau vacant (traitement minimum, frais de bureau, de loyer et d'auxiliaires, s'il y a lieu).

2^o Recettes buralistes de 2^e classe :

Les intérimis des bureaux de 2^e classe doivent, en principe, être confiés, comme charge d'emploi, aux gérants de débits de tabac ; mais si, pour une raison quelconque, le concours de ceux-ci ne peut être requis, on pourra faire

appel à d'autres personnes étrangères à l'administration. De toute façon, l'intérimaire recevra, comme rémunération, le montant des remises et, le cas échéant, une allocation complémentaire spéciale qui ne pourra excéder le maximum des frais de loyer et de bureau prévus par l'article 18 du décret du 28 octobre 1925 pour les bureaux de déclaration décomptant mensuellement plus de 100 timbres, soit 800 francs par an. On observera qu'il n'existe ici aucune corrélation entre l'indemnité de loyer et de frais de bureau proprement dite fixée par l'emploi, et l'indemnité pour intérim.

3° Paiement des frais d'intérim :

Les frais d'intérim seront portés en dépenses définitives après autorisation de l'administration et délégation des crédits nécessaires.

Des états de proposition d'admission en dépense en double expédition seront mensuellement adressés à l'administration.

TITRE III

Entrée en service des Receveurs ruralistes

CHAPITRE I

Rappel des différents procédés de nomination de droit public

Le procédé de la nomination est un des procédés les plus employés en droit public pour assurer le recrutement des fonctionnaires, mais ce procédé comporte plusieurs modalités :

- 1^o La nomination pure et simple, discrétionnaire ;
- 2^o Nomination devant porter sur des élus ;
- 3^o Nomination conditionnée par un concours ou par des qualités exigées des candidats ;
- 4^o Nomination devant porter nécessairement sur des individus remplissant certaines conditions et portés sur une liste de classement (emplois réservés).

M. Jèze, dans son cours de droit public, fait remarquer que, suivant les modalités, le pouvoir de nomination comporte donc des degrés variés, la liberté de choix (avec ses avantages et ses inconvénients) s'atténue progressivement pour arriver à la disparition presque complète de cette liberté (désignation purement formelle) à l'investiture automatique (emplois réservés), les inconvénients du favoritisme s'atténuent ou même disparaissent, mais on renonce ainsi aux désignations excellentes.

Les abus du favoritisme, la désorganisation des services publics qui en résulte, et surtout, à l'heure actuelle, la

révolte des fonctionnaires contre l'intervention des politiciens, forcent de plus en plus à recourir à la nomination après concours, ou à la nomination conditionnée. M. Jèze ajoute que le procédé des emplois réservés est en complète contradiction avec les idées dominantes sur le recrutement des fonctionnaires publics.

« L'attribution de la fonction est faite à raison des avantages pécuniaires qu'elle confère au bénéficiaire et non à raison des services que rendra à la chose publique l'individu désigné. C'est un procédé à motifs financiers : au lieu de servir une pension de retraite ou d'invalidité à un individu, on lui attribue un poste public. Quelques précautions que l'on prenne pour empêcher les mauvaises attributions, la rigidité automatique du système aboutit nécessairement à des choix presque toujours médiocres ou franchement mauvais. »

Si nous approuvons ce que dit l'éminent auteur pour les procédés de nominations, nous ne sommes plus d'accord avec lui pour les critiques adressées par lui au système des nominations à la suite d'inscription sur une liste d'emploi réservé. Nous étudierons en détail ce système pour la nomination des receveurs buralistes et nous verrons qu'en réalité, le système n'est pas aussi rigide qu'il peut sembler, car le législateur a pris soin de faire examiner le candidat, par une commission médicale, qui appréciera s'il est apte, au point de vue physique, à remplir l'emploi. Ensuite, le candidat subira un examen qui permettra de vérifier si le candidat remplit les qualités nécessaires pour remplir correctement l'emploi. Suivant la catégorie de l'emploi désiré, l'examen sera plus ou moins difficile. Il nous a paru que l'examen des première et deuxième catégories était difficile et ne pouvait être subi que par des candidats possédant des connaissances étendues. Pour certains emplois, le candidat doit posséder certains diplômes universitaires. En réalité, la nomination aux emplois réservés

n'est qu'une faveur réservée à certaines catégories de citoyens particulièrement intéressants ; mais gardons-nous de dire qu'ils ne rempliront pas correctement l'emploi auquel ils seront nommés. De plus, le système qui consiste à substituer au ministre une commission, nous a paru très désirable. On évite ainsi les nominations sollicitées par des électeurs.

CHAPITRE II

Nomination des Receveurs ruralistes

Il nous faut tout d'abord rechercher en vertu de quels textes les receveurs ruralistes sont nommés, ensuite nous examinerons les modalités de nomination des receveurs ruralistes au titre des emplois réservés. Enfin, nous rechercherons si l'emploi n'est pas incompatible avec certaines fonctions.

De là, les sections suivantes :

Section I. — Textes régissant la nomination des receveurs ruralistes.

Section II. — La nomination au titre des emplois réservés.

Section III. — La nomination au titre civil.

Section IV. — Les incompatibilités.

SECTION I. — Textes régissant la nomination des receveurs ruralistes

Le décret du 20 mai 1930 a codifié ainsi les divers procédés de nomination.

Nomination des receveurs ruralistes de 1^{re} classe :

ART. 7. — Les nominations des receveurs ruralistes

de 1^{re} classe sont faites en conformité des dispositions des lois relatives à la concession des emplois réservés.

Les trois quarts au moins des vacances parmi les recettes buralistes de 1^{re} classe appartenant à la cinquième catégorie et aux catégories supérieures, sont réservées à l'avancement hiérarchique tel qu'il est établi par l'article 9 du présent décret.

Les postes laissés à la disposition du ministre des Finances sont attribués aux candidats civils admis par la commission centrale de classement instituée par le décret du 31 janvier 1911.

Toutefois, une partie des postes de 1^{re} classe 6^e catégorie égale au sixième du nombre des vacances existant dans cette catégorie est attribuée aux receveurs buralistes de 2^e classe visés à l'article 17 du présent décret.

ART. 15. — Les receveurs buralistes de 2^e classe sont nommés par le directeur général des contributions indirectes ou son délégué.

Les nominations sont faites en conformité des dispositions législatives et réglementaires relative à la concession des emplois réservés, sauf, à défaut de candidats désignés par les comités départementaux des mutilés, le droit de préférence accordé par le décret du 16 janvier 1915, aux veuves et filles majeures de receveurs buralistes mobilisés, morts au cours des hostilités.

Ce décret indique donc deux modes de nomination : la nomination au titre des emplois réservés et la nomination au titre civil.

Les lois ayant réglementé la nomination au titre des emplois réservés et auxquelles il est fait allusion dans le décret, sont les lois du 30 janvier 1923, du 18 juillet 1924, du 21 juillet 1928.

Ces textes ont été complétés par le décret du 16 mai 1931, commenté par l'instruction très complète parue au *Journal officiel* du 9 février 1932.

SECTION II. — **La nomination à l'emploi
de receveur ruraliste au titre des emplois réservés** (3)

Il y a lieu de distinguer entre la nomination à une recette ruraliste de 1^{re} classe et la nomination à une recette ruraliste de 2^e classe.

I. — **NOMINATION A L'EMPLOI DE RECEVEUR RURALISTE
DE 1^{re} CLASSE**

Les recettes ruralistes de 1^{re} classe sont réservées dans la proportion des trois quarts des recettes ruralistes. On estime que le nombre de vacances annuelles est de cinquante. On peut classer ainsi les catégories de candidats qui ont la faculté de solliciter l'emploi de receveur ruraliste de 1^{re} classe.

I. — Au titre de la loi du 30 janvier 1923, modifiée par celle du 21 juillet 1928, peuvent y prétendre :

1^o Les officiers, les sous-officiers et les hommes de troupe des armées de terre et de mer « invalides de guerre », c'est-à-dire pensionnés définitifs ou temporaires, par suite de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées par le fait ou à l'occasion du service, au cours de la guerre 1914-1919, ou au cours des expéditions postérieures à la promulgation de la loi du 23 octobre 1919, déclarées campagnes de guerre par l'autorité compétente.

Pour les militaires visés au titre des expéditions postérieures à la loi du 23 octobre 1919, le délai de dix ans court à partir de l'admission à pension.

2^o Les invalides de guerre remplissant ces conditions qui ont renoncé à leur classement ou refusé leur nomina-

(3) Ouvrage utilisé. *Manuel du candidat à un emploi réservé*, par M. Cochin de Cléry et René Sauliol. Textes visés. Décret 16 mai 1931. Instruction *Journal Officiel*, 9 février 1932. Note n° 1099.

tion, après avoir été classés, en vertu de l'une des lois des 17 avril 1916 et 30 janvier 1923, ou qui se sont démis volontairement d'un emploi obtenu en vertu de ces lois ;

3° Les veuves de guerre non remariées ;

4° Les orphelins de guerre ;

5° Les victimes civiles de la guerre bénéficiaires de la loi du 24 juin 1919 ;

6° Le personnel civil masculin et féminin du service de santé et des formations sanitaires, temporaires ou auxiliaires, rattachés audit service, s'il a été victime de blessures de guerre ou de maladies contractées dans le service. Les veuves, ascendants et orphelins de ce personnel masculin. Les orphelins et ascendants de ce personnel féminin.

II. — Au titre de la loi du 18 juillet 1924, peuvent y prétendre :

1° Les engagés, rengagés commissionnés et sous-officiers de carrière de l'armée de terre et de mer, ou appartenant au corps de maistrance, remplissant les conditions d'âge et d'ancienneté de service fixées par les tableaux annexés au décret du 16 mai 1931, soit en activité, soit n'ayant pas quitté l'armée depuis plus de trois ans ;

2° Les militaires des armées de terre et de mer réformés ou retraités par suite de blessures ou d'infirmités contractées au service, autres que ceux visés par la loi du 30 janvier 1923.

Ainsi, pour pouvoir solliciter l'emploi de receveur buraliste de 1^{re} classe, il faut être bénéficiaire de la loi du 30 janvier 1923 ou de la loi du 18 juillet 1924. Mais cette condition n'est pas suffisante ; pour obtenir la nomination, la loi exige que le candidat figure sur une liste de classement. Ce classement a été réglementé d'une manière très stricte et laisse peu de place au pouvoir discrétionnaire du fonctionnaire qui procède aux nominations à la vue de la liste de classement.

Pour être nommé, le candidat doit :

- 1° Obtenir le certificat d'aptitude professionnelle ;
- 2° Obtenir le certificat de moralité ;
- 3° Avoir certaines aptitudes physiques ;
- 4° Avoir certaines conditions de grades et d'ancienneté ;
- 5° Figurer sur une liste de classement publiée au *Journal officiel*.

1. Obtention du certificat d'aptitude professionnelle

Ce certificat est obtenu à la suite d'un examen qui comporte, pour l'emploi de receveur ruraliste, les épreuves suivantes :

- 1° Confection d'un tableau. Temps accordé : 1/2 heure.
- 2° Dictée simple. Temps accordé : 3/4 d'heure.
- 3° Rédaction sur un sujet n'exigeant aucune connaissance technique. Temps accordé : 1 h. 1/2.
- 4° Deux problèmes sur l'arithmétique élémentaire ou le système métrique. Temps accordé : 1 heure.
- 5° Une interrogation sur la géographie de la France (cette interrogation est posée à chaque candidat par un membre de la commission d'examen ; le ministre des Pensions n'établit aucun sujet en ce qui concerne cette épreuve).

Cet examen n'est affecté d'aucun coefficient.

Les candidats ne peuvent être éliminés que s'ils ont obtenu, soit une note inférieure à 5 en dictée (pour les 2^e et 3^e catégories), soit moins de 60 % du nombre total des points qu'il est possible de recevoir.

Les candidats possesseurs du brevet élémentaire ou du certificat d'études primaires supérieures ou qui justifient d'un titre de licence, baccalauréat, brevet supérieur, capacité, sont dispensés de le subir.

Mais ce certificat, pour les bénéficiaires de la loi du 18 juillet 1924, ne peut être obtenu que si le candidat a atteint

40 ans révolus le premier jour du mois dans lequel l'autorité militaire est appelée à délivrer le certificat.

Il n'y a aucune limite d'âge imposée pour les candidats bénéficiaires de la loi du 30 janvier 1923.

L'instruction du 9 février 1932 fixe aussi dans quelles conditions l'examen est subi. Nous n'y insisterons pas, ceci étant par trop de la réglementation pure.

II. *Obtention du certificat prévu par l'article 11 du décret du 16 mai 1931*

Ce certificat est un avis concernant la moralité du candidat et est donné par l'administration intéressée.

III. *Obtention du certificat d'aptitude physique*

La loi du 30 janvier 1923 a fixé les infirmités consécutives à des blessures de guerre ou à des maladies et compatibles avec chaque emploi. Le certificat est obtenu après comparution devant une commission médicale.

L'emploi de receveur ruraliste de 1^{re} et de 2^e classe étant rangé dans la liste n° 3 (pp. 38 a et 39 a du *Journal officiel* du 9 février 1932) est compatible avec les blessures suivantes :

Crâne. — Cr. 1 (blessures légères n'entraînant aucun trouble fonctionnel). — Cr. 2 (perte de substance des os du crâne consécutive à trépanation, sauf débilité mentale, troubles cérébraux ou épilepsie).

Visage. — V. 1 (blessures légères de la face). — V. 2 (atrésies cicatricielles, perte du nez, du pavillon de l'oreille, calvicieux d'un maxillaire avec un appareil de prothèse robuste et bien toléré).

Yeux. — Y. 1 (diminution de la vision de l'œil). — Y. 2 (perte d'un œil, la vision de l'autre étant intacte).

Oreille. — O. (surdité unilatérale, l'audition de l'autre oreille étant respectée).

Cou. — Cou 1 (blessures légères du cou). — Cou 2 (torticolis traumatique).

Thorax. — T. 1 (fractures, déformation des côtes ou du sternum, sauf lésion pulmonaire de nature contagieuse).

Abdomen. — Ab. 1 (cicatrices étendues). — Ab. 2 (éventration cicatricielle, bien contenue par un appareil de prothèse ; hernie traumatique).

Organes génitaux. — O. G. 1 (varicocèle ne gênant pas la marche ou la station debout).

Dos et colonne vertébrale. — D. 1 (fracture incomplète des corps vertébraux, sauf lésion médullaire ou mal de Pott).

Bassin. — Ba. 1 (fracture consolidée en bonne position). — Ba. 2 (fracture vicieusement consolidée).

Membres supérieurs. — Br. 1 (blessures légères des deux bras, sans impotence).

Main. — M. 1 (perte partielle de l'usage d'une main, la faculté de préhension étant conservée).

Membres inférieurs. — Cj. 1 (blessures légères des membres inférieurs ne gênant ni la marche ni la station debout).

Pieds. — P. 1 (blessures légères des pieds, la marche, l'usage de la bicyclette et la montée à une échelle étant possibles). — P. 2 (un pied intact, l'autre permettant la marche).

IV. *Avoir certaines conditions de grade ou d'ancienneté*

L'emploi de receveur ruraliste de 1^{re} classe figurant au tableau A, les candidats au titre de la loi du 18 juillet 1924 doivent être sous-officiers ou officiers mariniers et compter au moins dix années de présence effectuées sous les drapeaux, dont quatre en qualité de sous-officier ou d'officier marinier.

Les candidats au titre de la loi du 30 janvier 1923 ont droit à l'emploi, sans conditions de grade ou d'ancienneté.

V. *Figurer sur une liste de classement*
publiée au Journal officiel

Le classement des candidats aux emplois réservés est arrêté par le ministre des Pensions, sur la proposition d'une commission nommée par décret du Président de la République, sur le rapport du ministre des Pensions.

La commission ne peut écarter la demande d'un candidat pour cause d'inaptitude physique ou professionnelle s'il a obtenu les certificats correspondants ; il ne lui reste que la question de moralité.

La commission de classement offre toutes garanties aux candidats, car elle comporte quatre invalides de guerre et deux sous-officiers titulaires d'emplois réservés.

Le classement des candidats dans les diverses catégories est mathématique ; il n'a pas été, jusqu'à présent, modifié.

Les règles en diffèrent suivant qu'il s'agit de candidats au titre de la loi du 30 janvier 1923 et de candidats au titre de la loi du 18 juillet 1924.

Pour les bénéficiaires de la loi du 30 janvier 1923, la priorité est d'abord accordée à la qualité d'ancien combattant.

Puis les candidats sont classés suivant leur degré d'invalidité ; toutefois, ce degré, pour tenir compte des charges de famille, est augmenté de 5 points pour chaque enfant mineur ou infirme à la charge du postulant.

Enfin, agit l'ancienneté de la demande.

Pour les bénéficiaires de la loi du 18 juillet 1924, les éléments de classement sont la durée des services effectifs, sans toutefois que ceux-ci puissent être comptés pour plus de quinze ans ; l'ancienneté de grade de sous-officier ou d'officier marinier, de caporal, de brigadier ou de quartier-maître ; les enfants à la charge de l'intéressé ; les notes obtenues aux examens ; les campagnes, les décora-

tions, les citations. Une circulaire du 11 janvier 1928 a d'ailleurs prévu en détail les conditions de classement.

II. — NOMINATION A L'EMPLOI DE RECEVEURS BURALISTES DE 2^e CLASSE (4)

Les recettes buralistes de 2^e classe sont réservées dans la proportion de la totalité. Elles sont sollicitées dans les mêmes conditions que les recettes buralistes de 1^{re} classe.

Mais l'obtention du certificat prévu par l'article 11 du décret du 16 mars 1931 n'est pas exigée ; de plus, l'emploi étant classé au tableau C, les candidats au titre de la loi du 18 juillet 1924 y ont droit sous réserve d'avoir accompli au moins quatre années de présence effective sous les drapeaux. La loi du 21 juillet 1928 (5) a d'ailleurs ainsi

(4) Attribution des recettes buralistes. Note n° 1099. 28 sept. 1928.

(5) Ce texte n'a pas cependant donné satisfaction aux intéressés ; ce qui a amené un député, M. Dormann, à déposer une proposition de loi ayant pour but de modifier ainsi qu'il suit la loi du 21 juillet 1928.

PROPOSITION DE LOI DE M. DORMANN

Article unique. — Les paragraphes 9, 10, 11, 12, et 14, de l'article 5 de la loi du 21 juillet 1928, sont modifiés comme suit :

En ce qui concerne les autres emplois de receveurs-buralistes de deuxième classe, lorsqu'une vacance vient à se produire, le ministre des finances en informe dans un délai de quinze jours à partir de l'ouverture de la vacance, le ministre des pensions et le préfet du département, dans lequel est établie la recette vacante.

Le préfet donne immédiatement avis de la vacance au Comité départemental des mutilés du département et celui-ci fait publier et afficher l'avis du préfet au jour qui lui est indiqué par ce dernier.

Dans le délai d'un mois à partir de cette publication, les bénéficiaires de la présente loi domiciliés dans le département pourront poser leur candidature à la recette buraliste vacante. A cet effet, ils adresseront leur demande, avec les pièces justificatives, au Comité départemental des mutilés.

Les candidats seront convoqués par les soins du préfet, à la date qu'il fixera, devant une commission composée de deux médecins civils désignés par lui.

Ces médecins examineront les candidats et ils délivreront, s'il y a lieu, un certificat d'aptitude physique. Les candidats pourvus du certificat d'aptitude physique, seront convoqués par le préfet, devant une commission qui les examinera sous le rapport de l'aptitude professionnelle et leur délivrera, s'il y a lieu, le certificat d'aptitude.

Cette commission sera composée d'un délégué du préfet, président, d'un fonctionnaire de la préfecture, d'un professeur de l'université, d'un représentant du comité départemental des mutilés et d'un fonctionnaire de l'administration des finances.

Les candidats déjà pourvus du certificat d'aptitude professionnelle pour un emploi de troisième catégorie de l'État, des départements ou des communes,

règlementé l'attribution des recettes ruralistes de 2^e classe :

« L'attribution des recettes ruralistes de 2^e classe est
« soumise aux règles générales suivantes :

« En cas de vacance d'une recette ruraliste dont le
« revenu annuel n'excède pas 400 francs, les invalides de
« guerre domiciliés dans la commune, bénéficieront d'un
« droit spécial de préférence pour la nomination à cette
« recette, qu'ils soient inscrits ou non sur une liste de
« classement pour les emplois réservés.

« Le ministre des Finances fait connaître, sans délai,
« la vacance au préfet du département où est établie la

sont dispensés des examens d'aptitude physique et professionnelle prévus au présent article pour les recettes ruralistes de deuxième classe.

Le classement des candidats entre eux sera ensuite effectué par une commission nommée par le préfet, composée d'un délégué du préfet, président, d'un fonctionnaire de l'administration des finances, d'un représentant du comité départemental des mutilés, désigné par ce comité, et d'un invalide de guerre. Le classement sera établi comme il a été indiqué à l'article 4 et à l'article 9 de la présente loi. La priorité est attribuée aux invalides de guerre.

La liste de classement sera ensuite notifiée au ministre des pensions et au ministre des finances et il sera procédé, dans le plus court délai, à la nomination du candidat classé n° 1.

Si dans les délais fixés au présent article, aucun candidat n'a pu être classé à la recette ruraliste vacante, le préfet en informera le ministre des finances et le ministre des pensions. La vacance sera ensuite ajoutée aux vacances déclarées par application du paragraphe premier de l'article 3 de la présente loi, et elle pourra être comblée dans les conditions fixées aux paragraphes premier, deux et trois de l'article 5.

CRITIQUE DE CETTE PROPOSITION DE LOI

M. Maurice Vincent, député, a déposé le rapport suivant au sujet de cette proposition de loi :

La proposition de loi déposée par M. Maurice Dormann tend à faciliter l'accès des invalides de guerre aux recettes ruralistes de deuxième classe.

La loi du 31 juillet 1928 qui, dans ce but, a modifié les paragraphes 9 et suivants de l'article 5 de la loi du 30 janvier 1923, demeure inefficace, et, contrairement à ce qu'on pourrait espérer, elle n'a apporté aucune amélioration sensible à la législation antérieure. En effet, les candidats ont la faculté d'indiquer dans leur demande d'emploi la ou les recettes qu'ils désirent de préférence, et lorsque la vacance se produit, la recette est attribuée au candidat qui l'a spécialement postulée. Mais la procédure de candidature est telle que dans la plupart des cas les candidats ne peuvent bénéficier des mesures favorables prises en leur faveur.

En effet, un candidat postule spécialement une recette déterminée. En principe, il ne postulera que quand la vacance sera ouverte. La procédure de candidature nécessite un délai d'environ neuf mois (trois trimestres). 1^{er} trimestre, trimestre de candidature; 2^e trimestre, trimestre d'examen; 3^e trimestre,

« recette buraliste vacante. Le préfet fait publier l'avis
« dans la commune par les soins du maire. Les invalides
« de guerre domiciliés dans la commune, qu'ils soient ou
« non classés pour un emploi réservé, peuvent, dans le
« délai de trente jours à partir de cette publication, faire
« connaître au comité départemental des mutilés, en jus-
« tifiant de leur qualité, qu'ils sont candidats à l'emploi
« vacant; ils concourent entre eux, d'après l'ordre de
« priorité fixé à l'article 4 de la présente loi. Dans le délai
« des trente jours suivants, le comité départemental statue,
« après enquête, sur l'aptitude physique et profession-
« nelle des candidats et arrête l'ordre de classement des

trimestre de classement. Le dossier du candidat ne sera donc présenté à la commission de classement qu'au cours du 2^e trimestre qui suivra celui au cours duquel il a posé sa candidature.

Or, si la recette a été déclarée vacante où le candidat a déposé sa demande, la commission de classement pourra désigner, au cours du trimestre suivant celui au cours duquel la vacance a été déclarée, un candidat n'ayant pas postulé la recette, par application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 5 ainsi conçu :

Lorsqu'un candidat classé n'a pas spécialement postulé la recette qui devient vacante, cette dernière est attribuée au premier des candidats inscrits sur la liste qui ont exprimé le désir d'être nommés dans le département où elle est située, ou à défaut, à l'un des candidats qui n'ont pas manifesté de préférence.

En admettant qu'aucun candidat n'ait été classé pour la recette en cause, cette dernière pourra être attribuée à un autre invalide de guerre que celui qui l'a postulée, par application des dispositions suivantes (§§ 12 et 13 de l'art. 5.)

Si la recette buraliste vacante ne peut être attribuée dans les conditions qui précèdent (§ 11 art. 5), le ministre des finances en informe, sans délai, le préfet. Ce dernier donne immédiatement avis de la vacance au comité départemental des mutilés, aux associations de mutilés qui ont leur siège dans le département, et aux maires des communes du département; ceux-ci devront publier et afficher l'avis du préfet au jour qui leur sera indiqué par le préfet.

Dans le délai d'un mois à partir de cette publication et de cet affichage, les invalides de guerre domiciliés dans le département classés pour un emploi quelconque de la troisième catégorie pourront poser leur candidature à la recette vacante. A cet effet, ils adresseront leur demande, avec les pièces justificatives, au comité départemental des mutilés qui, dans le délai de quinze jours au plus, à partir de l'expiration du délai ci-dessus, procédera au classement d'après l'ordre indiqué à l'article 4 de la loi. Ce classement sera aussitôt porté à la connaissance de chaque candidat par les soins du préfet.

Celui qui sera classé avec le n° 1 sera immédiatement désigné par le préfet du département au ministre des finances, et il sera procédé sans autre délai à sa nomination.

Il est à remarquer que le candidat qui a postulé la recette ne pourra pas poser sa candidature en adressant sa demande au comité départemental. Au moment où le comité procédera au classement des candidats, le dossier

« candidats. Le préfet donne avis de la décision à chaque
« candidat individuellement et indique au ministre des
« Finances le candidat qui figure en tête de la liste de
« classement. Il est procédé à sa nomination sans autre
« formalité.

« Si dans les délais fixés ci-dessus, le comité départe-
« mental n'a pu classer aucun candidat à la recette bura-
« liste vacante, le préfet en informera le ministre des
« Finances, qui pourra procéder à une nomination à titre
« temporaire. Cette nomination ne deviendra définitive
« que si, dans le délai de six mois, à partir de sa publica-
« tion au *Journal officiel*, aucun candidat, invalide de

de l'intéressé n'aura pas encore été examiné par la commission de classement de l'article 4 de la loi, et, de ce fait, il ne réunira pas une des conditions exigées : être classé pour un emploi quelconque de troisième catégorie.

Si, dans les délais fixés au paragraphe 13 précité, le comité départemental n'a pu classer aucun candidat à la recette buraliste vacante, le préfet en informe le ministre des finances qui peut procéder à la nomination temporaire.

A peu près à la même époque, le dossier du candidat sera présenté à la commission de classement. Ce n'est que s'il a obtenu son classement qu'il pourra enfin se faire attribuer la recette qu'il a postulée en obtenant le licenciement ou la mutation du receveur-buraliste nommé à titre temporaire, à la condition, toutefois, que moins de six mois se soient écoulés depuis la publication au *Journal Officiel* de la nomination à titre temporaire. Si l'examen du dossier est reporté au trimestre suivant par suite du retard apporté à l'envoi de pièces administratives, ce qui est fréquemment le cas pour les candidats dont la pension n'est pas complètement liquidée, il n'aura de risques d'être classé après l'expiration des six mois ci-dessus fixés, et il ne pourra tenir, quoique classé, la recette qu'il a postulée, cette dernière ayant été attribuée à titre définitif au receveur-buraliste nommé à titre temporaire.

D'autre part, le paragraphe 13 de l'article 5 exige que pour postuler une recette buraliste par l'intermédiaire du comité départemental, le candidat soit classé pour un emploi quelconque de la troisième catégorie. Les candidats qui postulent des emplois réservés sont soumis à des épreuves d'aptitude physique et professionnelle. S'ils satisfont aux conditions d'aptitudes exigées, ils obtiennent un certificat d'aptitude professionnelle qui les reconnaît capables de tenir les emplois qu'ils ont postulés.

Le classement des candidats n'intervient ensuite que si des vacances sont déclarées pour les emplois postulés et s'ils arrivent en rang utile pour être classés.

La condition de classement exigée au paragraphe 13 précité est donc sans aucun objet.

L'obligation du classement préalable qui existait pour la dispense d'examen pour les emplois communaux a d'ailleurs été supprimée par la loi du 21 juillet 1928 et la dispense d'examen a été accordée par la dite loi aux candidats en possession du certificat d'aptitude professionnelle.

Il apparaît en outre de toute justice de réserver aux veuves de guerre les recettes buralistes laissées vacantes par les invalides de guerre.

« guerre, réunissant les conditions prévues à l'article 1^{er}
« de la présente loi, n'a posé sa candidature à ce poste
« auprès du comité départemental des mutilés. Le comité
« départemental instruit les candidatures qui peuvent
« ainsi survenir ; et la désignation d'un candidat à nommer
« est faite, le cas échéant, dans les conditions indiquées
« ci-dessus.

« En ce qui concerne les autres emplois de receveurs
« ruralistes de 2^e classe, le classement des candidats est
« fait suivant les dispositions de la présente loi, mais avec
« la faculté, pour les intéressés, d'indiquer dans leur
« demande d'emploi la ou les recettes qu'ils désireraient
« obtenir de préférence.

« Lorsqu'une vacance vient à se produire, la recette est
« attribuée au candidat classé qui l'a spécialement pos-
« tulée. Au cas où plusieurs candidats sont classés pour
« une même recette, celui qui est le mieux placé sur la
« liste est nommé. Ceux qui n'arrivent pas en rang utile
« peuvent, à ce moment, porter leur choix sur d'autres
« recettes. Tout candidat qui n'accepte pas un poste qui
« lui revient, est rayé de la liste de classement.

« Lorsqu'aucun candidat classé n'a postulé spéciale-
« ment la recette qui devient vacante, cette dernière est
« attribuée au premier des candidats inscrits sur la liste
« qui ont exprimé le désir d'être nommés dans le dépar-
« tement où elle est située ou, à défaut, à l'un des candi-
« dats qui n'ont pas manifesté de préférence. Tout can-
« didat nommé dans ces conditions, qui refuse le poste
« auquel il est appelé, perd le bénéfice de son classement.

« Si la recette ruraliste vacante ne peut être attribuée
« dans les conditions qui précèdent, le ministre des Finances
« en informe sans délai le préfet. Ce dernier donne immé-
« diatement avis de la vacance au comité départemental
« des mutilés ; aux associations de mutilés qui ont leur
« siège dans le département et aux maires des communes

« du département. Ceux-ci devront publier et afficher
« l'avis du préfet au jour qui leur sera indiqué par le préfet.

« Dans le délai d'un mois à partir de cette publication
« et de cet affichage, les invalides de guerre domiciliés
« dans le département, classés pour un emploi quelconque
« de 3^e catégorie, pourront poser leur candidature à la
« recette ruraliste vacante. A cet effet, ils adresseront
« leur demande, avec les pièces justificatives, au comité
« départemental des mutilés qui, dans le délai de quinze
« jours au plus à partir de l'expiration du délai ci-dessus,
« procédera au classement d'après l'ordre indiqué à l'ar-
« ticle 4 de la présente loi. Ce classement sera aussitôt
« porté à la connaissance de chaque candidat par les soins
« du préfet. Celui qui sera classé avec le n^o 1 sera immé-
« diatement désigné par le préfet du département au mi-
« nistre des Finances, et il sera procédé, sans autre
« délai, à sa nomination.

« Si dans les délais fixés par le présent article, le comité
« départemental n'a pu classer aucun candidat à la recette
« ruraliste vacante, le préfet en informera le ministre
« des Finances, qui pourra procéder à la nomination à
« titre temporaire. Cette nomination ne deviendra défi-
« nitive que si, dans les six mois à partir de sa publication
« au *Journal officiel*, aucun candidat n'est inscrit sur la
« liste de classement comme postulant spécialement la
« recette vacante ou si, dans le même délai, aucun candi-
« dat invalide de guerre classé pour un emploi de 3^e caté-
« gorie et habitant le département, n'a posé sa candida-
« ture à ce poste auprès du comité départemental des
« mutilés. Le comité départemental instruit les candida-
« tures qui peuvent survenir, et la nomination du candi-
« dat est faite, le cas échéant, dans les conditions indi-
« quées ci-dessus. »

La question s'est posée de savoir si les candidats mutilés
ou réformés de guerre doivent être obligatoirement nom-

més au poste désigné par le comité départemental des mutilés ou réformés de guerre.

Cette question a été tranchée par une décision du Conseil d'État, en date du 11 février 1927.

La recette ruraliste de 2^e classe de W... étant devenue vacante, le directeur général des contributions indirectes y avait nommé M. G..., receveur ruraliste de 2^e classe à X... (même département).

Contre cette nomination, M. L... protestait, car il soutenait *qu'ayant été proposé pour le poste de W... par le Comité départemental des mutilés et réformés de guerre du département*, par application de l'article 5, paragraphes 3 et 4 de la loi du 30 janvier 1923, il tenait de cette disposition législative le droit d'être nommé à ce poste.

Le Conseil d'État n'a pas admis la thèse présentée par le sieur L... et a rejeté sa requête.

Le rejet a été prononcé pour les motifs suivants :

« Considérant que si, d'après le tableau C annexé à la loi du 30 janvier 1923, la totalité des vacances de recettes ruralistes de 2^e classe est réservée aux candidats mutilés ou réformés de guerre, ce texte n'entraîne pas pour l'administration l'obligation de mettre à la disposition de ces candidats les postes mêmes où des vacances se produisent ; *que, pour qu'il soit satisfait aux prescriptions de la loi, il suffit que l'administration mette à la disposition des mutilés ou réformés du département un nombre de postes de 2^e classe égal à celui des vacances qui se produisent dans ce département* ; qu'ainsi, en nommant au poste de W... un receveur titulaire d'un emploi de la même classe dans le même département, le directeur général des contributions indirectes, qui ne privait pas de ce fait les candidats mutilés d'une vacance numérique à laquelle ils avaient droit, n'a pas excédé ses pouvoirs, et que le sieur L... n'est pas fondé à invoquer à l'encontre de sa décision les prescriptions de l'article 5, paragraphes 3 et 4 de la loi

du 30 janvier 1923, lequel était sans application dans l'espèce... »

SECTION III. — Nomination au titre civil

Pour l'attribution des recettes buralistes de 1^{re} classe, le ministre des Finances dispose du quatrième quart des recettes buralistes de 1^{re} classe. Le ministre dispose ainsi de ce quart. Les trois quarts au moins des vacances, parmi les receveurs buralistes de 1^{re} classe, appartenant à la 5^e catégorie et aux catégories supérieures, sont réservés à l'avancement hiérarchique. Les postes laissés à la disposition du ministre sont attribués aux candidats civils. Toutefois, une partie des postes de 1^{re} classe, 6^e catégorie, égale au sixième du nombre des nécessités existant dans cette catégorie, est attribuée aux receveurs buralistes de 2^e classe ayant droit à l'avancement. Avant le 31 janvier 1911, le droit de nomination du ministre s'exerçait arbitrairement. Afin de remédier, autant que possible, à cet état de choses et en présence du nombre considérable des candidatures aux recettes buralistes de 1^{re} classe, le décret du 31 janvier 1911 créa un organisme semblable à celui qui fonctionnait pour les candidatures aux débits de tabac.

Le décret du 31 janvier 1911 a, de plus, imposé certaines conditions pour l'inscription sur la liste de présentation. Nous disons liste de présentation, car, contrairement à ce qui se passe pour les listes d'emplois réservés, il n'y a aucun classement, et cette liste n'est d'ailleurs pas publiée au *Journal officiel*. En résumé, le but de la commission est d'éliminer certaines candidatures par trop politiques et d'exiger que les conditions suivantes soient remplies :

1^o Le candidat doit avoir au moins quarante ans d'âge et dix ans de service. Toutefois cette double condition n'est pas exigée pour les candidats qui auraient été mis

hors d'état de se livrer à un travail actif par suite d'un acte de dévouement dans un intérêt public ou en exposant leurs jours pour sauver la vie d'un de leurs concitoyens. Elle ne le sera pas non plus pour les fonctionnaires qu'un accident grave, résultant de l'exercice de leurs fonctions, mettra hors d'état de continuer à remplir leur fonction.

2° Le candidat devra fournir les pièces justificatives suivantes : 1° Demande au ministre des Finances formée sur papier timbré, indiquant l'âge et le domicile des candidats ; 2° Extrait de l'acte de naissance ; 3° Etat authentiquement et dûment certifié des services militaires ou civils, indiquant leur durée et leur importance ; 4° Certificat délivré par l'autorité municipale du lieu où le candidat est domicilié, attestant sa moralité, sa situation de famille, et faisant connaître ses moyens d'existence ; 5° Avis des directions départementales des contributions indirectes et du préfet sur l'aptitude du candidat à exercer les fonctions demandées.

Pour pouvoir être nommé à titre civil, à une recette ruraliste de 1^{re} classe, il suffit donc de figurer sur une liste de classement en remplissant des conditions peu rigoureuses.

Ainsi, alors que, d'après la loi sur les emplois réservés, un examen est nécessaire, ici, rien n'est plus exigé. Mais, à notre avis, ce qui est beaucoup plus grave, c'est que, depuis 1930, le ministre peut nommer, à titre civil, à n'importe quelle catégorie, et qu'ainsi il dispense les candidats de subir un stage dans la catégorie inférieure. Ceci serait pourtant conforme au bon fonctionnement du service public ; on remarquera que, pour les candidats nommés au titre des emplois réservés, le ministre ne peut nommer qu'en sixième catégorie. En fait, l'administration n'a jamais pu expliquer pour quels motifs, dans l'article 7 du décret du 20 mai 1930, elle a cru devoir supprimer l'obligation qu'elle avait auparavant de nommer en

1^{re} classe, 6^e catégorie, des candidats au titre civil. Par ce procédé, il ne paraît pas douteux que l'administration empêche l'avancement des receveurs buralistes inscrits sur le tableau d'avancement. En réalité, l'article 7 du décret du 20 mai 1930 a été édicté dans le but de récompenser certains services politiques (ainsi, dans les dernières nominations, figurent celles de deux conseillers généraux et d'un ancien député, à la 1^{re} classe, 2^e catégorie). Un pourvoi avait d'ailleurs été intenté devant le Conseil d'État pour annulation du décret du 20 mai 1930. Pour étayer leur pourvoi, les requérants s'appuyaient sur l'article 16 de la loi du 21 juillet 1928. Aux termes de cet article, « tout projet de loi, tout projet de modification aux « décrets, règlements d'administration publique et arrêtés « concernant les emplois réservés aux victimes de la guerre, « aux engagés, rengagés, commissionnés devra, obligatoi- « rement, être communiqué préalablement au président de « la commission instituée par le présent article. »

En fait, disaient les requérants, le décret du 20 mai n'ayant pas été communiqué à la commission, il y aurait vice de forme, puisque l'article 7 dudit décret a modifié les conditions d'accès à l'emploi de receveur buraliste.

Le Conseil d'État, dans sa séance du 29 juillet 1932 (6), a rejeté la requête, motif pris : que les droits aux avantages résultant pour les fonctionnaires d'une réglementation, sont subordonnés au maintien de cette réglementation et qu'ils ne sauraient faire obstacle au droit du Gouvernement de procéder à une réorganisation des services.

La Cour de Cassation a rendu un arrêt dans le même sens (6).

(6) *Conseil d'Etat. — Séance du 29 juillet 1932.*

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux (section du contentieux).

.....
Sur les conclusions de la requête qui tendent à l'annulation, pour vice de forme, du décret du 20 mai 1930 ;

Considérant que la loi du 30 janvier 1923, modifiée par la loi du 21 juillet 1928, dispose dans son article 16, paragraphe 4, que « tout projet de loi, tout

Pour l'attribution des recettes ruralistes de 2^e classe, ce n'est qu'à défaut de candidats classés que les candidats civils peuvent être nommés. Nous renvoyons à ce que nous avons dit plus haut à ce sujet (v. page 30).

projet de modifications aux décrets ; règlements d'administrations publique et arrêtés concernant les emplois réservés aux victimes de la guerre, aux engagés, rengagés, commissionnés, devra obligatoirement être communiqué préalablement au président de la commission instituée par le présent « article » ; qu'il résulte des termes mêmes et des travaux préparatoires de cette disposition législative que les projets de lois et de règlements qui doivent faire l'objet de la communication ainsi prescrite sont ceux relatifs à la détermination des emplois réservés à leur accès, et généralement aux droits que les bénéficiaires des lois des 30 janvier 1923 et 18 juillet 1924 tiennent des dites lois et des actes réglementaires pris pour leur application ; que la même disposition ne saurait viser, au contraire, les projets de modification aux modalités des statuts et notamment, aux conditions d'avancement de l'ensemble des fonctionnaires de chacun des cadres dans lesquels ont accès, en vertu de la législation et de la réglementation spéciale aux emplois réservés, les victimes de la guerre, les engagés, rengagés et commissionnés ;

Considérant qu'il n'est pas allégué que le décret attaqué ait modifié la proposition des recettes ruralistes de première classe, comprise dans les emplois réservés, ni d'ailleurs porté atteinte à aucun des droits que les sieurs Valentin et autres pouvaient tenir des lois des 30 janvier 1923 et 18 juillet 1924, ainsi que des actes réglementaires pris pour leur application ; que, dès lors, il n'avait pas à être communiqué au président de la commission instituée par l'article 16 de la loi du 30 janvier 1923, contrairement à ce que soutiennent les requérants, et que, par suite, ceux-ci ne sont pas fondés, par le moyen qu'ils invoquent, à demander son annulation, comme pris à la suite d'une procédure irrégulière ;

Sur la légalité des dispositions de l'article 7, paragraphe 2 et suivants du décret du 20 mai 1930 :

Considérant que, pour demander l'annulation de ces dispositions, les sieurs Valentin et autres se fondent sur l'atteinte qu'elles auraient portée aux droits à l'avancement résultant pour eux de la réglementation antérieurement en vigueur ;

Considérant que les droits aux avantages résultant, pour les fonctionnaires, d'une réglementation, sont subordonnés au maintien de cette réglementation, et qu'ils ne sauraient faire obstacle au droit du gouvernement de procéder à une réorganisation des services ; que, par suite, les conditions d'avancement des receveurs ruralistes de première classe, qui étaient fixées par le décret du 28 octobre 1925, ont pu, en l'absence d'une disposition législative ayant statué sur cet objet, être valablement modifiées par le décret du 20 mai 1930.

Décide :

La requête sus-visée des sieurs Valentin, Martinent, Capdepon, Rabilloud, Vialatoud et Duffieux, est rejetée.

Cass. civ., 20 déc. 1932. C'est aussi dans ce sens que la Cour de Cassation a rendu son arrêt.

En l'espèce, il s'agissait d'un employé de chemin de fer nommé au titre des emplois réservés et qui s'était vu classer à un emploi inférieur à celui auquel il prétendait avoir droit.

On remarquera que les tribunaux judiciaires étaient compétents, les employés de chemins de fer étant liés par un contrat de louage de services.

SECTION IV. — Les incompatibilités

Aux termes de l'article 14 du décret du 24 mai 1930, les receveurs buralistes de 2^e classe peuvent exercer toute autre profession ou commerce, sous réserve des incompatibilités.

Voici le texte de cet arrêt.

Sur le moyen unique, pris de la violation des art. 69 et suiv. de la loi du 21 mars 1905, du décret du 22 janvier 1910, des articles 1780 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs et manque de base légale ;

Attendu qu'il résulte des qualités et des motifs de l'arrêt attaqué que Jarny, sous-officier d'infanterie coloniale, comptant plus de dix années de services dont quatre dans le grade, a été, le 23 janvier 1914, au titre des article 69 et suiv. de la loi du 21 mars 1905, nommé à l'emploi de commis des Chemins de fer de l'Etat, emploi inscrit d'une part au tableau E des emplois réservés par ladite loi, et d'autre part au groupe X des agents du réseau ; que, conformément aux arrêtés ministériels des 4 mars 1919 et 27 avril 1920, les différentes catégories du personnel des Chemins de fer de l'Etat ayant fait l'objet d'une nouvelle classification, l'emploi de commis a été, sous la dénomination « d'employé », inscrit à l'échelle 7 alors que l'emploi de « piqueur de la voie », lequel figurait au tableau F des emplois réservés par la loi de 1905 et au groupe X des agents de réseau, était classé à l'échelle 8 supérieure ;

Attendu que Jarny ayant intenté contre l'Administration des chemins de fer de l'Etat une action tendant à faire ordonner son inscription à l'échelle 8 et à se faire indemniser du préjudice que lui aurait causé son classement à une échelle inférieure à celle à laquelle il prétendait avoir droit et la cour l'ayant débouté, le pourvoi fait grief à l'arrêt d'avoir méconnu les droits que Jarny tenait à la fois de la loi du 21 mars 1905 et du contrat collectif de travail sous l'empire duquel il avait engagé ses services à l'Administration du réseau de l'Etat ;

Mais attendu, ainsi que l'a déclaré l'arrêt attaqué, qu'en établissant les tableaux des emplois civils dont elle réservait une proportion aux engagés et rengagés, la loi du 21 mars 1905, qui avait pour unique vue d'assurer le recrutement de l'armée, n'a pas eu pour effet d'établir une réglementation des emplois civils, mais seulement de définir les conditions que devraient remplir les militaires pour y accéder ; qu'après avoir obtenu sa nomination à l'emploi pour lequel il avait été classé, Jarny a été rempli de tous les droits que lui conférait la loi de 1905 et qu'il a été désormais régi exclusivement par les règlements des agents du réseau applicables à son emploi ;

Attendu que si les règlements sous l'empire desquels Jarny avait engagé ses services ont été modifiés, cette modification, qui n'avait pas le caractère d'une mesure individuelle, ne lui a ouvert que les droits qu'elle ouvrait à tous les agents de la même catégorie d'emploi ; que son engagement étant fait sans détermination de durée, Jarny était tenu ou de subir la résiliation ou d'accepter la nouvelle réglementation légalement édictée dans un intérêt public et que, dès lors, l'Administration des chemins de fer de l'Etat était tenue de lui appliquer ;

Attendu qu'il s'ensuit qu'en statuant ainsi qu'elle l'a fait, la cour de Paris n'a violé aucun des textes visés au pourvoi et que la décision est légalement motivée ;

Par ces motifs :

Rejette.

tibilités légales ou des incompatibilités de fait qui leur sont opposées dans l'intérêt du service par l'administration et sous la seule appréciation de celle-ci.

En ce qui concerne les receveurs buroalistes de 1^{re} classe, il est précisé, à l'article 6 du décret du 24 mai 1930, qu'ils ne peuvent se livrer à aucun commerce ni exercer aucune fonction publique ou étrangère à l'administration ; cette interdiction est donc générale. En ce qui concerne l'exercice du commerce, on admet que leur femme peut l'exercer si le contrat de mariage ne rend pas le mari responsable des dettes ; ainsi une femme séparée de biens peut l'exercer, alors qu'une femme commune en biens ne peut pas l'exercer.

En dehors de ces principes généraux, certains textes ont édicté des incompatibilités s'appliquant à tous les receveurs buroalistes.

Ainsi la fonction de receveur buroaliste est incompatible avec le mandat de député (art. 8 de la loi du 30 nov. 1875, de sénateur (loi 26 déc. 1887). Ils ne peuvent être élus maires ou adjoints (loi 5 avril 1884, art. 80) ; par contre, ils peuvent être élus conseillers municipaux (arrêt du Conseil d'État du 17 février 1900). Ils ne peuvent pas être notaires (art. 7, loi 25 ventôse an XI), ni instituteurs (loi 30 oct. 1886, art. 25), ni secrétaires de mairie (art. 3 de la loi du 24 vendémiaire an III), ni receveur municipal (arr. 13 mai 1848 et Circ. 17 mai 1852). Ils ne peuvent pas être huissiers (art. 40 du règlement du 14 juin 1813), ni greffiers (art. 2 de la loi du 24 vendémiaire an II). Ils ne peuvent pas être agents de l'autorité (art. 1^{er}, titre IV de la loi du 24 vendémiaire an XIII), par exemple, commissaires de police, gardes-champêtres.

CHAPITRE III

Des différentes catégories de Receveurs buralistes

Nous avons vu, dans l'exposé historique, la complexité du statut des receveurs buralistes qui a été souvent modifié par décret. Cette situation n'a pas été sans inquiéter l'administration qui, dans le décret du 20 mai 1930, s'est efforcée de simplifier le plus possible le système. Ainsi, quand le décret du 20 mai 1930 a été publié, on se trouvait en présence de cinq catégories de receveurs buralistes :

1^o Les receveurs buralistes de 1^{re} et de 2^e classe du régime antérieur au décret du 15 mai 1922 ;

2^o Les receveurs buralistes de 1^{re} et de 2^e classe du décret du 15 mai 1922 ;

3^o Les gérants de bureaux auxiliaires nommés sous l'empire du même décret ;

4^o Les receveurs buralistes de 1^{re} classe, fonctionnaires du décret du 28 octobre 1925 ;

5^o Les receveurs buralistes de 2^e classe nommés depuis la mise en vigueur de ce décret.

Nous n'avons pas l'intention d'étudier toutes ces catégories, ce qui ne présenterait qu'un intérêt tout relatif, et tout ce que nous devons retenir, c'est que, depuis 1925, il existe deux grandes catégories de receveurs buralistes :

1^o Les receveurs buralistes de 1^{re} classe, qui ont droit à une pension et jouissent d'un traitement fixe. Ils sont donc qualifiés de fonctionnaires par l'administration ;

2^o Les receveurs buralistes de 2^e classe, qui n'ont pas droit à pension et jouissent d'un mode de rémunération spéciale. Pour ces derniers, la qualité de fonctionnaires leur est contestée ; c'est cette question que nous allons étudier.

CHAPITRE IV

De la nature juridique de l'emploi de Receveur ruraliste

En principe, la classe du receveur ruraliste correspondant à la classe de la recette ruraliste, il suffira de se reporter à ce que nous avons dit au sujet de la classification en recette ruraliste de 1^{re} et 2^e classe (v. page 15).

Toutefois, il se peut que, par suite d'un déclassement, un receveur ruraliste de 1^{re} classe occupe une recette de 2^e classe. C'est la question des déclassés qui ne vise d'ailleurs que très peu d'intéressés. Nous la laisserons de côté.

Nous allons donc examiner ici seulement quel doit être la nature juridique de l'emploi de receveur ruraliste.

I. — Théorie de l'Administration

L'administration a toujours dénié aux receveurs ruralistes la qualité de fonctionnaire, parce qu'elle entend le mot fonctionnaire dans un sens étroit. Pour l'administration, ne peut être fonctionnaire que l'individu qui a été classé comme tel par un décret pris en application de l'article 69 de la loi du 14 avril 1924. Aux termes de cet article, dans chaque ministère, un règlement d'administration publique déterminera, dans les six mois de la promulgation de la loi, les catégories de personnes dont les emplois, quelle que soit leur dénomination présente, répondent à des besoins permanents, et qui, en conséquence, doivent être admis au bénéfice des dispositions de la présente loi.

Or le décret du 20 mai 1930, dans son article 14, a précisé que les receveurs ruralistes de 2^e classe ne possèdent pas la qualité de fonctionnaires chargés de la gestion des bureaux auxiliaires de régie ; ils ne peuvent exercer, etc....

Dans ces conditions et en présence de ces deux textes, l'administration a toujours soutenu qu'il était impossible de voir dans les receveurs buralistes de 2^e classe des fonctionnaires.

II. — Théorie des publicistes

Les publicistes et, en particulier, M. Jèze (*Principes généraux du droit administratif*) disent que, pour reconnaître à un individu la qualité de fonctionnaire, les conditions suivantes doivent être remplies :

1^o Un premier élément, c'est le caractère permanent normal ordinaire de l'emploi. Ce qui doit être permanent, c'est la fonction ;

2^o Un deuxième élément essentiel, est que l'activité personnelle de l'agent soit consacrée au fonctionnement d'un service public proprement dit.

Il apparaît bien que le receveur buraliste de 2^e classe remplit bien ces conditions, la fonction est bien permanente et, de plus, la gestion est personnelle.

III. — Théorie de la Jurisprudence

Dans un arrêt du 19 novembre 1923, le Conseil d'État a qualifié le receveur buraliste d'auxiliaire de l'administration des contributions indirectes. Par contre, la Cour de Cassation, dans un arrêt rendu le 28 juillet 1923 (7), leur reconnaît la qualité de fonctionnaire.

(7) Voici les termes de cet arrêt rendu à l'occasion d'un litige survenu pour l'application de la loi sur les loyers.

Arrêt de la commission supérieure de cassation, 1^{re} section, Paris 28 juillet 1923.

Vu l'article 56 de la loi du 9 mars 1918, interprété et complété par l'article 3 de la loi du 31 mars 1922 ; attendu que ce texte, par lequel la prorogation à titre professionnel est accordée, ne saurait être étendu aux fonctionnaires publics ; qu'en effet, le fonctionnaire public tire ses ressources de sa fonction, qu'ainsi il échappe aux aléas des professions libérales, que la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels est pour la même raison étrangère aux fonctionnaires publics, auxquels il est interdit d'y entrer ; attendu dès lors qu'en accordant la prorogation professionnelle à Grosjean, receveur-buraliste

En l'espèce, il s'agissait de savoir si un receveur buraliste pouvait bénéficier des lois sur les loyers, en invoquant la prorogation à titre professionnelle. Or la Cour de Cassation a assimilé le receveur buraliste à un fonctionnaire et a cassé le jugement attaqué qui lui avait accordé la prorogation professionnelle, son service étant commercial.

IV. — Examen critique de la question

Ainsi donc le problème est très complexe. Tout d'abord, remarquons que la seule distinction entre les recettes buralistes de 1^{re} et 2^e classe repose uniquement sur le nombre des timbres décomptés. On voit combien cette barrière est fragile.

Nous allons donc essayer de démontrer qu'en réalité, les receveurs buralistes de 2^e classe sont des fonctionnaires.

En effet, l'instruction n° 19 du 30 fructidor an XII, définit ainsi l'emploi de receveur buraliste : Ce sont des préposés de la Régie, chargés de recevoir les déclarations des redevables, de leur en délivrer des ampliations et de percevoir, en même temps, les droits qui sont exigibles au comptant. L'article 234 de la loi du 28 avril 1816, non abrogé, prévoit que ces préposés devraient tenir leur bureau ouvert au public, soit pendant huit heures par jour, soit du lever au coucher du soleil, lorsqu'aucun arrêté préfectoral n'aura limité à huit heures la durée d'ouverture de ces bureaux par application de la loi du 31 décembre 1907. De ces textes, il résulte donc bien que les receveurs

à Domont, demeurant en cette ville, par le motif que : le service public qu'il remplit est d'un tout autre caractère que la fonction de receveur d'enregistrement et que ce service est commercial, le jugement attaqué a fausement appliqué et par suite violé le texte sus-visé. Par ces motifs casse et annule le jugement rendu le 24 novembre 1922, par le juge de paix d'Ecouen. Remet en conséquence la cause et les parties au même et semblable état où elles étaient avant la dite sentence, et pour être fait droit, les renvoie devant le juge de paix de Gonesse, à ce désigné par délibération spéciale prise en la chambre du conseil ; condamne...

buralistes doivent obligatoirement consacrer tout leur temps à leurs fonctions, et le décret du 20 mai 1930 a pris soin de le leur rappeler.

Peut-on soutenir qu'ils prêtent leur concours au public en même temps qu'à l'État ? A cela, nous répondrons catégoriquement : non.

Les déclarations qu'ils enregistrent, les ampliations qu'ils délivrent ont pour but de constater, soit la perception d'un impôt, soit la garantie d'un droit. L'ampliation délivrée au déclarant n'est qu'une sorte de quittance. Dès lors, on ne saurait qualifier avec quelque apparence de raison, que le fait de délivrer une ampliation ou une quittance prévue par une loi, pour permettre au service de la surveillance à la circulation de s'assurer que le Trésor n'est pas frustré des taxes qui lui sont dues, équivaut à un concours prêté au public.

Aucune assimilation n'est possible entre la transcription d'une hypothèque qui a pour but de rendre public et de consolider à l'égard de tiers le droit de propriété de l'acquéreur, et la perception du droit de l'inscription y afférant qui rémunère « le coût du service hypothécaire dont l'État n'encaisse les profits que dans une faible mesure ».

Sans doute, peut-on objecter que les receveurs buralistes sont des commerçants, puisqu'ils vendent du tabac et autres articles de fumeur, et qu'en outre, ils ont la possibilité d'exercer une autre profession.

La vente du tabac ne saurait constituer un empêchement dirimant.

Est-ce que les professeurs sont considérés comme exerçant une seconde profession du fait qu'ils donnent, en dehors de leurs heures de cours, des leçons particulières ? Non, nul ne songe à exclure ces deux catégories de fonctionnaires des bénéficiaires de la nouvelle loi. Pourquoi en écarterait-on les receveurs buralistes ?

Maintenant, si nous nous reportons à la discussion aux déclarations du ministre des Finances, du rapporteur du Sénat et au texte même de la loi du 14 avril 1924, l'article 1^{er} spécifie que les dispositions s'appliquent « aux fonctionnaires civils et aux employés appartenant au cadre permanent de l'administration ».

Certes, nous n'ignorons pas que le décret du 20 mai 1930, article 7, mentionne expressément que les receveurs buralistes ne possèdent pas la qualité de fonctionnaires. S'ils ne sont pas fonctionnaires, ils sont employés et appartiennent au cadre permanent de l'administration des contributions indirectes. Dans la séance du 11 avril 1924 (*J. O.* du 12 avril 1924, p. 766), le rapporteur du Sénat, complétant les explications données par le ministre des Finances, qui, amené à préciser le sens de l'article 1^{er}, avait déclaré : « Je réponds d'une manière générale que le projet de loi dont le Sénat vient de recommencer la discussion s'applique, tout d'abord, aux agents visés par les lois de 1831 et 1853. Par conséquent, *a priori*, sont compris dans cette loi, tous ceux qui sont actuellement régis par ces deux lois.

« De plus, l'article 69 du projet de loi, tel qu'il revient de la Chambre et tel que la Commission des Finances vous demande de l'accepter, est ainsi conçu :

« Dans chaque ministère, un règlement d'administration publique déterminera, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, les catégories de personnes dont les emplois, quelle que soit leur détermination présente, répondent à des besoins permanents et qui, en conséquence, devront être admis au bénéfice des dispositions de la présente loi. »

Le rapporteur avait ajouté :

« Par conséquent, bénéficient de la loi, non seulement les fonctionnaires régis par la loi de 1853, et les militaires

régis par celle de 1831, mais les fonctionnaires qui sont titulaires d'une fonction permanente. »

M. le Ministre des Finances. — Comme le règlement d'administration publique est un acte du pouvoir exécutif, il appartient toujours aux membres du Parlement de questionner ou d'interpeller le Gouvernement à ce sujet...

Pour toutes les catégories spéciales de fonctionnaires employés ou ouvriers qui n'apparaîtraient pas comme immédiatement comprises dans la nouvelle loi, il y aura des projets spéciaux comme, par exemple, celui des inscrits maritimes.

De même, il pourra intervenir des dispositions spéciales pour les cantonniers qui ne sont pas compris dans la loi de 1919, notamment. Pour tous les autres cas, nous aurons alors le règlement d'administration publique qui étudiera et précisera la situation de chaque catégorie particulière.

De plus, avant le vote définitif de l'article 1^{er}, le rapporteur, désireux d'avoir la certitude que le règlement d'administration publique n'excluerait pas de la loi des catégories d'agents ou d'employés que le législateur avait voulu comprendre parmi les bénéficiaires du nouveau régime, déclarait :

La Commission des Finances est d'accord avec le Gouvernement pour demander le vote de l'article 1^{er} tel qu'il revient de la Chambre.

J'ai simplement une précision à demander à M. le Ministre des Finances ; à côté des fonctionnaires et agents du cadre permanent de l'administration qui relèvent des lois de 1831 et 1853, il y a un certain nombre d'agents permanents qui appartiennent à des cadres créés postérieurement à 1853 et qui, au lieu d'être affiliés à cette loi, ont été soumis à des régimes spéciaux. Sont dans cette situation : les fonctionnaires des établissements publics de l'État et des offices nationaux, les agents du Ministère de la Guerre,

les employés d'administration, les dactylographes des ministères, etc....

Or, nous avons entendu comprendre dans l'article 1^{er} — l'affirmation en a été produite d'une façon expresse à diverses reprises — non seulement les fonctionnaires relevant des lois de 1831 et 1853, mais tous les fonctionnaires permanents qui ont, à l'heure actuelle, des régimes spéciaux.

Cette précision était nécessaire. L'article 69 laisse, en effet, à un règlement d'administration publique le soin de déterminer les catégories de fonctionnaires qui répondent à des besoins permanents et sont, à ce titre, appelés à bénéficier de la présente loi. Les rédacteurs du règlement en question auraient donc pu hésiter, si le Parlement n'avait pas manifesté clairement sa volonté à cet égard de faire bénéficier certains fonctionnaires permanents, mais non soumis aux lois de 1831 et 1853, du régime de retraite institué par la présente loi.

M. le Ministre des Finances. — Pour qu'il n'y ait pas de divergences de vues et pour que nous ne fassions rien qui prête à équivoque, je confirme que je suis d'accord avec la Commission des Finances et que c'est l'article 69 qui règle la question (*J. O.* du 12 avril, séance du 11 avril 1924, page 768).

Dans ces textes, il ressort pleinement que les receveurs buralistes ne devraient pas être exclus du bénéfice de la nouvelle loi, leurs fonctions répondant à un besoin permanent.

Il est une autre preuve que leur mode spécial de rémunération ne les exclut pas *a priori*, c'est le texte même de l'article 6, qui prévoit, en ce qui concerne les agents rétribués par des remises ou salaires variables, qu'un règlement d'administration publique déterminera la quotité du traitement sur laquelle portera les retenues.

TITRE IV

Droits et obligations des Receveurs buralistes

Tous les receveurs buralistes doivent gérer personnellement leur recette buraliste. Ils possèdent certains droits et certaines obligations qui ne sont pas identiques pour tous les receveurs buralistes. Nous avons divisé ce titre en plusieurs chapitres.

Chapitre I. — Obligation de gérer la recette buraliste.

Chapitre II. — Du droit à l'avancement.

Chapitre III. — Droit d'obtenir des congés.

Chapitre IV. — Droit d'obtenir une mutation de poste.

Chapitre V. — Droit à un traitement.

CHAPITRE I

De l'obligation de gérer la Recette buraliste

SECTION I. — Rôle rempli par le receveur buraliste dans la gestion de la recette buraliste

Afin de bien comprendre le rôle rempli par le receveur buraliste, il est utile d'expliquer comment les impôts indirects sont recouvrés.

Il faut distinguer les droits perçus par la Régie des contributions indirectes en droits au comptant et en droits constatés. Les droits au comptant sont ceux qui sont perçus

au moment même où le redevable va faire la déclaration prescrite par la loi, cette déclaration tenant lieu de constatation par la Régie. Au contraire, les droits constatés sont ceux dont la perception en général est précédée d'une constatation de la Régie et n'a donc lieu qu'au bout d'un temps plus ou moins long à partir de cette constatation. Celle-ci est opérée, soit lors des visites effectuées chez le redevable, soit au moyen de l'exercice ; les résultats en sont mentionnés sur des registres spéciaux dits portatifs. Les droits constatés sont ensuite perçus au moyen d'état de recouvrement.

Les receveurs buralistes sont chargés de la perception de tous les droits au comptant et de la délivrance des expéditions justifiant de l'acquittement ou de la garantie des droits. Ils reçoivent, en outre, les déclarations imposées aux contribuables par les règlements. En somme, les receveurs buralistes sont les agents percepteurs des contributions indirectes pour tous les droits au comptant...

Au point de vue de la hiérarchie, ils sont au bas de l'échelle hiérarchique et sont sous les ordres directs et le contrôle des chefs locaux de service (contrôleurs, chefs de poste, receveurs ambulants).

Préposés auxiliaires des employés ordinaires de l'administration, les receveurs buralistes doivent, toutes les fois qu'ils en sont requis, prêter leur concours, soit pour l'exécution générale du service, soit pour le service et la répression des fraudes (Circ. n° 48 du 16 juillet 1852).

S'il arrive à des agents de la Régie d'avoir besoin de l'intervention des receveurs buralistes dans quelques-unes de leurs opérations, ceux-ci sont tenus de déférer à leur réquisition et de participer à l'exécution du service. Ils doivent veiller à tout ce qui peut intéresser la Régie dans l'étendue du bureau et donner aux employés avis des abus qu'ils ont pu remarquer. Ils leur signalent notamment les personnes qu'ils soupçonnent de se livrer frauduleu-

sement à la production ou au commerce des vins et autres matières soumises à l'impôt (Circ. n° 68 du 18 juin 1806).

**SECTION II. — Conditions préalables
pour pouvoir gérer une recette ruraliste (8)**

Afin de pouvoir gérer la recette ruraliste, le candidat doit avoir satisfait aux conditions suivantes :

1° Être nommé par un arrêté ou une décision publiée au *Journal officiel* ;

2° Être en possession de la commission ;

3° Prêter serment devant le juge de paix ;

4° Pour les receveurs ruralistes de 1^{re} classe, ils doivent, en plus, prendre possession du poste dans le délai de deux mois, à compter du jour où la notification de la nomination est faite par leur chef de service (décret 20 mai 1930, art. 7).

Ils doivent aussi fournir un cautionnement ; mais cette dernière obligation n'est imposée qu'aux receveurs ruralistes de 1^{re} classe.

Toutes ces obligations imposées ne soulèvent pas de difficultés particulières. Cependant quelques remarques s'imposent en ce qui concerne la commission et le cautionnement.

La commission a pour but de justifier la qualité du receveur ruraliste et elle doit être représentée à toute réquisition au cours de leur exercice. Les receveurs ruralistes, dès qu'ils quittent les cadres, doivent les remettre à leur chef de service. On remarquera qu'à chaque changement de grade, la commission est changée (note n° 1030, 5 janvier 1928).

Le cautionnement, qui n'est exigé que des receveurs ruralistes fonctionnaires, est de 3.000 francs pour les deux

(8) *Gestion de la recette ruraliste.* — Cautionnement mutuel. (Decr. 24 déc. 1926). (Circ. n° 302, 22 mars 1927). Commission (note 1030, 5 janvier 1928). Serment. Prestation. (Circ. n° 279 ; 18 déc. 1926).

premières catégories, et de 1.000 francs pour les autres. Les receveurs buralistes peuvent s'affilier à l'Association du cautionnement mutuel des comptables du Trésor. Une circulaire n° 302 du 22 mars 1927 a réglé les conditions de fonctionnement du cautionnement mutuel.

SECTION III. — Gestion de la recette buraliste

A) *Principe de la gestion personnelle*

Il y a obligation pour les receveurs buralistes, de remplir personnellement leur fonction. Ils doivent résider au siège de la recette et surveiller leurs auxiliaires au cas où ils seraient autorisés, à raison de leur âge ou de leur infirmité, à se faire suppléer (Lettre, 27 mai 1875).

Ils doivent être assidus de telle manière que le public n'ait jamais à se plaindre de leur absence. Ils doivent tenir leurs registres fidèlement, lisiblement et correctement.

B) *Heures d'ouverture et de fermeture (9)*

La demeure du receveur buraliste doit être indiquée par un tableau portant ces mots « Recette Buraliste des Contributions indirectes » (Inst. du 30 frimaire an XII).

(9) *Heures d'ouverture.* — Recettes buralistes. Ouverture et fermeture. (Note n° 1171, 9 juillet 1929.) (Let. n° 1429, 27 juin 1931.)

Jours de pont. Fermeture des caisses. — (Lettre autographiée n° 1373 (2-4), du 23 décembre 1930).

Aux termes de l'article 29 de la loi du 30 juin 1930, les jours où il ne peut être exigé de paiement d'aucune sorte par application des lois des 23 décembre 1906, 22 décembre 1906 et 29 octobre 1909, sont réputés fériés en ce qui concerne les services des comptables publics.

La mesure est applicable aux receveurs des Contributions Indirectes notamment, et par là il faut entendre tous les comptables de l'administration, y compris les receveurs-buralistes.

En conséquence, les bureaux de ces comptables seront désormais fermés les jours indiqués ci-après :

1° Les 2 janvier, 15 juillet, 16 août, 2 novembre et 26 décembre lorsque ces jours tomberont un lundi ou un samedi ;

2° Les 13 juillet, 14 août, 31 octobre, 24 et 31 décembre lorsque ces jours tomberont un lundi ;

3° Le 2 novembre lorsque ce jour tombera un mardi.

Il s'ensuit que, pour ces jours réputés fériés, les dispositions de la note auto-

En ce qui concerne les heures d'ouverture et de fermeture, ils doivent se conformer aux dispositions suivantes édictées par les articles 332 et 335 du Code des Boissons.

Dans les villes d'une population agglomérée de 4.000 habitants et au-dessus, les receveurs buralistes tiennent leur bureau ouvert au public pendant huit heures par jour, les jours ouvrables seulement, aux heures qui sont fixées suivant les habitudes locales par arrêté préfectoral, sur la proposition du directeur des contributions indirectes.

Dans les autres localités, les receveurs buralistes tiennent leur bureau ouvert au public depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, les jours ouvrables seulement; des arrêtés préfectoraux, rendus sur la proposition du directeur des contributions indirectes, peuvent toutefois régler les heures d'ouverture des bureaux en tenant compte des habitudes locales.

L'administration, dans sa Lettre autographiée n° 1429 du 27 juin 1931, a invité les directeurs départementaux à réglementer le plus possible les heures d'ouverture et de fermeture dans les villes de moins de 4.000 habitants. En fait, actuellement, dans de nombreuses localités, la réglementation existe et le nombre d'heures d'ouverture de la recette n'est pas supérieur à huit heures par jour.

De plus, les receveurs buralistes peuvent fermer leur recette certains jours de ponts.

graphiée n° 1182, du 8 août 1929, prises dans l'intérêt des comptables sédentaires, deviennent sans objet.

Toutefois, conformément aux instructions dont copie est ci-jointe, que vient d'adresser la Direction générale du Service d'exploitation industrielle des tabacs aux Directeurs régionaux des ventes, les entreposeurs spéciaux et les receveurs entreposeurs auront certaines mesures à prendre en vue d'éviter que la fermeture des entrepôts les jours de pont ne soit préjudiciable à l'approvisionnement normal des débiteurs de tabacs.

Quant aux contrôleurs principaux receveurs appelés, en raison des exigences du service, à exercer une surveillance ces mêmes jours, ils pourront, bien entendu, profiter d'un repos compensateur dans les conditions prévues par la note autographiée n° 845 du 9 juillet 1925 et la circulaire n° 31 du 5 août 1922.

Les redevables peuvent-ils exiger que leurs déclarations soit reçues soit à d'autres heures, soit à d'autres jours que ceux fixés par la loi ? La Cour de Cassation, par son arrêt du 28 février 1838, s'est prononcée pour la négative ; c'est donc par pure complaisance du receveur buraliste si les déclarations sont reçues en dehors des heures fixées par la loi.

SECTION IV. — Des charges d'emploi

Le décret du 16 octobre 1895 (v. aussi l'article 4972 de l'Instruction générale des Postes et Télégraphes) qui a autorisé la création des recettes auxiliaires des postes, stipule, dans son article 2, que la gestion de ces établissements peut être confiée aux receveurs buralistes pour qui elle constitue une charge d'emploi. En outre, l'article 3 prévoit l'ouverture des recettes auxiliaires du service télégraphique et du service téléphonique. Toutefois, cette charge d'emploi n'est pas gratuite, et les receveurs buralistes reçoivent une indemnité annuelle dont le minimum est fixé à 500 francs (note aut. n° 1136, 16 mars 1929).

SECTION V. — Responsabilité des receveurs buralistes dans la gestion de leur recette

La question s'est posée de savoir si un receveur buraliste avait le droit et le devoir de refuser les expéditions quand le demandeur ne remplit pas les conditions voulues par la loi. En refusant de prendre les déclarations, il ne fait qu'exécuter un acte de sa fonction et ne commet aucun excès de pouvoir, car les déclarations ne peuvent être reçues qu'autant qu'elles émanent de la circonscription de bureau, et si elles contiennent toutes les indications prescrites par la loi. Ainsi il a été jugé qu'à défaut de l'une quelconque de ces indications, les buralistes sont fondés à

refuser les expéditions (Cass. civ., 15 mai 1845. *Rec. chron.* 1845), et sans encourir aucune responsabilité.

Les erreurs, fautes ou omissions que les receveurs buralistes peuvent faire dans la délivrance des expéditions, ne sauraient ni couvrir, ni empêcher, ni excuser les contraventions qui en résultent pour les expéditeurs, les attestations ou certificats qui seraient produits à ce sujet sont illégaux et sans valeur (Cassation, 30 juillet 1807, 18 juin 1819, 2 mars 1821, 11 février 1825, *Rec. chron.* à ces dates).

Toutefois, la Cour de Bordeaux a prononcé la relaxe du prévenu, et condamné la Régie aux dépens dans une affaire où l'inapplicabilité de l'expédition était faite par le receveur buraliste (arrêt du 28 novembre 1894).

Assignée, de ce fait, pour dommages-intérêts devant le tribunal civil de Bordeaux, la Régie a été condamnée et ce jugement a été confirmé par la Cour de Bordeaux, le 6 février 1900, laquelle a déclaré que les administrations publiques qui sont assimilées aux parties civiles tombent sous le coup des articles 1382 et 1384 du Code civil et doivent être rendues pécuniairement responsables des fautes de leurs agents en cas de poursuites irrégulières et mal fondées (Voir, dans le même sens, Cassation, 15 juin 1872 et 4 avril 1876 ; Cassation, 30 juillet 1877 ; D. 178-421).

Les buralistes sont donc responsables, vis-à-vis des soumissionnaires, des erreurs qu'ils commettent dans le libellé des expéditions (Cassation, 30 juillet 1877 précité).

C'est ainsi que les buralistes peuvent être condamnés à rembourser la somme versée à titre de transaction pour arrêter les suites du procès-verbal (même arrêt).

En cas de refus ou de négligence d'inscrire une déclaration, la preuve de la faute du buraliste est à la charge de l'expéditeur ; il faut donc que celui-ci fasse constater légalement et en temps voulu cette faute, s'il veut rendre l'administration responsable du fait de son buraliste

(Cassation, 26 avril 1808, *Rec. chron.*, 1808 ; Cour de Montpellier, 1^{er} juillet 1868, *Rec. chron.* 1868).

Le receveur ruraliste qui néglige de cautionner un acquit à caution, est responsable, par lui-même ou par ses héritiers, de la perte des droits envers l'administration (Tribunal civil de La Réole, 4 février 1875, *Rec. chron.* 1875).

CHAPITRE II

Du droit à l'avancement (10)

Les receveurs ruralistes peuvent recevoir de l'avancement s'ils remplissent certaines conditions.

(10) *Avancement.* — Fonctionnaires anciens combattants (Note 1936, 31 janvier 1928). Tableau d'avancement. (Let. Aut. n° 1447, 25 sept. 1931.) (Let. Aut. n° 1579, 26 nov. 1932). — Ancienneté. Calcul. (Let. Aut. n° 1189, 26 août 1929.) (Circ. 7 juin 1930).

Majoration d'ancienneté pour services militaires de guerre. — (Lettre autogr. n° 1539 (I P.), du 21 juin 1932).

MM. les Directeurs trouveront ci-après copie d'une circulaire du 1^{er} juin courant par laquelle le prédécesseur du Ministre des Finances a porté à la connaissance de ses collègues et des Sous-Secrétaires d'Etat les décisions qu'il a prises au sujet de l'attribution de majoration d'ancienneté pour services militaires de guerre à certaines catégories de fonctionnaires.

Ils voudront bien adresser à l'administration, sous le timbre de la présente, et pour le 1^{er} août au plus tard, les listes des agents bénéficiaires, appuyées des demandes individuelles faisant connaître les éléments devant servir de base au décompte de la bonification et des copies des pièces justificatives représentées.

Il conviendra, le cas échéant, de faire parvenir un certificat négatif.

Circulaire du Ministre des Finances à MM. les Ministres et Sous-Secrétaires d'Etat

L'attribution à certaines catégories de fonctionnaires de l'Etat des majorations d'ancienneté pour services militaires de guerre instituées par les lois des 9 décembre 1927 (articles 23 et 24) et 19 mars 1928 (articles 33 et 34) a soulevé des difficultés que j'ai cru devoir soumettre à l'appréciation du Comité chargé de fixer les modalités d'application des dispositions législatives précitées.

Celui-ci a émis, au sujet des questions figurant à son ordre du jour, les avis suivants auxquels j'ai donné mon approbation :

I. — *Fonctionnaires ayant servi au cours de la guerre dans l'armée polonaise.* —

A) En France. — Les intéressés, qu'ils aient été affectés sur leur demande à l'armée polonaise ou qu'ils aient été mis à sa disposition d'office, n'ont jamais été rayés des cadres de l'armée française. Ils ont droit, en conséquence, aux bonifications d'ancienneté pour services militaires s'ils ont appartenu, entre

L'avancement consiste, pour les receveurs ruralistes de 1^{re} classe, à entrer dans la catégorie supérieure et, pour les receveurs ruralistes de 2^e classe, à être nommés 1^{re} classe, 6^e catégorie.

le 2 août 1914 et le 19 octobre 1919 inclus, date de la suppression de la zone des armées, à une unité combattante ou à une unité non combattante, à la disposition du général commandant en chef, séjournant dans ladite zone et rattachée à l'armée polonaise.

Les règles adoptées, en ce qui touche les militaires des armées françaises, seront intégralement appliquées aux militaires en cause.

B) En Pologne. — Ceux des anciens combattants dont il s'agit, qui ont servi à titre étranger dans l'armée polonaise en Pologne, ne sont pas bénéficiaires de la loi du 9 décembre 1927 (articles 23 et 34).

Ceux d'entre eux qui ont été envoyés en mission auprès de ladite armée sont susceptibles, au contraire, d'obtenir la majoration d'ancienneté de 5/10 :

a) S'ils ont servi auprès d'une unité polonaise stationnée sur un territoire faisant partie actuellement de la République polonaise et compris, jusqu'à la signature du Traité de Versailles, dans les limites de l'empire allemand (Basse Vistule, Posnanie, Haute-Silésie), ou, jusqu'à la signature du Traité de Saint-Germain-en-Laye, dans celles de la monarchie austro-hongroise (Galicie) :

b) Si ces services ont été accomplis entre le 11 novembre 1918 et le 19 octobre 1919 inclus.

La réalisation de cette double condition donnera droit à la majoration de 5/10^{me}.

II. — *Fonctionnaires ayant servi pendant les hostilités en qualité de matelot télégraphiste dans les ports situés en dehors de la zone des armées.* — Les agents en cause, qui ne se sont trouvés à aucun moment dans la zone des armées de terre ou de mer, ne sont pas bénéficiaires de la loi du 9 décembre 1927 (articles 23 et 24).

Je vous serais très obligé de bien vouloir porter ces indications à la connaissance des personnels placés sous votre autorité.

J'attacherais du prix, en outre, à être saisi, sous le présent timbre, de toutes les difficultés soulevées par l'application des prescriptions contenues dans la présente correspondance.

Receveurs-ruralistes. — Calcul de l'ancienneté. — Tableau d'avancement. — Réglementation. — Lettre autogr. n° 1189 du 26 août 1929 (Personnel, 2^e Bureau).

Les documents fournis en exécution de la note autographiée du 3 novembre 1928 ayant permis de vérifier la situation et le rang d'ancienneté des receveurs-ruralistes de 1^{re} classe, l'administration a décidé que le tableau d'avancement n° 137 D formé dans les directions départementales ne sera plus produit.

On se bornera à l'avenir, à transmettre, en même temps que la feuille signalétique des agents, une fiche conforme au modèle ci-après, indiquant les conditions dans lesquelles les intéressés désirent obtenir leur avancement.

Cette fiche devra être fournie pour tous les receveurs ruralistes ayant un titre de nomination de 1^{re} classe, et le service devra veiller à ce qu'elle soit libellée d'une façon très précise, sans ambiguïté ni équivoque. Il est fait observer notamment que, pour les villes comportant plusieurs recettes ruralistes, la mention « avancement sur place est interprétée officiellement comme ne s'appliquant qu'au bureau même occupé par l'agent ». Il importe, par conséquent, que les agents qui voudraient, en outre, concourir pour d'autres bureaux de la localité, les désignent spécialement. Par ailleurs l'administration n'entend

L'avancement peut être obtenu de trois façons :

- 1° Sur place ;
- 2° Après inscription sur le tableau d'avancement ;
- 3° Par application de l'article 13 de la loi du 21 juillet 1928.

apporter aucune restriction au rayon dans lequel les receveurs ruralistes pourront solliciter leur avancement ; les dispositions du décret du 12 juin 1923, limitant le choix des agents à quatre départements devront, en particulier, être considérées comme abrogées.

L'inscription des receveurs ruralistes au tableau d'avancement étant subordonnée à leur aptitude à occuper les fonctions correspondantes, les directeurs voudront bien ne pas omettre de formuler leur appréciation à cet égard dans les feuilles signalétiques des intéressés. Au cas où, par défaut d'instruction ou pour tout autre motif, un agent paraîtrait incapable d'occuper tous les emplois qu'il sollicite, il conviendrait de le mentionner expressément en indiquant la catégorie la plus élevée pour laquelle il peut être inscrit sans inconvénient.

Les demandes d'avancement des receveurs ruralistes de 2^e classe, désireux d'obtenir une promotion dans la 6^e catégorie de la 1^{re} classe, ont été jusqu'à présent, transmises à l'administration. A l'avenir, et conformément à l'article 17 du décret du 28 octobre 1925, les demandes en question seront examinées dans chaque direction départementale et simplement récapitulées sur une liste qui sera transmise en même temps que les feuilles signalétiques des receveurs ruralistes de 1^{re} classe et qui comportera les indications suivantes : nom de l'agent, résidence, rang d'ancienneté, rayon dans lequel l'intéressé sollicite son avancement.

Observations sur l'aptitude du postulant. — L'établissement de cette liste doit entraîner l'obligation d'entreprendre, dès réception de la présente, la vérification de l'ancienneté de services de tous les receveurs ruralistes de 2^e classe en fonctions, et ultérieurement, de ceux qui seront nommés, au fur et à mesure des installations. Il conviendra de tenir compte des diverses majorations pour services militaires ou blessures de guerre auxquelles auront droit les intéressés. L'administration renverra à cet effet les divers documents se trouvant en sa possession. Elle joint d'autre part à la présente une notice contenant diverses précisions sur le mode de calcul des rappels et majorations. En cas de difficultés spéciales, les directeurs voudront bien la consulter.

Etant donné le petit nombre de vacances de recettes ruralistes de 1^{re} classe, 6^e catégorie, réservées à l'avancement des receveurs ruralistes de 2^e classe, il paraît inutile de faire figurer sur la liste tous les receveurs ruralistes ayant fait une demande d'avancement, même si leur rang d'ancienneté ne leur donne aucune chance d'obtenir satisfaction. L'administration fera connaître chaque année la limite à laquelle devront être arrêtées les inscriptions. Pour l'année 1930, seuls devront être présentés les agents dont le rang d'ancienneté, compte tenu des diverses majorations, est antérieur au 1^{er} janvier 1911.

Annexe n° 1. — Renseignements relatifs à l'avancement

M..., receveur ruraliste de 1^{re} classe, à...

L'agent sollicite-t-il son inscription au tableau d'avancement ?

Dans l'affirmative, fournir les renseignements suivants :

L'agent se tient-il à l'entière disposition de l'Administration ?

Pour l'avancement dans toutes les catégories auxquelles lui donne droit l'ancienneté totale de ses services. Pour une résidence quelconque.

Si l'agent ne se tient pas à la disposition de l'administration :

SECTION I. — Avancement sur place

Cet avancement ne peut être accordé qu'autant que le bureau dont l'agent est titulaire a, lui-même, été au préalable classé dans une catégorie supérieure. Ce reclasse-

La ou les catégories auxquelles l'agent limite sa demande d'avancement. Indiquer les résidences ou régions spécialement sollicitées (indiquer s'il s'agit d'une limitation exclusive ou d'une simple préférence).

Annexe n° 2. — Notice relative aux calculs des rappels de services militaires

Les receveurs ruralistes de 1^{re} et de 2^e classe sont, au point de vue des rappels de services militaires, placés sous le même régime que les agents du cadre. Ces agents ont droit

1° Au rappel intégral du temps légal passé par eux sous les drapeaux, quelle que soit la date de leur entrée en fonctions, et sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant que les services militaires dont il s'agit ont été accomplis avant ou après (loi du 1^{er} avril 1923, article 7 et loi du 31 mars 1924, article 1).

2° Au rappel intégral des services de guerre qu'ils ont accomplis en dehors du temps légal passé sous les drapeaux (loi du 17 avril 1924, article 1 et loi du 19 mars 1928, article 32).

3° En ce qui concerne les engagés, rengagés et commissionnés nommés à un emploi réservé et dont les services militaires ne sont pas déjà rémunérés par une pension, au rappel du cinquième du temps passé par eux sous les drapeaux après l'expiration du temps légal de service actif (loi du 18 juillet 1924, article 14).

A ces rappels, qui sont l'ordre général et s'appliquant au temps de services effectivement accompli, les lois du 9 décembre 1927, articles 23 et 24, du 19 mars 1928, articles 33 et 34, ont ajouté des majorations portant exclusivement sur les services de guerre passés dans la zone des armées, en captivité, dans des formations sanitaires, ou en congé de convalescence.

Les instructions relatives à l'application des lois du 1^{er} avril 1923, 31 mars et 17 avril 1924 ont été données par la note autographiée n° 1782 du 28 octobre 1924.

D'autre part, un décret en date du 1^{er} juillet 1925 a fixé les conditions d'application de la loi du 18 juillet 1924, article 14. Il suffira à cet égard de faire remarquer que les receveurs ruralistes de 2^e classe ne rentrent pas dans la catégorie des agents auxquels des avancements ont déjà été accordés. Le rappel du cinquième devra être compté en une seule fois pour déterminer l'ordre de l'avancement dans la 2^e classe.

En ce qui concerne les bonifications prévues par les lois des 9 décembre 1927 et 19 mars 1928, il y aura lieu de se conformer aux instructions contenues dans la note autographiée n° 1036 du 21 janvier 1928 (Personnel, premier bureau).

Quelques précisions complémentaires paraissent cependant nécessaires :

1° En ce qui concerne l'application des articles 33 et 34 de la loi du 19 mars 1928, le taux d'invalidité dont il doit être tenu compte, est celui dont les agents bénéficiaient le 21 mars 1928, s'il s'agit d'anciens militaires de carrière. Pour les autres, il convient de tenir compte du taux d'invalidité dont ils bénéficiaient à la date du 1^{er} juillet 1927.

Le décompte des bonifications doit être établi de la façon suivante :

Jusqu'au jour de l'évacuation pour le motif susceptible de provoquer la réforme (blessures, maladie, accident), l'intéressé est assujéti au droit commun,

ment ne peut avoir lieu qu'à l'occasion des révisions générales, prévues par l'article 2 du décret du 20 mai 1930, et qui ont lieu tous les trois ans.

Toutefois, aux termes de l'article 8 du décret du 20 mai 1930, la révision peut avoir lieu dans l'intérêt du service ;

c'est-à-dire rappel : de cinq dixièmes s'il est au front, de deux dixièmes s'il est dans la zone des armées dans une unité à la disposition du maréchal commandant en chef ; aucun rappel à l'intérieur.

A partir du jour où s'ouvre le droit nouveau, on doit calculer les majorations à raison de cinq dixièmes du temps restant à courir jusqu'au premier jour de la période fixée pour libération de l'échelon de démobilisation, même si l'intéressé est entré en fonctions antérieurement à cette date.

Exemple : X... R. B. à Z..., réformé à 60 %, classe 1901, installé le 20 juin 1922. Date de mobilisation, 3 août 1914 ; au front le 10 juillet 1915 ; blessé le 25 septembre 1915 ; réformé définitivement le 10 février 1917 ; premier jour de démobilisation le 27 février 1919.

L'intéressé a droit aux rappels et majorations suivants :

Lois des 1^{er} avril 1923, 31 mars et 17 avril 1924. — Service légal : 2 ans, 10 mois, 10 jours. — Guerre : 4 ans, 6 mois, 24 jours.

Lois des 9 décembre 1927 et 19 mars 1928. — Du 3 août 1914 au 10 juillet 1915 : néant. Du 10 juillet au 27 février 1919 : 3 ans, 7 mois, 17 jours /2 = 1 an, 9 mois, 23 jours.

Ancienneté rectifiée : 23 mars 1913.

2^o Par ailleurs il conviendra d'observer que le bénéfice de la loi du 9 décembre 1927 a été étendu aux anciens combattants ayant servi au cours des hostilités sur le territoire du protectorat marocain et sur les territoires du Sud-Tunisien, du Sud-Algérien et au Sahara.

Pour le Maroc, la date de cessation des hostilités a été fixée au 23 octobre 1919 ; d'autre part, les troupes stationnées dans la deuxième zone de l'avant se trouvaient à la disposition du résident général commandant en chef, et il en résulte que le séjour dans ces unités permet l'attribution, soit de la majoration de cinq dixièmes, soit de la majoration de deux dixièmes (consulter à cet égard la nomenclature des unités combattantes annexée à la loi du 17 avril 1924).

La première zone ou zone de l'arrière comprend les subdivisions de Rabat et de Casablanca, l'annexe d'Oudjda et la place de Mogador.

Pour le Sud-Tunisien :

A) Peuvent prétendre à la majoration de cinq dixièmes les militaires qui, entre le 2 août 1914 et le 24 octobre 1919 :

1^o Ont séjourné sur le territoire du Sud-Tunisien ;

2^o Se sont trouvés à la disposition du commandant des troupes du détachement du Sud-Tunisien ;

3^o Ont appartenu à l'une des unités figurant sur la nomenclature annexée à la loi du 17 avril 1924.

B) Ont droit seulement à la majoration de deux dixièmes les militaires qui ont réalisé les deux premières conditions sans appartenir à l'une des unités combattantes énumérées dans la nomenclature visée au paragraphe 3.

Pour le Sud-Algérien et le Sahara :

A) La majoration de cinq dixièmes est acquise aux militaires qui :

1^o Ont séjourné sur les territoires du sud de l'Algérie et du Sahara.

2^o Ont participé à la campagne contre le Sénoussisme et en apportent la preuve (pièces officielles).

mais cette révision, en fait, n'a lieu qu'à titre tout à fait exceptionnel.

De plus, pour pouvoir bénéficier de l'avancement sur place, l'intéressé doit justifier d'une ancienneté totale de services suffisante pour être inscrit au tableau d'avancement dans cette catégorie, ou d'un stage minimum de cinq ans dans chacune des catégories intermédiaires.

Si le candidat n'a pas l'ancienneté suffisante pour figurer au tableau d'avancement, il bénéficie du montant des remises afférentes au nombre de timbres de comptes.

3° Ont appartenu à l'une des unités figurant sur la nomenclature annexée à la loi du 17 avril 1924.

B) Les militaires qui remplissent les deux premières conditions mais non la troisième, ne pourront prétendre qu'à la majoration de deux dixièmes.

Remarque est faite qu'il n'existe pas de zones délimitées pour le Sud-Tunisien, le Sud-Algérien et le Sahara. En outre, les dispositions de l'article 24 de la loi du 9 décembre 1927 se trouvent sans objet en l'espèce, ainsi que pour le Maroc.

Lorsque les renseignements fournis par les agents ou figurant à leur dossier seront imprécis ou douteux, il y aura lieu, conformément à la note autographiée n° 1036, de réclamer une copie de leurs états de services soit au bureau de recrutement, soit au ministère de la Guerre, direction du personnel et du matériel (bureau des archives administratives) pour les classes 1898 et plus anciennes.

TABLEAU INDIQUANT LES DATES DE DÉMOBILISATION
DES CLASSES 1887 à 1917 INCLUS

<i>échelons</i>	<i>classes</i>	<i>1^{er} jour de la période de renvoi dans les foyers</i>
	1887 à 1889	16 novembre 1918
	1890	26 idem
	1891	8 décembre 1918
1 ^{er}	1892 et 1893	25 idem
2 ^e	1894 à 1897	21 janvier 1919
3 ^e	1898 et 1899	15 février 1919
4 ^e	1900 à 1902	27 idem
5 ^e	1903 et 1904	11 mars 1919
6 ^e	1905 et 1906	23 idem
	1907	9 juillet 1919
7 ^e	1908	21 idem
	1909	31 idem
	1910	8 août
8 ^e	1911	16 idem
	1912	23 idem
	1913	31 idem
9 ^e	1914	7 septembre 1919
	1915	13 idem
10 ^e	1916	19 idem
	1917	25 idem

SECTION II. — Avancement à la suite de l'inscription au tableau d'avancement

Nul ne peut être l'objet d'une promotion supérieure s'il ne figure sur le tableau d'avancement, dit l'article 9 du décret du 20 mai 1930. Une des premières conditions, pour pouvoir bénéficier de l'avancement, est donc de figurer sur le tableau d'avancement. Mais n'importe quel receveur ruraliste va-t-il pouvoir être inscrit sur le tableau d'avancement, en d'autres termes, quelle va être l'aptitude nécessaire du postulant pour pouvoir y figurer ? Nous examinerons ensuite sous quelle forme l'inscription au tableau a lieu, et enfin, ses effets.

A) *Aptitude du postulant*

L'inscription est subordonnée à l'aptitude du postulant à occuper la fonction correspondante. Au cas où, par défaut d'instruction, ou tout autre motif, un agent serait incapable d'occuper les fonctions qu'il sollicite, on le mentionnerait en indiquant la catégorie la plus élevée pour laquelle il peut être inscrit sans inconvénient.

De plus, l'administration, s'appuyant sur l'article 9 du décret du 20 mai 1930 et afin d'abrégier les listes de classement, ne fait figurer que les receveurs ruralistes de 2^e classe ayant un certain temps d'ancienneté, y compris la majoration pour services militaires. Ainsi, pour l'année 1932, l'administration n'a classé que les agents dont l'ancienneté est antérieure au 1^{er} janvier 1912.

B) *Formes de l'inscription au tableau d'avancement et classement*

Tout receveur ruraliste qui désire obtenir de l'avancement doit faire une demande par écrit, aucune restriction n'est apportée au libre choix des agents en ce qui

concerne la désignation des résidences ou des régions où ils peuvent solliciter leur avancement. Toutefois, les préférences exprimées sont considérées comme définitives pendant toute la période d'application du tableau d'avancement et aucune modification n'y est admise au cours d'année.

Tous les agents concourent entre eux et l'ordre de priorité est fixé par le rang d'ancienneté calculé après l'installation dans la 1^{re} classe et aussi d'après le temps passé sous les drapeaux et d'après les événements de guerre. Dans des Lettres autographiées (10), l'administration a précisé le mode de calcul des rappels de services militaires.

*C) Nomination à la suite d'inscription
au tableau d'avancement*

Une fois le classement effectué, l'administration est obligée de le suivre, mais il a été précisé, par l'article 9 du décret du 20 mai 1930, que tout avancement a lieu dans la catégorie immédiatement supérieure. Cependant les receveurs buralistes qui justifient respectivement de dix, quinze, vingt et vingt-cinq ans d'ancienneté depuis leur installation dans la 1^{re} classe, peuvent franchir à la fois deux, trois ou quatre catégories.

Dans la circulaire du 7 juin 1930, il a été précisé que les receveurs buralistes de 1^{re} classe détenteurs d'un bureau de 2^e classe, ne peuvent être nommés par avancement dans la 6^e catégorie, 1^{re} classe. Les emplois de cette catégorie constituent, en effet, des postes de début dont l'attribution est réglée par les lois ou règlements et qui se trouvent réservés aux candidats militaires ou civils, ainsi qu'aux receveurs buralites de 2^e classe inscrits au tableau d'avancement. Les agents dont il s'agit ne peuvent donc concourir que pour la 5^e catégorie. Les receveurs buralistes

dé 2^e classe ne peuvent, au contraire, prétendre à une promotion que dans la 6^e catégorie.

Au cas où les receveurs buralistes se refusent à accepter, dans le délai de deux mois, le poste où ils ont été nommés, ils sont radiés du tableau en cours et, de plus, ne peuvent être inscrits au tableau d'avancement de l'année suivante.

Ajoutons que le tableau d'avancement est publié chaque année au *Journal officiel*.

SECTION III. — **Avancement obtenu** **en invoquant l'article 13 de la loi du 21 juillet 1928**

Aux termes de l'article 13 de la loi du 21 juillet 1928, les bénéficiaires de la présente loi, même s'ils ont renoncé à leur classement ou refusé leur nomination, après avoir été classé en vertu de l'une des lois du 17 avril 1916 et 30 janvier 1923, ou s'ils se sont démis volontairement d'un emploi obtenu en vertu des lois précitées, pourront solliciter de nouveaux emplois. Toutefois, le bénéfice de cette disposition sera limité à un seul nouveau classement, si l'emploi sollicité est de la même catégorie ou d'une catégorie inférieure à celle de l'emploi en cause. Les bénéficiaires en fonction seront, s'ils le demandent, maintenus dans cette fonction jusqu'au moment de leur nomination à l'emploi nouveau dans lequel ils auraient été classés.

Ainsi donc un receveur buraliste de 2^e classe, nommé au titre des lois du 17 avril 1916 et du 30 janvier 1923, c'est-à-dire en invoquant la qualité d'invalidé de guerre, peut obtenir son classement pour une 1^{re} classe, 6^e catégorie, sans avoir à subir de nouvelles épreuves. Il lui suffit de démissionner, tout en restant en fonctions jusqu'à sa nomination et de s'adresser ensuite au ministre des Pensions. En réalité, il s'agit bien là d'un avancement

obtenu, il est vrai, dans des conditions un peu spéciales. On remarquera que le receveur ruraliste qui fait jouer ce texte ne peut pas être inscrit sur le tableau d'avancement ordinaire, car il est démissionnaire.

CHAPITRE III

Congé des Receveurs ruralistes (11)

Les receveurs ruralistes peuvent obtenir des autorisations d'absence, à condition de présenter à l'agrément de l'administration des fondés de pouvoirs à leurs gages et dont ils restent responsables.

Les receveurs ruralistes fonctionnaires reçoivent, à charge par eux de rémunérer les personnes qui les remplaceront pendant la durée de leur congé ordinaire, une indemnité de 27 francs par jour, si ces personnes habitent la localité, siège de la recette ruraliste, et de 33 francs par jour si elles habitent une autre localité.

Tous les receveurs ruralistes peuvent obtenir, aux termes de l'article 16 du 9 novembre 1853, s'ils n'ont joui d'aucun congé pendant trois années consécutives, une autorisation d'absence de un mois sans retenue.

Ils peuvent obtenir aussi, aux termes de la circulaire du 23 mai 1926, un congé annuel de vingt et un jours.

En fait, les directeurs accordent aux receveurs ruralistes toute autorisation d'absence ou de congé, sans en référer

(11) *Congés.* — En général (Note 11, oct. 1927). — Receveuses en couches (Note n° 3874, 27 juillet 1928). — Congé de longue durée pour tuberculose (Loi 30 mars 1929.) (Décr. 22 juin 1931). (Décr. 10 déc. 1929). (Circ. 12 juin 1930.) (Arr. 25 févr. 1930.) (Let. Aut. n° 1324, 7 août 1930). — Jours de pont (Let. V. aussi, pour la fermeture des recettes, les jours de pont (note 9, page 54). Aut. n° 1373, 23 déc. 1930.) (Let. Aut. n° 1444, 21 nov. 1931).

à l'administration, sauf à poursuivre la mise en disponibilité en cas de maladie, lorsque l'absence dépasse six mois.

De plus, aux termes de l'article 51 de la loi du 30 mars 1929, indépendamment des congés de maladie avec traitements prévus par les lois et règlements en vigueur, il peut être procédé à la mise en congé avec traitement intégral pendant trois ans et avec demi-traitement pendant deux ans de tout fonctionnaire atteint de tuberculose ouverte. Ces congés sont accordés et renouvelés par période de six mois, soit sur la demande des intéressés, soit d'office. Les bénéficiaires de ces congés devront, sous peine de voir leur traitement suspendu, cesser tout travail rémunéré et se soumettre, sous le contrôle de l'administration, au régime médical que leur état comporte. Il ne pourra reprendre ses fonctions que s'il est reconnu apte.

CHAPITRE IV

Droit à la mutation (12)

Le droit de mutation est ainsi réglementé pour les receveurs buralistes de 1^{re} classe.

(12) *Mutations*. — Receveurs Buralistes, 2^e classe (Note n° 1027, 29 déc. 1927).

Voici la décision du Conseil d'Etat, en date du 29 juillet 1932.

CONSEIL D'ÉTAT

PRESIDENCE DE M. J. ROMIEU

« N° 19.916. — Séance du 29 juillet 1932. »

« Le Conseil d'Etat, statuant au contentieux (section du contentieux) ;

.....
« Considérant que la répartition des postes entre les agents d'une administration relève exclusivement de l'appréciation de l'autorité qui, chargée de la direction de cette administration, doit assigner les résidences d'après les intérêts du service ; qu'il n'en est autrement que dans la mesure où des dispositions législatives ou réglementaires fixent les conditions d'affectations des fonctionnaires du service dont s'agit à des résidences déterminées ;

« Considérant qu'aucune disposition de loi ou de règlement n'a restreint la liberté d'appréciation du Ministre des Finances en ce qui concerne la suite

Aux termes de l'article 9 du décret du 20 mai 1930, les demandes de changement pour une même catégorie de la 1^{re} classe ou pour une catégorie inférieure, ainsi que les demandes de permutation entre deux receveurs buralistes de même catégorie ou même de catégorie différente, s'ils remplissent tous les deux les conditions réglementaires, peuvent être formulées en tout temps par la voie hiérarchique. Toutefois, les receveurs buralistes ne peuvent demander leur changement avant un an de séjour dans leur résidence.

Pour les receveurs buralistes de 2^e classe, le droit de mutation est ainsi réglementé :

Aux termes de l'article 17 du décret susvisé, les demandes de changement, ainsi que les demandes de permutations, peuvent être formulées en tout temps par la voie hiérarchique ; ces demandes impliquent de plein droit l'acceptation par les intéressés des conditions de rémunération afférentes à l'emploi sollicité, suivant le classement opéré lors de l'ouverture de la vacance.

Ces règles ne peuvent pas soulever de difficultés particulières ; cependant la question s'est posée de savoir si le ministre pouvait librement refuser une mutation.

Le Conseil d'État (12) s'est prononcé pour l'affirmative, mais, dans l'espèce susvisée, il y a lieu d'ajouter que le ministre avait de justes motifs pour refuser la mutation ; en effet, l'intéressé avait été déplacé par suite de mesure disciplinaire.

à donner aux demandes de changement de résidence dans la même catégorie, présentées par des receveurs buralistes de 1^{re} classe ; que, dès lors, le sieur X... receveur buraliste de 1^{re} classe, 3^e catégorie, à Y..., qui sollicitait la recette buraliste de 1^{re} classe, 3^e catégorie, de Dijon-Gare, ne pouvait revendiquer cette affectation comme un droit ; que, par suite, il n'est pas fondé par le moyen qu'il invoque, à soutenir que l'arrêté du Ministre des Finances, qui a nommé le sieur Bercaille au poste dont s'agit, serait entaché d'excès de pouvoir :

« Décide :

« La requête sus-visée du sieur X... est rejetée. »

CHAPITRE V

Droit à un traitement (13)

Suivant que le receveur ruraliste est de 1^{re} classe fonctionnaire ou receveur ruraliste non fonctionnaire, les modalités de fixation du traitement sont différentes; il n'est donc pas possible de traiter ensemble des droits aux traitements des receveurs ruralistes de 1^{re} classe et 2^e classe. Nous diviserons donc ce chapitre en deux sections ainsi conçues :

Section I. — Traitement des receveurs ruralistes fonctionnaires.

Section II. — Traitement des receveurs ruralistes de 2^e classe.

SECTION I. — Traitement des receveurs ruralistes de 1^{re} Classe

Le traitement des receveurs ruralistes de 1^{re} classe comprend donc :

1^o Des remises sur timbres qui doivent atteindre un minimum ;

2^o Des allocations diverses.

(13) *Traitements.* — Allocation exceptionnelle. Loi 30 juin 1928 (Let. 21 nov. 1928). — Indemnités diverses. Codifications (Circ. n° 368, 21 juin 1928). — Indemnités ne cas de changement de résidence (Note n° 1069, 7 juin 1928). (Decr. 12 juil. 1929.) (Let. Aut. n° 1569-20 août 1932). Indemnités pour remplacement pendant les congés (Arr. 8 juil. 1931). Indemnités pour frais de mission (Let. Aut. n° 1424, 30 mai 1931). (Decr. 21 mai 1931).

Indemnités pour charges de famille (Circ. n° 311, 26 avril 1927). (Note n° 408, 18 juillet 1927). (Note n° 479, 25 mai 1929). (Loi 29 déc. 1929).

Traitement. Taux (Decr. 15 février 1931). Note aut. n° 942, 10 février 1931). (Decr. 18 mars 1931). (Let. Aug. 25 mars 1931). (Let. Aut. 20 avril 1931).

Rétributions spéciales. Loi du 13 août 1926 (Note n° 5805, 3 juillet 1929). — Extrait du registre (Let. Aut. n° 1268, 16 avril 1930). Vélocipèdes. Plaques (Décr. 6 janv. 1927). (Saisie de Vélocipède, Note n° 1014, 1 oct. 1927).

I. — *Remises sur timbres*

Aux termes de l'article 10 du décret du 2 mai 1930, les receveurs buralistes de 1^{re} classe sont rémunérés ainsi qu'il suit :

ART. 10 (modifié par le décret du 30 juillet 1930). — Le traitement des receveurs buralistes de 1^{re} classe est constitué par des remises sur timbres, dont le taux est fixé conformément au tableau annexé au présent décret, sous réserve d'une rétribution minimum de :

15.000 fr.	pour la première	catégorie ;
13.000 »	pour la deuxième	—
12.800 »	pour la troisième	—
11.700 »	pour la quatrième	—
10.600 »	pour la cinquième	—
9.500 »	pour la sixième	—

Toutefois la loi du 28 février 1933, dans son article 76, a diminué dans une certaine limite ces traitements. Nous reproduisons en note (14) le texte de cet article.

Dans le cas où les remises sur timbres n'atteindraient pas, dans une recette buraliste de 1^{re} classe, les chiffres

(14) *Fonctionnaires. — Traitements. — Contribution exceptionnelle*

L. 28 février 1933. — Art. 76. — Pendant l'année 1933 et à compter du 1^{er} mars il sera établi sur les traitements, soldes, salaires autres que les salaires régionaux des personnels rétribués sur le budget général, les budgets annexes, les budgets des offices, sous déduction de 3.000 fr. pour la femme non fonctionnaire et 2.000 fr. par enfant mineur, une contribution exceptionnelle qui est fixée ainsi qu'il suit :

- 2 % sur la tranche de 12.000 à 20.000 fr.
- 3 % sur la tranche de 20.000 à 35.000 fr.
- 4 % sur la tranche de 35.000 à 50.000 fr.
- 5 % sur la tranche de 50.000 à 65.000 fr.
- 6 % sur la tranche de 65.000 à 80.000 fr.
- 7 % sur la tranche de 80.000 à 100.000 fr.
- 8 % sur la tranche de 100.000 fr. et au-dessus.

La situation de famille à envisager pour les abattements est celle de l'agent au 1^{er} mars 1933.

Pour l'application des présentes dispositions, l'indemnité parlementaire s'entend du montant brut.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application du présent article.

fixés ci-dessus pour la catégorie dans laquelle elle est rangée, une indemnité complémentaire sera versée au titulaire en vue de porter la rétribution de cet agent au minimum prévu au paragraphe précédent.

Le tarif des remises sur timbres a été ainsi fixé, par décret du 18 mars 1931 :

1 à	100 timbres		0.65
101 à	300 —		0.40
301 à	500 —		0.34
501 à	800 —		0.25
801 à	1.200 —		0.19
1.201 à	1.800 —		0.13
1.801 à	3.000 —		0.08
Au-dessus de 3.000 timbres par mois,			0.07
Déclaration de récoltes			— 0.65
Vignettes bon de transport			— 0.07

On remarque que la rétribution prévue est équivalente aux traitements de la dernière classe des commis des contributions indirectes.

II. — *Allocations diverses*

A. — Allocations prévues par le décret du 20 mai 1930 :

1° A titre de frais de bureau, ils reçoivent une allocation annuelle variable fixée par le directeur général, dans la limite d'un maximum de 2.500 francs, en tenant compte de l'importance du service et du nombre de personnes employées dans les bureaux ;

2° A titre d'indemnité de loyer, ils reçoivent une allocation annuelle fixée par le directeur général dans la limite de la moitié de l'indemnité de résidence prévue pour la localité dans laquelle la recette est établie ; pour les localités à l'égard desquelles aucune indemnité de résidence n'est prévue, ce maximum sera égal à la moitié du taux le plus faible fixé pour cette indemnité.

Les receveurs buralistes des trois premières catégories pourront, en outre, recevoir à titre de frais d'auxiliaires, lorsque la nécessité en aura été reconnue par le directeur général, une allocation qui ne pourra excéder 6.000 francs par an.

B. — Allocation pour frais de remplaçants :

Les receveurs buralistes reçoivent, en outre, pour rémunérer les personnes qui les remplacent pendant les congés, une indemnité de 27 francs par jour si ces personnes habitent la localité, siège de la recette buraliste, et de 33 francs si elles habitent une autre localité.

C. — Indemnités diverses :

L'article 10 du décret du 20 mai 1930 prévoit que les receveurs buralistes ont droit aux indemnités de cherté de vie, de résidence et de charges de famille, dans les conditions prévues par les lois, décrets et règlements qui en fixent l'attribution. Il n'a pas paru utile d'exposer ce régime, qui est identique à celui des fonctionnaires.

Nous renvoyons simplement aux documents publiés à ce sujet.

**SECTION II. — Traitement des receveurs buralistes
de 2^e Classe**

Si la question est simple pour les rétributions des receveurs buralistes de 1^{re} classe, il n'en est pas de même pour les receveurs buralistes de 2^e classe, dont la question de rétribution est très complexe.

La complexité du système provient de ce que le débit de tabac qui est annexé, entre en ligne de compte pour la rémunération.

Dans un bref exposé, nous allons rappeler les diverses transformations subies dans l'emploi de receveur buraliste de 2^e classe.

Dans une autre section, nous étudierons les conditions de rémunération des receveurs buralistes de 2^e classe.

I. — *Exposé historique*
du mode de rémunération des receveurs buralistes

Sous le régime ancien, les recettes buralistes de 1^{re} et 2^e classe comportaient, en règle générale, un bureau de déclarations et un débit de tabac annexé. Les receveurs buralistes étaient titulaires de ce débit et ils bénéficiaient de ses produits bruts ou de sa redevance, sans aucune limitation. La classification des bureaux était basée sur le produit global de l'emploi : remises sur timbres et tabacs.

Le décret du 15 mai 1922 consacre le système de la note 488 du 23 avril 1921 dont nous avons parlé dans notre introduction historique. Pour chaque classe et catégorie est fixé le maximum des produits bruts ou de la redevance dont pourra bénéficier le titulaire. Les excédents furent affectés à la constitution d'un fonds commun à répartir entre tous les agents soumis au nouveau régime.

Le décret de 1925 désannexe les bureaux de tabac et stipule que les receveurs buralistes de 2^e classe n'ont plus droit qu'aux remises et à un droit de préférence pour la gérance d'un débit de tabacs.

Le décret du 24 mai 1930 rétablit le système suivi en 1922. Ce sont ces conditions de rémunération que nous allons étudier.

II. — *Conditions de rémunération*
des receveurs buralistes de 2^e classe

La consistance des recettes buralistes telle qu'elle a été fixée par le décret du 20 mai 1930 doit comporter l'annexion d'un débit de tabac au bureau de déclaration, mais le décret a aussi prévu le cas où il n'aurait pas été

possible de réaliser cette annexion et où, par conséquent, le receveur ruraliste ne serait pas titulaire d'un débit de tabac.

Deux situations sont donc à envisager :

A. — La recette ruraliste comporte un débit annexé. Les receveurs ruralistes de 2^e classe des débits de tabac sont rémunérés :

1^o Par les remises sur timbres ;

2^o Par les produits bruts ou par la redevance du débit annexé dans les limites prévues par l'article 18 du décret du 20 mai 1930 ;

3^o Par leur participation au fonds commun prévu par l'article 18 susvisé et par l'article 20 ;

4^o Ils ont, de plus, le bénéfice du traitement minimum prévu par les articles 19 et 27 du décret du 20 mai 1930, s'ils sont placés dans un bureau décomptant une moyenne de plus de 100 timbres par mois, d'après le classement opéré au moment de l'ouverture de la vacance.

B. — La recette ruraliste ne comporte pas de débit annexé, les receveurs ruralistes au bureau desquels un débit de tabac n'a pu être annexé, ont droit aux remises sur timbres et à la rétribution minimum dans les mêmes conditions que les receveurs ruralistes des débits de tabac. Mais ils ne participent pas à la distribution du fonds commun. En revanche, ils ont droit à une indemnité pour frais de bureau et de logis dans la limite de 800 francs s'il est décompté dans leur bureau plus de 100 timbres en moyenne par mois.

D'autre part, ils bénéficient d'un droit de préférence pour la gérance d'un débit de tabac de la commune où est situé leur bureau.

Nous allons donc examiner en quatre paragraphes les différentes allocations qui font partie du traitement des receveurs ruralistes de 2^e classe.

- I. — *Remises sur timbres.*
- II. — *Produits bruts sur les débits de tabac.*
- III. — *Participation au fonds commun.*
- IV. — *Bénéfice du traitement minimum.*

I. — *Remises sur timbres*

Nous ne nous étendrons pas sur cette partie, qui a été traitée précédemment (v. page 71). Les mesures prescrites par l'article 17 de la loi du 28 février 1933 leur sont aussi applicables (v. note 14, page 71).

II. — *Produits bruts et redevance*

Les receveurs buralistes perçoivent les produits bruts de leur débit de tabac suivant les modalités suivantes, la situation des intéressés étant, à cet égard, déterminée d'après la moyenne mensuelle des timbres décomptés pendant les cinq années précédant l'ouverture de la vacance.

Recettes buralistes ayant décompté en moyenne	Receveurs buralistes gérant eux-mêmes Maximum des produits bruts	Receveurs buralistes ne gérant pas eux-mêmes Maximum des redevances
De 501 à 800 timbres	4.500	3.000
De 301 à 500 —	4.000	2.300
De 101 à 300 —	3.500	1.800
Moins de 100 —	2.500	1.500

Le montant des redevances, pour les receveurs buralistes ne gérant pas eux-mêmes, est fixé par l'administration, qui tient compte du rapport du début.

Au delà des maxima de produits bruts fixés ci-dessus, les receveurs buralistes exploitant eux-mêmes leurs comptoirs de vente, sont considérés comme gérants et doivent verser sur tout excédent une redevance aux taux ci-après :

25 % pour les produits bruts compris entre le maximum et 10.000 francs ;

30 % pour les produits bruts compris entre 10.001 et 15.000 francs ;

35 % pour les produits bruts supérieurs à 15.000 francs ; ce dernier taux est, toutefois, ramené à 30 % si l'intéressé n'exerce pas le commerce des boissons.

Toutefois, si des travaux d'aménagement et d'embellissement ont été faits, le receveur ruraliste peut obtenir, tout comme les gérants des débits de tabac simples, une réduction du taux de la redevance (v. à ce sujet la circulaire n° 240, applicable aux Receveurs ruralistes et publiée sous la note 18).

III. — *Participation au fonds commun* (15)

C'est ici que le système se complique.

Le dernier paragraphe de l'article 18 du décret du 20 mai 1930 nous dit : « Les sommes ainsi obtenues, de même que les redevances disponibles à provenir de tous les autres débits annexés à des recettes ruralistes, constituent un fonds commun qui est réparti, chaque année, entre les receveurs ruralistes débitants de tabac placés sous le régime institué par le présent décret. »

Examinons, tout d'abord, pourquoi ce fonds commun a été constitué et quel a été le but qu'il poursuit :

Avant l'existence de ce fonds commun, il se passait le fait suivant : un débit de tabac étant annexé à la recette ruraliste, la rémunération des receveurs ruralistes résultait, à la fois, d'une part, des remises sur timbres et d'autre part, des bénéfices résultant de l'exploitation de comptoir de vente, soit sous forme de produits de l'exploitation directe, soit sous forme de redevances lorsque le receveur ruraliste ne gérait pas lui-même son débit.

(15) *Fonds commun*. — Répartition du fonds commun pour 1931 (Let. Aut. n° 1536 18 juin 1932).

En fait, bien souvent cette deuxième partie de ressources procurées à un receveur ruraliste pour l'exercice de son emploi était de beaucoup la plus importante ; il arrivait fréquemment qu'à une recette de faible importance était annexé un débit de grand rendement et, inversement, de sorte que la rémunération, dans ces cas, était en rapport inverse avec le travail fourni.

C'est à ces inégalités que l'administration, par le décret du 15 mai 1922, remédia ; elle s'efforça de faire entrer davantage en ligne de compte, pour la rémunération allouée à chaque receveur ruraliste, le travail effectivement accompli par ce dernier pour le compte de la Régie.

Il s'agissait, en somme, de modérer les gains des uns pour augmenter ceux des autres. Cette double opération se traduit par des prélèvements opérés sur les produits bruts des débits annexés, les remises ainsi obtenues étant versées à un fonds commun dont la répartition annuelle se fait, pour chaque receveur ruraliste, au prorata des timbres décomptés au cours de l'année.

Tel est le principe qui a présidé à l'institution du fonds commun que l'on pourrait, en quelque sorte, comparer à une vaste cagnotte.

Si le principe en est simple, il n'en est plus de même du mécanisme, qui est assez compliqué.

Tout d'abord, ce fonds commun va servir à assurer une rétribution minimum, dont nous parlerons dans le paragraphe suivant.

Le surplus du fonds commun est réparti chaque année par une commission nommée par un arrêté ministériel et composée de trois représentants de l'administration des finances et de deux receveurs ruralistes élus par leurs collègues, en application de l'article 23 du décret du 20 mai 1930.

La répartition est effectuée au prorata du nombre des timbres décomptés, sans que la somme attribuée à chaque agent puisse excéder les maxima ci-après :

100 % du montant des remises de régie pour les 6.000 premiers timbres décomptés pendant l'année ;

75 % du montant des remises de régie pour les timbres suivants de 6.001 à 24.000 ;

50 % du montant des remises de régie pour les timbres suivants de 24.001 à 60.000 ;

25 % du montant des remises de régie pour les timbres au-dessus de 60.000.

Les sommes non distribuées sont reportées au fonds commun de l'année suivante.

Afin de mieux expliquer le système, nous allons prendre des exemples avec chiffres.

Supposons que les prélèvements effectués pour l'année 1929, sur les remises des débits de tabac au delà des maxima de produits bruts ou de redevances fixés par les articles 18 et 27 du décret du 20 mai 1930, s'élèvent à 6 millions de francs.

Si le reliquat non distribué l'année précédente est de 1 million, l'administration est donc nantie d'un disponible de 7 millions pour l'année 1929. Avant toute chose, elle prélève sur ce disponible la somme nécessaire pour parfaire les rétributions minima prévues aux articles 19 et 27 dudit décret. Si une somme de 2 millions a été de la sorte prélevée, il reste 5 millions à répartir entre tous les receveurs buralistes bénéficiaires du fonds commun.

A ce moment, se réunit la commission prévue à l'article 20 du décret ; elle fixe le coefficient applicable à chaque timbre décompté, coefficient obtenu en divisant le solde de 5 millions disponible par le total des timbres décomptés dans l'année par tous les receveurs buralistes bénéficiaires du fonds commun. Pour l'année 1929, ce coefficient s'élevait très exactement (il ne s'agit plus de

supposition) à 0 fr. 237, que l'administration a généreusement élevé à 0 fr. 25. Ici nous devons prévoir une objection : la répartition consistant à multiplier pour chaque receveur ruraliste le nombre de timbres par ce coefficient, si celui-ci est supérieur au coefficient réel, c'est-à-dire au quotient exact de la division indiquée plus haut, il semble qu'on doive aboutir à un résultat excédant le dividende, c'est-à-dire le solde disponible. En réalité, il n'en est rien, car, dans les opérations de répartition, il est fait application de maxima qui limitent l'attribution du « boni », d'où résultent non seulement la possibilité, pour l'administration, d'arrondir le coefficient employé, mais encore l'existence d'un reliquat s'ajoutant aux ressources à répartir l'année suivante.

Voici des exemples :

1^o Soit un receveur ruraliste ayant décompté 4.800 timbres au cours de 1929, ce chiffre étant inférieur à 6.000, le maximum est ici égal au montant des remises de régie ; supposons que ce montant égal, y compris les rétributions, correspond aux déclarations de récoltes et de bons de transport, à 2.000 francs ; dans ces conditions, le produit (4.800×0.25), soit 1.200 francs, inférieur au maximum de 2.000 francs, représentera la part de fonds commun revenant au receveur ruraliste en question. Si, au contraire, le montant des remises de régie ne s'élève, par exemple, qu'à 1.010 francs, c'est ce dernier chiffre qui représentera la part allouée ;

2^o Soit un receveur ruraliste ayant décompté 9.000 timbres en 1929 et ayant perçu 3.000 francs au cours de la même période, à titre de remises de régie. Supposons, en outre, que les 6.000 premiers timbres décomptés aient donné lieu à 2.100 francs de remises, les 3.000 restants ayant, par suite, donné lieu à 900 francs de remises, la part de fonds commun à allouer se calculera comme suit :

6.000 premiers timbres :	$0.25 \times 6.000 = 1.500$ fr. ;
maximum :	2.100 fr., part de fonds commun.. 1.500 fr.
3.000 timbres suivants :	$0.25 \times 3.000 = 750$ fr. ;
maximum :	$900 \times 75 : 100 = 675$ fr., part de
fonds commun	675 »
Part de fonds commun à allouer...	2.175 »

3° Soit un receveur buraliste ayant décompté 27.000 timbres en 1929; montant des remises : 5.000 francs se répartissant comme suit :

Montant des remises pour les 6.000 premiers timbres..	1.200 fr.
— — — timbres de 6.001 à 24.000..	3.500 »
— — — timbres de 24.001 à 27.000.	300 »

Le calcul de la part de fonds commun se fait de la façon suivante :

timbres de 1 à 6.000 :	maximum : 1.200 fr.
$0.25 \times 6.000 = 1.500$ fr., part de fonds commun ..	1.200 fr.
timbres de 6.001 à 24.000 :	maximum : $3.500 \times 75 : 100$
	$= 2.625$ fr.
$0.25 \times 18.000 = 4.500$ fr., part de fonds commun..	2.625 »
timbres de 24.001 à 27.000 :	maximum : $300 \times 50 : 100$
	$= 150$ fr.
$0.25 \times 3.000 = 750$ fr., part de fonds commun....	150 »
Au total, le Receveur Buraliste recevra donc...	3.975 »

On remarquera que, dans ce cas, les maxima jouent pour limiter la part correspondant à chaque tranche.

On peut recommencer le même calcul pour un receveur buraliste ayant décompté plus de 60.000 timbres ; il suffira, pour la tranche correspondant aux timbres décomptés après les 60.000 premiers, d'appliquer un maximum égal à 25 % du montant des remises de régie correspondantes.

En réalité, ce système a été très critiqué par les intéressés ; il faut reconnaître que le système est d'une très grande

complexité, en particulier l'existence de plusieurs taux de prélèvement ne simplifie pas le problème. Il semble que l'administration pourrait se contenter d'un taux unique intermédiaire entre 25 et 35. La détermination de ce taux serait faite de manière à assurer un produit sensiblement égal au produit actuel.

La répartition qui s'opère actuellement en partageant en tranches successives l'ensemble des timbres décomptés dans l'année écoulée (chaque tranche comportant un maximum de part) devrait, à notre avis, être substituée à un taux maximum qui serait égal au montant des remises de régie.

IV. — *Bénéfice d'un minimum de traitement*

Aux termes de l'article 19 du décret du 20 mai 1930, modifié par le décret du 15 février 1931, avant toute répartition sont prélevées, sur le fonds commun, les sommes nécessaires pour assurer aux receveurs ruralistes, qu'ils soient ou non débiteurs de tabac, une rétribution totale minimum (remises et produits bruts ou redevance) de :

6.000 francs pour les titulaires nommés à des bureaux comportant de 501 à 800 timbres ;

4.400 francs pour les titulaires nommés à des bureaux comportant de 301 à 500 timbres ;

3.000 francs pour les titulaires nommés à des bureaux comportant de 101 à 300 timbres.

Au cas où le fonds commun serait insuffisant, chacun des agents intéressés recevrait une part proportionnelle à la différence entre la rétribution perçue par lui et le minimum fixé pour son emploi.

CHAPITRE VI

Gestion d'un débit de tabacs de 2^e Classe (16)

Les receveurs buralistes peuvent être titulaires d'un débit de tabac et en assurer eux-mêmes l'exploitation. Ils peuvent aussi en faire assurer l'exploitation sous le contrôle d'un gérant.

Cette facilité n'a pas été sans soulever de nombreuses difficultés. Afin de pouvoir exposer la situation des receveurs buralistes dans la gestion d'un débit de tabac, il sera donc utile de diviser ainsi ce chapitre.

Section I. — Organisation administrative des débits de tabac.

Section II. — Situation juridique du gérant d'un débit de tabac.

Section III. — Situation juridique du receveur buraliste exploitant un débit de tabac.

Section IV. — Conflit entre les receveurs buralistes et les gérants. La question de la dépossession.

SECTION I. — Organisation administrative des débits de tabacs

La vente aux consommateurs est assurée par les débits de tabac autorisés. Ils sont au nombre d'environ 46.000 (17).

(16) *Débit de tabacs.* — Réannexion (Circ. 17 juin 1930). — Redevances (Let. Aut. n° 1545, 8 juil. 1932). (Let. Aut. n° 1458, 11 juill. 1932). — Gérants (Let. Aut. n° 1550, 16 juill. 1932). — Candidatures (Let. Aut. n° 1449, 5 oct. 1931). Congés (Let. Aut. n° 29526, 10 déc. 1930). (V. aussi *infra* : note 18 et note 21).

(17) Répartition des débits de tabacs au 31 décembre 1930. Nombre des débits simples, 36.931, dont 13.651 de première classe, exploités, savoir 176 par les titulaires, 13.475 par les gérants. 23.280 de deuxième classe, exploités, savoir : 3.300 par les titulaires, 19.980 par des gérants. — Nombre de débits annexés à des recettes buralistes : 12.072, dont : 9006 tenus par les receveurs buralistes ; 3060 en gérance.

L'État concède les débits de tabac suivant les modalités qui sont une particularité assez curieuse de notre système administratif.

Le décret du 8 mars 1811 avait décidé qu'ils seraient concédés, à titre de pension, à des personnes lésées par l'établissement du monopole, à d'anciens militaires ou fonctionnaires, à leurs veuves et orphelins. En somme, le débit de tabac était un secours en travail ; en fait, le titulaire est autorisé actuellement à faire exploiter son débit par un individu dénommé « gérant ».

L'administration se substitue totalement aux titulaires dans la recherche des gérants et passe elle-même les traités de gérance.

L'administration a précisé aussi les modalités suivant lesquelles le débit de tabac doit être géré. Nous croyons devoir reproduire, en note, la circulaire n° 240 du service d'exploitation industrielle des tabacs du 17 novembre 1931 qui a fixé les détails de l'exploitation du débit (18).

(18) *Débits de tabacs. — Catégorie de débits. — Créations. — Transferts. — Traités de gérances. — Prélèvements. — Agencement des débits. — Durée des baux.* — (Circulaire n° 240 du Service d'Exploitation Industrielle des tabacs, 17 novembre 1931).

En vue d'améliorer l'organisation de la vente des tabacs dans les débits et de favoriser ainsi le rendement du monopole, diverses mesures viennent d'être prises, après entente entre la Direction générale des Contributions Indirectes et celle du Service d'exploitation Industrielle des Tabacs.

Ces mesures font l'objet de la présente circulaire. Quant à celles dont l'application incombe plus spécialement à l'Administration des Contributions Indirectes, elles ont motivé les instructions adressées, par cette administration, à ses services, par lettre n° 1453 du 9 octobre 1931, dont copie ci-jointe (annexe n° 1).

1^o Catégories de débits de tabacs

Le régime de la vente au détail des tabacs variant suivant la catégorie dans laquelle se trouvent rangées les différents comptoirs de vente, il conviendra, pour éviter toute confusion, de se référer à la lettre I. G. n° 22477 du 23 septembre 1930, dont copie ci-jointe (annexe n° 2), qui définit les catégories, de débits de tabacs désignés par l'administration des contributions indirectes sous les dénominations ; débits saisonniers, sous-débits, dépôts de tabacs et débits temporaires.

2^o Créations. — Transferts. — Suppressions des débits

Jusqu'à présent, l'initiative des créations, transferts et suppressions de débits de tabacs, appartenait exclusivement à l'Administration des Contributions Indirectes.

SECTION II. — Situation juridique d'un gérant de débits de tabacs

A. — *Exposé de la question*

Il importe, tout d'abord, d'établir si une analyse précise du mot gérant peut nous conduire à un résultat quelconque. Nous constatons que l'appellation de gérant est

En raison de l'intérêt que présentent des questions pour l'organisation rationnelle de la vente, il a été convenu entre les deux administrations intéressées des C. I. et du S. E. I. T. que tous les dossiers de création, transfert et suppression de débits de tabacs seraient, dorénavant, communiqués, pour avis, au Service d'Exploitation Industrielle des Tabacs, étant entendu toutefois que la décision en ces matières resterait à l'Administration des Contributions Indirectes.

Afin de ne pas compliquer sans réelle nécessité la marche des services, l'Administration s'est réservée, jusqu'à nouvel ordre, d'émettre un avis sur toutes les questions de l'espèce ne présentant pas un intérêt particulier du point de vue de l'organisation de la vente, de telle sorte que les directions régionales ne sont consultées que lorsqu'il s'agit de localités importantes ou de centres saisonniers, touristiques ou balnéaires. Mais en toute hypothèse, il reste entendu que toutes les décisions prises par l'Administration des Contributions Indirectes, au sujet des créations, transferts et suppressions de débits seront notifiées, pour information, aux directeurs régionaux par les soins de la direction générale du Service d'Exploitation Industrielle des Tabacs.

Remarque est faite, que sont maintenues intégralement les règles qui ont été tracées par la circulaire n° 167 du 4 décembre 1929, en ce qui concerne la création et l'exploitation de débits temporaires à l'occasion des foires-expositions, concours agricoles, courses, etc...

3° *Traités de gérances. — Redevances*

La passation des traités de gérance reste, comme par le passé, du domaine exclusif de l'administration des Contributions Indirectes.

Toutefois, le service des ventes pourra désormais s'intéresser à la fixation des conditions de la redevance dans les cas où, conformément aux instructions de la lettre des Contributions Indirectes, n° 1453 du 9 octobre 1931, il leur paraîtra justifié de ne pas s'en tenir aux taux de 25, 30 ou 35 % prévus par ces instructions, soit qu'il s'agisse de réduire ces taux en raison des dépenses importantes engagées par un gérant pour réaliser une installation luxueuse de son débit, ou du fait qu'il convient de maintenir, sur une voie principale d'une grande ville, un débit menacé de disparaître par suite d'une augmentation de loyer trop lourde, soit au contraire, qu'il paraisse y avoir lieu de majorer, à titre d'avertissement, le taux normal de 25, 30 ou 35 % dans la limite de 5 % lorsque la gestion du débit a laissé à désirer.

Dans ces divers cas, les directeurs régionaux devront se concerter avec leurs collègues des Contributions Indirectes et ce n'est qu'à défaut d'entente qu'il conviendrait d'en saisir l'administration.

4° *Agencements des débits*

Aux termes de la circulaire n° 139 du 9 avril 1929 et de la circulaire des Contributions Indirectes n° 390 du même jour, les directeurs régionaux devaient,

une appellation vague et impersonnelle ; c'est un terme qui englobe des individus dont la situation varie à l'infini et dont les liens juridiques avec ceux qu'ils représentent, reposent sur les contrats les plus divers.

le cas échéant, demander à leurs collègues des Contributions Indirectes d'insérer dans les traités de gérance des clauses rendant obligatoire l'exposition de produits du monopole dans la vitrine sur rue.

Désormais les traités de gérance comporteront d'une manière générale obligation pour le débitant de réserver une partie de la vitrine sur rue à l'exposition des tabacs, en faisant une place prépondérante aux produits fabriqués par les manufactures nationales.

Ces nouvelles mesures intéressent tout spécialement le service des ventes, et l'administration tient à ce qu'il en soit tiré le plus large parti pour effectuer une publicité judicieuse, tout en évitant toutefois d'imposer des exigences qui pourraient paraître excessives.

C'est ainsi qu'il conviendra de se montrer conciliant pour la fixation de la partie de la vitrine à réserver à l'exposition des produits du monopole et qu'il y aura lieu d'user de larges tolérances à cet égard, pour les débits installés ailleurs que dans les grandes villes et les centres saisonniers, balnéaires ou touristiques.

Par contre il importera, là où aura été imposée une exposition de produits du monopole dans la vitrine sur rue, de veiller attentivement à ce que cette exposition soit organisée dans les conditions les plus favorables à la publicité. Les inspecteurs des ventes et les vérificateurs des débits devront y tenir la main et, sur les instructions du directeur régional, ils auront à fixer aux débiteurs le choix des produits à exposer de préférence. De plus, ils devront guider, le cas échéant, les débitants pour que leurs étalages soient présentés avec goût et ils auront à faire renouveler, avant qu'ils ne soient défraîchis, les boîtages et coffrets vides exposés.

Par ailleurs, il a été décidé que les gérants qui désireront effectuer des transformations dans leur établissement devront au préalable, en informer le service des Contributions Indirectes, qui communiquera au service des ventes les projets que celui-ci aura exprimé le désir de faire examiner.

Cette disposition ne sera applicable, en règle générale, qu'aux débits importants des grandes villes et des stations balnéaires et touristiques, et il conviendra de régler les questions de l'espèce de manière à concilier tous les intérêts en jeu. A cet effet, les directeurs régionaux ne devront insister que sur les modifications de projets qui leur paraîtraient nécessaires dans l'intérêt de la vente des produits du monopole sans comporter un supplément de dépenses appréciable pour le débitant. S'il surgissait un différent quelconque à l'occasion de l'application de ces nouvelles dispositions, les directeurs régionaux auraient à en rendre compte à l'administration qui s'entendrait avec la direction générale des Contributions Indirectes.

Enfin le service des ventes ne devra pas perdre de vue qu'à l'égard des débits désignés par l'administration des Contributions Indirectes pour avoir une vitrine du type standard, par application des dispositions de la circulaire des Contributions Indirectes n° 212 du 10 février 1926, reproduite en annexe à la circulaire du Service d'Exploitation Industrielle des Tabacs n° 119 du 9 janvier 1929, il y a lieu d'assurer qu'à l'occasion des changements de gérants, ces débits restent pourvus de ladite vitrine.

Remarque est faite à ce sujet que, les vitrines standard étant la propriété des gérants, il appartient à leurs successeurs de supporter les frais d'acquisition d'une nouvelle vitrine de même type au cas où, pour des motifs quelconques,

En effet, dans le Code civil, nous ne trouvons que la définition du gérant d'affaires, c'est-à-dire celui qui gère l'affaire d'autrui sans mandat. Dans le Code de commerce nous ne trouvons que l'expression gérant en matière de

ils ne se seraient pas réservés la cession de la vitrine appartenant à leurs prédécesseurs.

5° *Durée des baux*

Ainsi que le prévoit la lettre des Contributions Indirectes du 9 octobre 1931, n° 1453, les traités de gérance qui, d'une manière générale, sont passés pour 3, 6 ou 9 années, pourront exceptionnellement comporter une plus longue durée, lorsqu'il y aura lieu de récompenser ou d'encourager des débitants qui auront ou donné des preuves d'une gestion satisfaisante, ou engagé des sommes importantes pour réaliser une installation luxueuse de leur débit.

Cette faculté, s'il en est usé judicieusement, est de nature à favoriser de sérieux progrès dans l'exploitation et l'installation des débits de tabacs. Aussi le service des ventes devra-t-il en tirer le meilleur parti, spécialement en ce qui concerne les débits des grandes villes et des centres saisonniers, balnéaires ou touristiques.

ANNEXE n° 1 (lettre n° 1453 du 9 octobre 1931)

Après entente avec la direction générale du service d'exploitation industrielle des tabacs, l'administration a décidé de préciser quelques-unes des règles applicables à la mise en gérance des débits de tabacs.

Taux des redevances

Le taux des redevances à exiger des gérants restant fixé en principe, à 25 %, 30 ou 35 % des bénéfices bruts, les distinctions suivantes devront être observées.

Le taux de 25 % est réservé aux débitants qui n'exercent pas d'autre commerce que celui des tabacs. La vente des articles de fumeurs ne doit pas être considérée comme l'exercice d'un commerce distinct. Par tolérance, l'administration admet également qu'aucune majoration ne soit exigée en raison de la vente des cartes postales au détail, des journaux et même de quelques menus articles de papeterie, lorsque les sommes qu'en retire le débitant n'ont que le caractère d'un simple appoint.

Le taux de 30 % est applicable aux débitants qui joignent à la vente des tabacs un commerce annexe autre que celui des boissons à consommer sur place. Ce taux ne doit toutefois être exigé que lorsque le commerce annexe est installé dans le même magasin que le débit de tabac et qu'il a une importance normale comparée aux établissements similaires de la région. Lorsqu'il s'agit d'un commerce annexe exploité dans un local complètement séparé du débit de tabacs ou de petits commerces dont le rendement n'a, par rapport au produit du débit, qu'un caractère accessoire, des réductions de quelques points peuvent être accordées, dans la limite de 4 % au maximum, de manière à ménager une transition entre le régime des débits spécialisés et ceux des débits avec commerce annexe. Il y a lieu, à cet égard, de tenir compte non seulement d'affaires et de bénéfices réalisés, mais encore des conditions d'installation et de la façon de gérer du débitant.

Enfin le taux de 35 % est exigible des gérants qui exploitent en même temps un commerce de boissons à consommer sur place. Ce taux doit être appliqué sans réduction toutes les fois qu'il y a communication intérieure entre le débit de tabacs et le débit de boissons. Les débitants qui ont réalisé une séparation complète et effective entre les deux commerces, de manière que

société ; dans le Code du travail, nous ne trouvons l'expression qu'à titre tout à fait accidentel, afin d'assimiler le gérant au patron pour les responsabilités pénales.

On parle souvent aussi du gérant d'un fonds de commerce.

la clientèle ne puisse passer de l'un à l'autre sans emprunter la voie publique peuvent être admis à bénéficier du taux de 30 %.

Par dérogation aux règles qui précèdent, MM. les directeurs sont autorisés à majorer de 5 % au maximum, à titre d'avertissement, le taux de la redevance des gérants dont la gestion, pour un motif quelconque, défaut d'ordre, d'approvisionnement, etc., serait considérée comme peu satisfaisante.

Inversement, l'administration serait disposée à examiner avec faveur, sans toutefois que la redevance pût être abaissée au-dessous de 25 %, les demandes de réduction qui seraient faites par des gérants de débits simples (débits non annexés) disposés à consacrer des sommes importantes à réaliser des installations modernes présentant un caractère de luxe.

Enfin, des propositions spéciales abaissant la redevance au-dessous de 25 % pourront être formulées, mais seulement s'il s'agit de maintenir sur les voies principales des grandes villes des débits de tabacs sans commerce annexe dont les majorations de loyer risqueraient d'entraîner la disparition.

Les instructions antérieures concernant la part à faire dans les redevances à l'élément fixe et à l'élément proportionnel sont maintenues. L'administration insiste pour qu'elles soient observées.

En aucun cas, il ne devra être fait à la redevance proportionnelle application d'un pourcentage autre que celui pris pour base de calcul de la redevance fixe.

A l'occasion des renouvellements de baux qui pourraient comporter une réduction du taux de la redevance, MM. les Directeurs s'attacheront à obtenir certaines légères améliorations dans l'installation des débits qui présentent un réel intérêt au point de vue de la vente, telles que, par exemple, l'installation d'une carotte, d'un appareil lumineux, etc... signalant l'existence du débit.

Toute correspondance relative aux dispositions qui précèdent serait adressée à l'Administration sous le timbre de la présente.

Agencement des débits

L'administration a, à diverses reprises et notamment dans sa circulaire n° 397 du 9 avril 1929, manifesté l'intérêt qu'elle attache à l'agencement des débits et à la publicité en faveur des produits du monopole.

Afin de donner aux dispositions déjà arrêtées à cet égard toute leur efficacité, elle a décidé d'insérer à l'avenir, dans tous les traités de gérance, une clause supplémentaire imposant aux débitants l'obligation de réserver une partie de leur vitrine sur rue à l'exposition des tabacs, en faisant une place prépondérante aux produits fabriqués par les manufactures nationales. Les dimensions de cette partie réservée seront fixées, pour chaque débit, dans le traité lui-même, par le directeur, après avis du service et consultation, le cas échéant, du service des ventes ; celui-ci pourra, de son côté, prendre l'initiative des propositions nécessaires. Il est bien entendu que les obligations à imposer de ce chef aux débitants seront plus ou moins étroites, suivant les circonstances. De très larges tolérances pourront être accordées dans les campagnes et les petites villes et on pourra même, pour les bureaux d'un faible produit, se dispenser de toute fixation spéciale. Il conviendra, au contraire, de tenir fermement la main à l'exécution des obligations des intéressés dans les villes importantes et dans toutes les localités présentant le caractère des stations balnéaires ou touristiques. Dans tous les cas, les fixations devront être faites en tenant

Dans la gérance d'un fonds de commerce, il peut y avoir un contrat de bail, de louage de services, de travail (Voir à ce sujet, notre étude publiée dans le *Moniteur des Huis-siers*, 1932, 459, 489, 540, 583).

compte de l'importance du débit, des dimensions de la vitrine sur rue et de la nature du commerce annexe, de manière à concilier tous les intrêts en cause.

Dans le même ordre d'idées, il a été entendu que les débiteurs en exercice qui voudraient effectuer des transformations dans leur établissement, devront au préalable en informer le service. Il ne s'agit pas, par ce moyen, de faire obstacle aux changements et améliorations jugés nécessaires par les intéressés mais seulement de réserver à l'administration la possibilité d'intervenir le cas échéant par des suggestions ou des conseils qui ne devront en aucun cas avoir pour résultat d'augmenter la dépense. MM. les Directeurs se mettront d'accord avec le service des ventes sur les projets que celui-ci désire se voir communiquer. Il devra toujours en être ainsi pour les débits principaux des grandes villes et des stations balnéaires ou thermales. Il a été entendu qu'en cas de différends avec les intéressés, les directeurs régionaux des ventes en rendront compte à leur administration centrale qui s'entendra directement avec la direction générale.

L'obligation de communiquer les projets d'agencement devra également être prévue dans les traités de gérance.

Durée des baux

Tous les traités de gérance devront désormais être passés directement par les directeurs, quels que soient le nombre des titulaires et l'importance du débit. La durée à assigner à ces contrats est fixée d'une manière générale à 3, 6 ou 9 années avec faculté de résiliation à l'expiration de chacune des périodes triennales. Toutefois des traités de plus longue durée pourront être consentis à titre de récompense ou d'encouragement aux débiteurs qui auront fait preuve d'une activité spéciale en vue du développement de la vente ou consacré des sommes importantes à créer des débits modernes répondant aux vues du service d'exploitation.

Ces dispositions sont notamment applicables au cas où le débiteur bénéficierait déjà d'une redevance de 25 % qui ne peut être réduite. Comme celles qui précèdent, elles concernent principalement les débits des villes et des stations touristiques. Etant donné l'intérêt attaché par les gérants à la stabilité de leur situation, l'administration estime que cette mesure contribuera très heureusement à améliorer la présentation des produits et elle est convaincue que MM. les Directeurs sauront en tirer le meilleur parti possible. Les baux de 9 ans et au-dessous pourront être conclus directement par eux : au delà de cette durée, il conviendra de consulter la direction générale.

ANNEXE n° 2 (lettre n° 22477, du 23 septembre 1931)

A titre d'information et pour que vous en instruisiez le service des ventes de votre direction régionale, je porte à votre connaissance les principales caractéristiques des différentes catégories des débits de tabacs que l'administration des contributions indirectes désigne sous les dénominations de « débits saisonniers », « sous-débits », « dépôts de tabacs » et « débits temporaires ».

Débits saisonniers

On entend par « débits saisonniers » ceux qui sont autorisés à suspendre la vente des tabacs en dehors d'une saison déterminée telle que la saison balnéaire ou thermale.

Enfin, on cite le gérant d'un débit de tabac.

Par cette simple énumération, nous constatons que le mot gérant est un mauvais moule à contrat sans grande

Ils sont soumis au même régime que les débits ordinaires, notamment en ce qui concerne la création du débit, la nomination du titulaire, l'attribution de la gérance et la fixation de la redevance.

Sous-débts

Ce sont des comptoirs de vente créés par décision spéciale du Directeur général des Contributions Indirectes qui impose le partage des remises avec un autre débit, dit débit principal. Les conditions d'attribution et les taux de redevance sont les mêmes que pour les débits ordinaires.

Les sous-débts s'approvisionnent en général au débit principal mais ils peuvent aussi être autorisés à s'approvisionner directement à l'entrepôt.

Ce mode d'exploitation est à peu près complètement abandonné aujourd'hui.

Dépôts de tabacs

On appelle ainsi les ventes de tabacs autorisés dans certains établissements sous le régime de la tolérance admise pour les hôtels, cafés-restaurants, mais avec cette différence que les produits doivent être vendus au prix normaux et qu'ils peuvent être livrés au public et non pas seulement aux clients de l'établissement.

Il n'est pas exigé de redevance, et les remises sont partagées entre l'exploitant du dépôt et le débitant le plus voisin chez lequel le dépositaire doit obligatoirement s'approvisionner.

Débts temporaires

Les débits temporaires sont ceux qui sont ouverts exceptionnellement, dans les lieux de réunions publiques (foires, expositions, manifestations sportives etc...) et pour la durée de ces réunions. Ce sont les directeurs départementaux des Contributions Indirectes qui autorisent l'ouverture de ces sortes de débits.

En principe l'exploitation de ces débits est confiée à un débitant de tabacs de la localité qui est autorisé à transporter, au lieu de la réunion, un certain stock de tabacs prélevé sur son approvisionnement ordinaire. La vente est effectuée aux prix normaux, et les quantités invendues sont réintégrées dans le débit. En cas de compétition entre plusieurs débitants, la préférence est accordée à celui dont l'établissement est le plus rapproché du lieu de la réunion. A défaut de débitants de tabacs disposés à assurer cette vente, les tenanciers de buvettes ou tous autres commerçants établis au lieu de la réunion, peuvent être admis à rétrocéder des tabacs achetés au bureau de vente le plus voisin, sous le régime de la tolérance générale accordée aux cafés, hôtels, restaurants, etc...

En ce qui concerne les « débits temporaires » annexés à un stand installé dans une exposition par les soins du Service d'Exploitation Industrielle des Tabacs, le choix du gérant doit être fait par le directeur départemental des Contributions Indirectes d'accord avec le directeur régional des ventes.

En règle générale, ces derniers débits ne peuvent mettre en vente que des produits supérieurs qui leur sont livrés en dépôt dans les conditions prévues par la circulaire des contributions indirectes n° 187 du 22 octobre 1925, annexée à la circulaire n° 119 du 9 janvier 1929, du service d'exploitation industrielle des tabacs. Les gérants de ces débits sont considérés comme des auxiliaires du Service d'exploitation industrielle des tabacs et à ce titre, dispensés de tout paiement de redevance.

valeur juridique, qui dissimule toute une série d'opérations juridiques ; c'est une étiquette qu'on a appliquée au petit bonheur.

En résumé, l'analyse du mot gérant ne peut pas nous éclairer sur la véritable situation juridique de celui qui exploite un débit de tabac ; au contraire, elle est dangereuse, car elle laisse supposer que le débit de tabac est un fonds de commerce et que nous nous trouvons en présence d'une gérance de fonds de commerce.

C'est, d'ailleurs, ce qu'ont essayé de soutenir, à plusieurs reprises, les organisations syndicales des gérants des débits de tabac.

Voici un document qui a le grand mérite de résumer la thèse soutenue par les gérants :

LES DÉBITANTS DE TABAC SONT-ILS COMMERÇANTS ?

Sous ce titre, nous trouvons dans le journal, *le Débitant de Tabac*, l'article suivant :

Nous reproduisons ci-dessous une lettre adressée aux membres du Sénat, sous la signature de M. Caurat, président de la Confédération des Chambres syndicales des gérants de débits de tabac de France :

CONFÉDÉRATION
DES CHAMBRES SYNDICALES
DES DÉBITANTS DE TABAC

DE FRANCE

Paris, le 28 janvier 1931.

N° 1852

Siège Social :

11, quai d'Orsay, Paris (7^e)

MONSIEUR LE SÉNATEUR,

La Confédération des débitants de tabac de France a l'honneur d'attirer votre bienveillante attention sur les faits suivants :

Une jurisprudence constante des cours et tribunaux décide que les débitants de tabac n'accomplissent pas un acte de com-

merce lorsqu'ils vendent les produits du monopole et, en conséquence de ce principe, les débiteurs ne peuvent se prévaloir de la qualité de commerçants et ne peuvent bénéficier des dispositions de la loi du 30 juin 1926 sur le renouvellement des baux commerciaux et industriels.

Mais si, à côté de la vente des tabacs et des timbres, le débiteur exploite un fonds de commerce d'articles de fumeurs, il peut, pour cette partie de son exploitation, et pour celle-là seulement, être considéré comme commerçant et bénéficier de la loi sur la propriété commerciale, tant en ce qui concerne le droit au renouvellement qu'en ce qui concerne l'indemnité d'éviction, à laquelle il aura droit si le propriétaire lui refuse le renouvellement de son bail.

Cette distinction est peut-être subtile, mais elle n'en lèse pas moins des intérêts très légitimes et elle fait une discrimination complètement inadmissible entre les divers éléments qui composent l'achalandage d'un fonds de commerce.

La Confédération émet la prétention, tout à fait naturelle et logique, que le débiteur de tabac est commerçant, tant pour la vente des tabacs que pour la vente de la tabletterie et des articles de fumeurs.

En quoi peut-on dire, en effet, que le débiteur qui se borne à vendre les produits du monopole, et rien que cela, n'est pas un commerçant ?

Il achète à l'entrepôt les quantités nécessaires aux besoins de sa clientèle. Acquisition dans le but de revendre avec un bénéfice, cela ne constitue-t-il pas l'acte de commerce tel qu'il est prévu par le code, et celui qui se livre à ces opérations d'achat et de revente n'a-t-il pas la qualité de commerçant ? Poser la question, c'est la résoudre : elle est un principe tout à fait élémentaire et sur lequel on ne peut pas discuter d'une façon sérieuse.

Que serait alors le débiteur des produits du monopole s'il n'est pas commerçant ? Peut-on dire qu'il est fonctionnaire ? Évidemment non, puisqu'il n'a pas un travail déterminé à fournir, un service spécial à accomplir.

Peut-on dire qu'il est salarié ? Évidemment non, puisque son

seul bénéfice est la différence entre son prix d'achat et son prix de vente.

D'autre part, le débitant de tabac exploite son fonds dans des locaux à lui personnellement loués, il est astreint à la redevance de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et à toutes les taxes que le fisc impose à toutes les autres catégories de commerçants.

La Ville de Paris l'a d'ailleurs si bien compris qu'elle a donné des indemnités aux débitants de tabac récemment expropriés dans le quartier des Halles.

La vérité, c'est qu'il n'y a aucune raison aujourd'hui pour faire du débitant de tabac un commerçant diminué et n'ayant pas droit, comme les commerçants des autres catégories, au bénéfice de la propriété commerciale et à l'indemnité d'éviction.

Dès lors, Monsieur le Sénateur, la Confédération vous prie, lorsque le projet de loi sur la modification de la propriété commerciale viendra en discussion au Sénat, de demander que la haute Assemblée supprime cette distinction entre les divers éléments du fonds de commerce.

Le débitant de tabac, c'est une mesure de justice et d'équité, doit être considéré comme un commerçant, tant pour la vente des produits du monopole que pour la vente des articles de fumeurs.

Il doit, à tous égards, en supportant toutes les charges et tous les impôts, avoir tous les privilèges de toutes les autres catégories de commerçants et d'industriels.

C'est une mesure d'équité que nous demandons à la haute Assemblée d'accomplir.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Sénateur, l'expression de nos sentiments respectueusement dévoués.

Pour la Confédération,
Le Président : L. CAURAT.

B. — *Théorie de M. le professeur Mestre*

Quelle va donc être la situation juridique de ces individus liés à l'État par un traité de gérance ?

M. le professeur Mestre, dans une note publiée au *Sirey*, 1914-2-1, a essayé de dégager le véritable caractère juridique du gérant du débit de tabac.

« Tout d'abord, nous enseigne l'éminent auteur, un « débit de tabac n'est pas un fonds de commerce ; tel est « le principe rappelé par l'arrêt de Lyon du 20 juin 1912 « et qui est à peu près incontesté. » (Voir les nombreuses références citées par M. Mestre). Mais sur quelles bases juridiques cet arrêt peut-il être motivé ?

M. Mestre constate tout d'abord que :

I. — La rentrée des impôts n'amène pas une augmentation du patrimoine de l'État, les dépenses ayant été d'avance établies par le budget, il s'agit seulement d'arriver à les couvrir par le moyen de diverses contributions ; de la sorte, le produit de l'impôt est, dès son entrée dans le Trésor, grevé d'une affectation générale au service des dépenses, il traverse le Trésor sans pénétrer jusqu'au patrimoine. Les opérations fiscales ne sauraient donc revêtir, à aucun titre, le caractère commercial, nous ne sommes pas là en présence d'un bénéfice, d'une augmentation de patrimoine procuré par la spéculation.

L'État donc ne fait point acte de commerce quand il procède à la levée des contributions directes ou indirectes ; sans doute, pour percevoir l'impôt sur les tabacs, il doit acheter des matières premières, les transformer pour les revendre avec une majoration qui représente le montant de l'impôt.

II. — M. Mestre constate ensuite que les débiteurs de tabac ne sont pas des commerçants. Ici nous pouvons constater la présence de bénéfices susceptibles de grossir des patrimoines, le débiteur ne gérant son bureau que dans ce but. Mais ce qui manque pour qu'on soit en présence d'un commerce, c'est l'industrie, l'indépendance économique. Le débiteur achète son tabac à l'entrepôseur, il le revend au public aux prix fixés par les règlements ;

la différence entre ces deux prix administrativement établis constituent son unique rémunération. Le débit est placé en un lieu déterminé par l'administration. A aucun moment nous ne voyons poindre la moindre initiative du gérant, tant qu'il se cantonne dans son rôle de débitant de tabac. Tout est étroitement réglé dans la marche de son établissement (Cf. les détails d'une extrême initiative dans TRESCAZE, *Dictionnaire des Contributions indirectes*, 5^e édition, revue par Degelh et Boizard. Voir Tabacs, n^o 750 et suiv.). Il n'est qu'un intermédiaire choisi par l'administration entre la Régie et le public, il ne présente aucune autonomie économique ; il est impossible de voir en lui un commerçant. (Voir aussi ce que nous avons dit sur les modalités des traités de gérance).

Sans doute, un certain nombre de professions peuvent être réglementées d'une façon plus ou moins étroite dans un but de police ou un intérêt fiscal, mais cette réduction de leur liberté ne saurait les priver du caractère de commerçants ; sur tous les autres points, leur faculté de spéculer reste entière.

On ne saurait, d'autre part, dénier le caractère de commerçants aux fabricants et vendeurs d'objets soumis aux taxes indirectes, aux marchands de cartes à jouer, par exemple, malgré la surveillance méticuleuse dont ils sont l'objet. Non seulement les prix, mais les procédés de fabrication sont étroitement surveillés chez eux. Ils n'en ont pas moins une autonomie économique incontestable.

Les débiteurs de tabac ne sont donc pas des commerçants.

M. Mestre explique ensuite dans quelles conditions un fonds de commerce peut être joint à l'exploitation.

III. — Les débiteurs de tabac ne sont pas des fonctionnaires. Ils ne font, en effet, partie, à ce titre, d'aucun des cadres de l'administration et ne sont pas compris dans la hiérarchie administrative. Ils peuvent être dispensés

de gérer personnellement leurs bureaux, alors qu'on ne saurait concevoir des fonctionnaires dispensés, d'une façon continue, de tenir leur emploi. Ils peuvent faire le commerce et juxtaposer au débit, soit un établissement accessoire, soit une exploitation commerciale importante. Enfin et surtout, le fonctionnaire n'est, au point de vue des avantages de sa situation, soumis, en principe, à aucun aléa, à aucun risque. Il agit pour le compte de l'État qui, seul, assume tous les risques de l'opération. Le débitant, au contraire, tout en étant enserré dans les liens innombrables des règlements fiscaux, tout en étant soumis au contrôle et à la discipline administrative, agit pour son compte. Il achète aux fonctionnaires compétents la quantité de tabac, d'allumettes, de timbres nécessaires pour achalander son débit ; il supporte le risque que ces denrées viennent à être détruites ou détériorées. C'est lui seul qui est patron. On voit combien cette situation est différente de celle du fonctionnaire, du receveur de l'enregistrement, par exemple, chargé de la vente du papier timbré.

IV. — La situation de débitant, ajoute M. Mestre, nous apparaît ainsi à mi-chemin du commerce et de la fonction publique, sans qu'il soit possible de le considérer comme un commerçant ou un fonctionnaire.

Ne pourrait-on pas admettre qu'il existe une sorte de fonctionnaires proprement dits, une catégorie d'auxiliaires de l'administration.

M. Mestre cite ensuite une série d'auxiliaires (Le concessionnaire de travaux publics entrepreneur de transports).

Ensuite, M. Mestre propose de remplacer le terme de débitant par celui d'agents des contributions indirectes. « Il le préfère, dit-il, à celui de préposé, que l'on retrouve pourtant dans nombre d'arrêts. »

Le mot préposé implique, en effet, l'idée d'un contrat entre l'administration et le débitant, et rien n'est plus

douteux, à notre avis, que le caractère contractuel de la situation de ce dernier.

C. — *Notre théorie sur la situation juridique
des gérants des débits de tabac*

Si nous sommes entièrement d'accord avec l'éminent auteur pour reconnaître que les gérants des débits de tabac n'ont ni la qualité de commerçant ni celle de fonctionnaire, nous croyons, au contraire, que le lien qui le lie à l'État est bien contractuel.

Nous croyons tout d'abord qu'il faut soigneusement distinguer le titulaire du débit de tabac du gérant, c'est-à-dire de celui qui l'exploite à son lieu et place.

Nous examinerons tout d'abord comment est lié à l'État le gérant de débit de tabac.

Nous croyons devoir reproduire en note (19) *in extenso*, un arrêt de la Cour de Bordeaux du 28 octobre 1930, fortement motivé.

(19) Bordeaux, 28 octobre 1930 :

« Attendu que le droit de reprise exercé par les Sociétés appelantes d'accord entre elles, et au profit de la Société Citroën, sous-locataire de la Société d'Affrètements et de Commissions, elle-même locataire principale de la Société Gogineau, propriétaire de l'immeuble dans lequel est situé le débit de tabac exploité par les époux Junqua, n'est plus contesté par ces derniers : que, d'autre part, ces Sociétés reconnaissent qu'une indemnité d'éviction est due aux intimés, mais seulement en ce qui concerne leur fonds de commerce d'articles de fumeurs acheté par eux à la veuve Lasserre pour le prix de 28.000 fr. le 1^{er} février 1919 étant entendu que la vente de ces articles n'est pas l'accessoire de celle du tabac et des timbres, produits de la Régie, et que ladite indemnité doit être calculée uniquement sur les bénéfices réalisés dans cette vente ; que de leur côté les époux Junqua prétendent bénéficier des dispositions de l'article 4 de la loi du 30 juin 1926, aussi bien sur l'exploitation de la gérance du débit de tabac et de timbres que sur celle du fonds de commerce d'articles de fumeurs, et demandent en réparation du préjudice total qui leur est causé par le défaut de renouvellement, une indemnité d'éviction de 400.000 fr., leurs bénéfices nets s'élevant, disent-ils à 50.000 fr. par an environ ; que la question est donc de savoir si, en vendant du tabac et des timbres, ces gérants font, dans les conditions précisées par les articles 1.632 et 633 C. com., des actes de commerce ou si, au contraire, la qualité de commerçants ne peut leur être attribuée ;

« Attendu que la loi précitée étant exclusive du droit commun, doit être strictement interprétée et ne peut être appliquée à des actes qui n'ont pas le caractère nettement commercial ou industriel ; que la distinction qui paraît être faite par l'administration des finances entre les titulaires et les gérants

Dans la *Gazette du Palais* de 1930, 12^e série, p. 1030, cet arrêt est ainsi commenté :

« L'arrêt ci-dessus rapporté contient une analyse juridique particulièrement intéressante de la situation des gérants de débits de tabac et de timbres. Nous pensons que c'est avec raison que la Cour de Bordeaux décide que

des débits de tabacs, depuis la mise en vigueur de l'article 12 de la loi du 13 juillet 1925, relatif à l'impôt sur les bénéfices réalisés dans l'exploitation de ces débits et dans celle concomitante d'un autre commerce, ne saurait porter atteinte à ce principe de droit ; qu'il est inadmissible qu'un gérant puisse, au regard de la loi sur la propriété commerciale, avoir dans cette exploitation des droits et des obligations différents de ceux du titulaire avec lequel il traite et auquel les intimés eux-mêmes ne reconnaissent pas la qualité de commerçant ;

« Attendu que, depuis le 1^{er} octobre 1926, la Caisse autonome d'amortissement assure l'exploitation industrielle des tabacs quant à l'achat, la fabrication et la vente ; que celle-ci ne peut avoir lieu que dans des débits autorisés, simples ou annexés à une recette buraliste, dont l'emplacement est fixé, dans chaque département, par le Directeur des Contributions Indirectes, le débit simple étant celui dont le titulaire n'a d'autre fonction que la vente au public : que les titulaires sont nommés, suivant la classe, par le Ministre des Finances ou par le préfet ; qu'ils sont tenus à la résidence et à la gestion personnelle, mais peuvent toutefois être autorisés par le Ministre ou le préfet, s'il s'agit de débits simples, par le directeur des Contributions Indirectes, s'il s'agit de débits annexés à des recettes buralistes, à faire gérer leur bureaux par des tiers qui sont agréés par ce directeur, après avis du préfet, pour un temps déterminé ; que le taux de la redevance à payer par les gérants est généralement fixé de 25 à 30 % pour les débits ne comportant pas de commerce de boisson ou ne comportant qu'un commerce annexe insignifiant et à 35 % pour les autres débits ; que les débitants, titulaires ou gérants, sont soumis aux visites des agents de la Régie, des inspecteurs des ventes et autres fonctionnaires de la Caisse autonome ou des Manufactures ; qu'ils doivent représenter les factures de leurs achats ; qu'ils ont tenus d'avoir un approvisionnement constant et suffisant de tabacs, de timbres-poste, de cartes postales, de cartes-lettres, d'allumettes, d'enveloppes, de timbres-quittances, parfois de papiers timbrés, timbres mobiles et timbres-retraite, dont le prix de vente est déterminé, leur bénéfice étant constitué par les remises qui leur sont accordées, lors des règlements hebdomadaires, par la différence entre ce prix et celui d'achat ; que les mêmes débitants peuvent être chargés de la gestion de services télégraphiques ou téléphoniques, que les municipalités leur confient contre une rémunération minimale de 500 fr. par an ; que leurs installations et leurs expositions sont imposées ou interdites, que des mesures disciplinaires allant jusqu'à l'éviction même pour torts politiques, d'après un avis du Conseil d'Etat, peuvent être prises contre les gérants ; qu'il n'est pas possible d'admettre qu'en débitant et en vendant dans de telles conditions, et en bénéficiant de remises unilatéralement et arbitrairement fixées par l'Etat, des objets que celui-ci a seul le droit de fabriquer, de détenir et d'exploiter, ces concessionnaires font des actes ayant un caractère nettement commercial et sont des commerçants, les principales caractéristiques du commerce étant la liberté et la concurrence ;

« Attendu que Junqua a été agréé, le 7 mars 1912, comme gérant du bureau de tabac dont s'agit, moyennant le paiement d'une redevance de 2.500 fr. à un sieur Laffitte, receveur buraliste, le surplus du revenu de ce bureau étant

ces gérants ne sont pas des commerçants. En réalité, ils ne font pas véritablement des actes de commerce, mais se bornent à vendre, pour le compte de l'État, des objets fabriqués par l'État, dont ils sont, dans une certaine mesure, des concessionnaires agréés (v. DALLOZ, *Rép. prat.*, v^o Impôts indirects, n^o 1407 et suiv.).

versé à la recette principale ; mais que ce receveur ayant été fonctionnarisé et le débit ayant été désannexé sans nomination de nouveau titulaire, le 1^{er} janvier 1928, l'intégralité de la redevance est, depuis cette date, versée directement par le gérant aux produits divers du budget ; que ce dernier est inscrit au registre du commerce et patenté uniquement pour le fonds de commerce d'articles de fumeurs qu'il a acheté en 1919, le bail dont le droit lui avait été cédé par celle-ci et qui finissait le 30 avril 1922, a été prorogé jusqu'au 31 juillet 1927, au prix majoré de 3.200 fr. par an ; qu'occupant encore le local litigieux, il a bénéficié d'un délai sur lequel il ne pouvait guère compter, et, par suite, de revenus appréciables ; que sans doute, son activité et celle de sa femme, ainsi que les satisfactions qu'ils ont pu donner à leur clientèle ont, dans une certaine mesure, augmenté l'achalandage du débit en question, mais qu'ils en sont récompensés par l'augmentation proportionnelle des remises et celle de l'achalandage du fonds de commerce d'articles de fumeurs, cette augmentation provenant, d'ailleurs, dans une sensible partie, de celle des prix de vente des tabacs et des timbres, mais qu'en outre, la délégation de leur gérance est essentiellement précaire ;

« Attendu, toutefois, que ces avantages sont contre balancés par le préjudice que fera subir aux époux Junqua, le mari étant grand blessé de guerre et pensionné à 60 %, le refus de renouvellement de leur bail du fonds de commerce d'articles de fumeurs, ce préjudice portant plus particulièrement sur : 1^o le prix d'achat de ce fonds qui représente actuellement, de l'aveu même des Sociétés appelantes, un capital d'environ 140.000 fr. en francs-papier ; 2^o les revenus qu'ils retireraient de ce même fonds et qui s'élèvent bruts, à 20.000 fr. environ ; 3^o l'obligation d'abandonner le local où ils l'exploitent et qu'une puissante société d'automobiles désire prendre pour agrandir son luxueux magasin d'exposition ; 4^o la difficulté, sinon l'impossibilité de trouver, à un prix raisonnable, dans un délai assez court et sous peine de suppression pure et simple de leur bureau, un autre local dans le périmètre restreint imposé par l'administration des contributions indirectes, c'est-à-dire sur le cours du XXX juillet, entre la place de la Comédie et la place des Quinconces ;

« Attendu que ces divers éléments d'appréciation permettent à la Cour de fixer, aussi équitablement que possible, et sans qu'il soit utile de recourir à une expertise, l'indemnité d'éviction due aux intimés ;

« Attendu que le procès-verbal de non conciliation constate que les Sociétés appelantes ont dénié aux époux Junqua tout droit à indemnité et que c'est seulement devant la Cour qu'elles ont reconnu que la demande de ces derniers était en partie justifiée ;

Par ces motifs,

« Emendant la décision entreprise, dit qu'en ce qui concerne l'exploitation comme gérants du débit de tabacs et de timbres, les époux Junqua ne peuvent se prévaloir de la qualité de commerçants et bénéficier, par conséquent, des dispositions de la loi du 30 juin 1926 sur la propriété commerciale ;

« Dit qu'en ce qui concerne le fonds de commerce d'articles de fumeurs, acheté et exploité par eux, ils invoquent à bon droit cette qualité et, par suite,

« Le fait que l'administration des Finances, en vertu de la loi du 13 juillet 1925, article 12, assimile les remises faites aux gérants à des bénéfices commerciaux, ne modifie rien à leur situation juridique. Il est de principe, en effet, que les lois fiscales sont inopposables aux juges du droit commun. Voir notamment une application intéressante de ce principe au sujet des artisans ; Comm. sup. Cass., 16 octobre 1930 (*Gaz. Pal.*, 1930-2-712).

« Le débitant de tabac, n'ayant pas la qualité de commerçant, ne peut bénéficier de la loi du 30 juin 1926 qui ne s'applique qu'aux commerçants pour les locaux dans lesquels ils exploitent un fonds de commerce ou d'industrie.

« L'arrêt ci-dessus rapporté, pour admettre que la loi s'applique au fonds de commerce d'articles de fumeurs exploité en même temps, prend bien soin de préciser que ce fonds de commerce ne constitue pas un accessoire du débit de tabac, mais qu'il a été acheté et exploité indépendamment du débit. En effet, la propriété commerciale devrait être également refusée pour la partie de l'exploitation visant la vente d'objets étrangers au débit de tabac ou de timbres, si cette vente n'était qu'un accessoire inséparable de la gérance du débit. »

Cet arrêt ne fait que confirmer ce que disait M. Mestre et reconnaît que la situation juridique du gérant est caractérisée ainsi :

l'application à leur profit de ladite loi, étant entendu que la vente de ces articles n'est pas l'accessoire de celle des produits de la Régie ;

« Dit que, pour réparer le préjudice qui leur est causé par le défaut du renouvellement du bail relatif à ce fonds de commerce, une indemnité d'éviction leur est due ; fixe cette indemnité à la somme de 60.000 fr. ;

« Condamne les Sociétés appelantes à payer cette somme aux époux Junqua, la Société Citroën devant relever indemnes de cette condamnation la Société Gobineau et la Société commerciale d'Affrètement et de Commissions, et prendre à sa charge exclusive ce paiement ;

« Déboute les parties de toutes leurs autres demandes, fins et conclusions, tant principales que subsidiaires ;

« Et faisant masse des dépens de 1^{re} instance et d'appel, dit qu'ils seront supportés par moitié par chacune d'elles, c'est-à-dire moitié par les Sociétés appelantes solidaires et moitié par les époux Junqua. »

1^o Ce ne sont pas des commerçants, car ils n'ont pas la liberté et ne jouissent pas de la concurrence ; ils n'ont pas l'indépendance économique. Nous croyons devoir signaler cependant deux arrêts du Conseil d'État, rendus à l'occasion de l'imposition des gérants des débits de tabac et des receveurs buralistes aux impôts cédulaires. Ces arrêts ayant été rendus à l'occasion de litiges fiscaux, il ne nous paraît pas juridique d'en faire état, en raison de l'autonomie du droit fiscal. D'ailleurs, on remarquera que ces arrêts ne sont pas en contradiction avec la jurisprudence des tribunaux civils, comme le fait remarquer la Cour de Bordeaux, dans son arrêt du 28 octobre 1930 (V. note 19), les gérants sont soumis, pour leur imposition, à un texte fiscal (l'article 12 de la loi du 13 juillet 1925). Il paraît bien évident que, dans ces conditions, le Conseil d'État n'a entendu trancher la question qu'au point de vue fiscal et faire seulement application de ce texte fiscal. Voir le texte de ces arrêts que nous reproduisons en note (20).

(20) *Conseil d'Etat. Arrêt du 17 juin 1932.*

Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. — Contribuables et entreprises imposables. — Gérant de débit de tabacs.

Les profits réalisés dans la vente des tabacs par le gérant d'un débit présentent un caractère commercial et sont, par suite, passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Arrêt

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux (section spéciale du contentieux, troisième sous-section) ;

Vu la requête présentée par le sieur X... gérant de débit de tabacs, demeurant à A..., ladite requête... tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté, en date du 17 juillet 1928, par lequel le conseil de préfecture interdépartemental a rejeté sa demande en réduction de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux auquel il a été assujéti, pour l'année 1927, sur les rôles de la commune de A... ;

Ce faisant, attendu que l'imposition de tous ses revenus à une même cédule est contraire aux principes posés par la jurisprudence ; que les remises provenant de la vente des produits du monopole n'ont pas le caractère commercial ; que tout contribuable doit être assujéti à autant de cédules différentes qu'il a de sources de revenus ; que le Conseil d'Etat n'a même pas admis que l'administration recherche si une des sources de revenus a un caractère accessoire par rapport aux autres ; qu'on doit appliquer ces principes à l'imposition des débiteurs de tabacs sans tenir compte du commerce qu'ils peuvent annexer à la vente des produits du monopole ; que les remises perçues doivent toujours être imposées à la même cédule sans distinction possible entre le cas du gérant

2° Ils ne peuvent pas avoir plus de droit que le titulaire du débit;

et celui du titulaire lui-même; que le taux de ces remises est uniforme; que par suite, la vente des produits du monopole des tabacs n'a pas le caractère commercial, les conditions de prix étant fixées par l'Etat et indépendantes du jeu de l'offre et de la demande; que la remise représente la rémunération versée par l'Etat aux préposés chargés de vendre les tabacs pour son compte; qu'ils sont simples dépositaires, sont surveillés par l'Administration et n'achètent pas pour revendre;

Décider que les remises allouées aux débiteurs de tabacs sont passibles de l'impôt sur les traitements et salaires, ou subsidiairement de l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales;

.....
Accorder décharge de la différence perçue en trop :

Vu le décret du 15 octobre 1926;

.....
Considérant que les bénéfices réalisés dans la vente des tabacs par le gérant d'un débit présentent le caractère commercial; que, par suite, le sieur X... n'est pas fondé à soutenir que c'est à tort qu'il a été imposé et maintenu à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux à raison des bénéfices nets non contestés qu'il a obtenus en 1926, en vendant des tabacs et autres produits monopolisés dans le débit dont il a la gérance... (Requête rejetée.)

Conseil d'Etat (6^e s. s. spéciale). 20 janvier 1933. Présidence de M. Helbronner.

Impôts sur les revenus. — Bénéfices industriels et commerciaux. — Bénéfices non commerciaux. — Débits de tabacs. — Receveur ruraliste.

Le receveur ruraliste qui est débiteur de tabac n'est pas passible de l'impôt sur les bénéfices commerciaux dans la limite maximum où il peut, comme un titulaire, bénéficier intégralement du produit du débit et ne devient imposable audit impôt que pour le surplus,

B...

Le Conseil d'Etat. — Vu les lois du 31 juillet 1917 et du 29 décembre 1929; les décrets des 15 mai 1922 et 25 octobre 1928.

Considérant qu'en vertu des dispositions de l'article 5 du décret du 15 mai 1922, modifié par l'article 23 du décret du 28 octobre 1925, le sieur B..., receveur ruraliste et débiteur de tabac, bénéficie intégralement du produit de son débit jusqu'à concurrence de 2.500 fr. dans les mêmes conditions qu'un titulaire; que, en cette qualité, il ne saurait être considéré comme gérant un fonds de commerce et n'est, par suite, pas imposable à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux; que, aux termes de l'article 5 précité, au delà de ce chiffre maximum il doit être, par contre, considéré comme un gérant dont les bénéfices présentent un caractère commercial et sont, en conséquence, imposables à ladite cédule;

Mais considérant que, défalcation faite de la somme de 2.500 fr. susindiquée, le bénéfice net total du sieur B... ne s'est élevé, pour l'année 1929, qu'à 3.466 fr.; que, dès lors, celui-ci, qui remplit les conditions prévues par l'art. 2 de la loi du 29 décembre 1929, doit bénéficier de l'exonération instituée par ledit article en faveur des commerçants et industriels dont le bénéfice net est inférieur à 5.000 fr.;

Décide : — Art. 1^{er}. — L'arrêté du conseil de préfecture est annulé.

Art. 2. — Il est accordé au sieur B... décharge des impositions auxquelles il a été assujéti pour l'année 1930, au titre de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

3° La situation juridique ne peut être modifiée parce qu'ils sont compris à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux, le droit fiscal étant autonome ;

4° Les gérants seraient des concessionnaires agréés.

Si nous examinons de près le lien qui établit les rapports entre le gérant et l'État, nous constatons que c'est un traité de gérance.

Or ce traité de gérance, que nous croyons devoir reproduire en note (21), n'établit des rapports contractuels que

(21) Traité de gérance.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES
CONTRIBUTIONS INDIRECTES

TRAITÉ DE GÉRANCE D'UN DÉBIT DE TABAC

*Place du timbre
de dimension à faire
apposer dans un bu-
reau d'Enregistre-
ment avant d'écrire
sur cette formule.*

Nota. — Le présent traité de gérance doit être enregistré au bureau de la circonscription dans laquelle se trouve la résidence du Directeur ou du Sous-Directeur, qui le signe, dans les vingt jours à partir de sa date (art. 26 de la loi du 22 frimaire an VII et 78 de la loi du 15 mai 1918).

Entre les soussignés :

M. , Directeur des Contributions Indirectes
pour le Département de faisant élection de domicile,
dans ses bureaux à agissant au nom de l'Adminis-
tration qui l'y autorise, d'une part ;
et M.

et M^{me} , née
autorisée par son mari, demeurant ensemble à
rue n° d'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. — Monsieur , Directeur, cède à
M. et à M^{me} pour une période de
années du au
l'exploitation du débit de tabac, n° situé à
rue n° qui a été
accordé par décision du Ministre des Finances ou du Préfet :
1° En date du à M^{me} demeurant
à rue n° Département
2° En date du à M^{me} demeurant
à rue n° Département
3° En date du à M^{me} demeurant
à rue n° Département
4° En date du à M^{me} demeurant

Il ne paraît pas impossible que nous puissions nous trouver en présence d'un contrat de droit privé.

Le traité de gérance d'un débit a précisé avec la plus

Le reliquat soit francs, sera versé par trimestre et à terme échu les 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre de chaque année à la recette jusqu'à ce que le Ministre ou le Préfet ait statué sur les conditions d'attribution.

Les sommes dues aux titulaires doivent leur être payées à leur domicile et sans aucun prélèvement pour frais de poste ou autres ou entre les mains de tout mandataire qu'il leur plaira de désigner.

Article 3. — M. et M^{me} prennent l'engagement :

1^o De se conformer à toutes les obligations imposées aux débiteurs de tabacs par les règlements en vigueur et dont l'énumération est donnée à la suite du présent traité ainsi qu'à toutes celles qui pourraient être édictées dans l'avenir.

2^o De faire toutes les dépenses ou avances de fonds relatives à l'exploitation du débit ; ils seront responsables de toutes les fraudes, contraventions ou infractions qui auraient lieu dans le débit et devront supporter toutes les amendes qui pourraient en résulter.

3^o De donner immédiatement connaissance aux titulaires de toutes les demandes et communications de l'Administration.

4^o De réserver dans leur vitrine d'exposition sur rue, une place aux produits du Monopole qui ne devra pas être inférieure à

5^o D'informer au préalable l'administration des Contributions Indirectes au cas où ils voudraient effectuer des transformations dans leur établissement.

Article 4. — Si le Monopole de la fabrication et de la vente des tabacs venait à être supprimé ou modifié dans son essence, la résiliation du présent contrat aurait lieu de plein droit, sans que les gérants puissent prétendre à aucune indemnité et, dans ce cas, les titulaires et le Trésor n'auraient droit, eux-mêmes, qu'à une redevance proportionnelle au temps écoulé sur le trimestre en cours.

Article 5. — Monsieur Directeur, se réserve de retirer par les voies de droit la gérance du débit à M. et M^{me} dans le cas où ces derniers ne seraient pas exacts à servir la redevance convenue aux dates fixées et d'user de ce droit si un seul terme restait impayé huit jours après la date de son exigibilité. Il en sera de même si M. et M^{me} par des fraudes ou contraventions viennent à mettre l'administration dans la nécessité de prononcer leur éviction. Dans ces deux cas, outre la redevance afférente au temps écoulé sur le trimestre en cours, M. et M^{me} auraient à payer aux titulaires et au Trésor, si la gérance était interrompue, une indemnité équivalente au montant de la redevance afférente à la période d'interruption.

Article 6. — Au cas où le présent traité serait résilié pour une cause quelconque, la gérance du débit ne pourra être continuée que par une personne préalablement autorisée par M. le Directeur des Contributions Indirectes, et le successeur ne devra prendre possession du bureau qu'après que cette autorisation aura été notifiée.

Article 7. — Le bureau ne pourra être changé d'emplacement sans l'autorisation de l'Administration.

grande minutie comment se fait l'exploitation ; de plus, le gérant est soumis à la surveillance administrative de tous les instants, il doit vendre à un prix fixé. Il n'a aucune indépendance économique. Il est, en d'autres termes, dans une situation identique à celle d'un individu qui exploite un fonds de commerce pour le compte d'un tiers.

Article 8. — Au cas où le débit deviendrait vacant pour une cause quelconque, soit partiellement, soit en totalité, M. et M^{me} s'engagent à verser à la recette à partir du jour de la vacance, et pour tout le temps pendant lequel ils auront continué ou continueront l'exploitation, la redevance stipulée à l'article 2 ci-dessus au profit de celles des co-titulaires qui cesseraient d'y avoir droit, et cela, sans qu'ils puissent se prévaloir des paiements qu'ils auraient faits d'avance volontairement ; tout recours à exercer à cet égard contre les co-titulaires ou leurs héritiers étant absolument laissé à leur charge.

Article 9. — Il est expressément déclaré que les clauses de la présente convention sont les seules qui doivent être exécutées et que tout autre acte serait considéré comme nul et non avenu. Il est notamment interdit au gérant de payer et aux titulaires de recevoir une indemnité quelconque, à quelque titre que ce soit, en dehors de la part de redevance stipulée à l'article 2 et de l'indemnité prévue à l'article 5.

Article 10. — M. et M^{me} s'engagent à supporter les droits de timbre de la présente convention et à la soumettre à leurs frais à la formalité de l'enregistrement dans les vingt jours de sa date.

Fait à mil neuf cent en double expédition dont une restera déposée à la Direction des Contributions Indirectes du Département de pour servir à garantir l'exécution des stipulations qui intéressent la Régie.

Signature du Gérant,

Signature de la Gérante,

Vu et signé pour valoir autorisation de contracter donnée à M^{me} née

Signature du Directeur

Le Mari de la contractante,

Enregistré à
le F^o Case
Reçu

*Précis des principales obligations imposées aux débitants
de tabacs par les lois et règlements*

Les débitants de tabacs sont tenus de se conformer ponctuellement aux instructions de la Régie des Contributions Indirectes pour la levée des tabacs à l'entrepôt, le remboursement de leur valeur, leur manutention ou leur pesée, ainsi que pour les rapports avec les agents de l'Administration dans tous les cas où le concours des titulaires ne sera pas rigoureusement nécessaire.

De placer à l'extérieur du débit une enseigne portant « Débit de tabacs » ainsi que le numéro de série du bureau et de se conformer aux habitudes locales pour les heures d'ouverture et de fermeture du débit.

De détenir exclusivement des produits du Monopole ;

Or l'individu qui exploite le fonds de commerce d'un tiers dans de telles conditions est lié par un contrat de travail; c'est un salarié.

Nous allons donc citer des documents et des arrêts de jurisprudence qui vont appuyer singulièrement notre thèse du gérant lié à l'État par un contrat de travail.

D'avoir un magasin en stock minimum de produits dont le détail leur sera indiqué par le service de la Régie indépendamment des variétés qui pourront leur être livrées d'office en dépôt;

D'installer à leurs frais, lorsque le service des Contributions Indirectes les y invitera, une vitrine de dimension minimum présentée et tenue selon un type standard imposé, pour l'exposition des seuls produits supérieurs fabriqués par les Manufactures nationales, à l'exclusion de toutes autres marchandises;

De s'approvisionner par eux-mêmes ou par des commissionnaires accrédités à l'entrepôt qui leur sera indiqué et d'acquitter par chèque la valeur des produits, si l'administration le juge à propos;

De se faire remettre par l'entreposeur une facture extraite du registre à souche n° 64 B tenant lieu d'acquit à caution pour le transport des tabacs de l'entrepôt au débit et de s'assurer que cette facture ou le bordereau y annexé, porte exactement l'indication des qualités, espèces, poids et prix des tabacs;

De conserver les factures et les tenir à la disposition des employés de la Régie;

De ne se servir que des poids et balances dûment étalonnés et proprement tenus;

De vendre des allumettes chimiques, des timbres, timbres de retraites, timbres de quittances ou papiers dont l'Etat jugerait à propos de leur confier la vente et d'avoir constamment des approvisionnements de ces matières en rapport avec les besoins du public;

De tenir les registres de la régie que l'Administration jugerait à propos de leur confier;

De faire à toute réquisition des employés, l'ouverture de leurs boutiques, celliers, magasins et autres parties de leur demeure.

De satisfaire à toutes les charges d'emploi que l'Administration croirait devoir leur imposer dans un intérêt public, notamment en ce qui concerne l'installation de boîtes aux lettres, cabines téléphoniques, l'intérim de la recette ruraliste, etc...

De contribuer de tout leur pouvoir à la répression de la fraude en matière de tabacs, et de prêter aide et assistance aux employés dans leurs exercices, toutes les fois qu'ils en seront requis.

Il leur est expressément défendu, sous peine de sanctions encourues, de s'approvisionner chez d'autres débiteurs et de faire des remises aux établissements cafés, restaurants, brasseries, etc...

De vendre des tabacs à d'autres prix que ceux des tarifs ou de vendre du tabac de qualité inférieure comme étant d'une qualité supérieure;

De mouiller, sous quelque prétexte que ce soit, les tabacs ou de les dénaturer par des mélanges de tabacs de diverses qualités;

De falsifier les tabacs par l'addition ou le mélange de matières hétérogènes;

D'avoir chez eux aucun instrument propre à manipuler le tabac, tel que moulin, râpe, hache-tabac, tamis, etc.

D'exposer ou de détenir des objets, images, gravures, photographies, dessins, journaux illustrés, publications ayant un caractère soit licencieux, soit satirique ou injurieux à l'égard des pouvoirs publics ou des Gouvernements étrangers.

En ce qui concerne les assurances sociales, à la date du 23 août 1930, le ministre du Travail adressa aux préfets une circulaire 5, *J. Off.*, 24 août 1930. Rectificatif *J. off.*, 29 août) dans laquelle il fixait les règles qui devaient être suivies pour savoir si un individu était un salarié.

« Il résulte, dit cette circulaire, tant des travaux préparatoires que de l'ensemble de la loi et des règlements pris pour son application, que l'interprétation du terme salarié pour le jeu des assurances sociales doit être très compréhensive. L'objet de la loi est, en effet, de protéger contre les risques sociaux tous ceux qui sont économiquement faibles, c'est-à-dire tous ceux qui, vivant principalement du produit de leur travail, se trouvent placés à l'égard de celui qui les rémunère dans un rapport soit de subordination personnelle, soit de dépendance économique. En conséquence, la qualité de salarié, au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 2, doit être déterminée, non pas tant d'après la nature ou la qualification juridique du contrat qui unit l'employeur à l'ouvrier ou l'employé, que d'après la situation de fait dans laquelle se trouve l'intéressé.

Il faut et il suffit que le travailleur qui remplit les autres conditions prévues par la loi, soit, en fait, dans un rapport de subordination personnelle ou de dépendance économique à l'égard de celui qui l'emploie... Je citerai, à titre purement indicatif, comme devant être tenus pour assujettis obligatoires aux assurances sociales, quelles que soient d'ailleurs la forme et la nature du contrat... : 5° Les gérants de coopératives de consommation, de dépôts de sociétés à succursales multiples, c'est-à-dire, d'une manière générale, les personnes dont la profession consiste essentiellement à vendre des marchandises fournies par une seule entreprise commerciale ou industrielle, dans un local imposé, fourni ou agréé par ladite entreprise et qui ne peuvent effectuer cette vente qu'aux conditions et prix im-

posés par ladite entreprise et sous son contrôle, et cela, quelle que soit la qualification donnée à leur profession (gérants, dépositaires, succursales, etc...) et nonobstant toute convention contraire.

Cette situation n'est-elle pas celle du gérant vis-à-vis de l'État ?

Si nous examinons la jurisprudence, nous constatons que la Cour de Cassation, dans un arrêt du 12 avril 1923, a rejeté le pourvoi formé contre un jugement du Tribunal de Saint-Étienne ayant admis la compétence de la juridiction prud'homale pour régler un différend entre une société à succursales multiples et un de ses gérants.

La Cour a tenu compte que le jugement attaqué déclare qu'il résulte de l'acte de X... que les époux M. et C. étaient tenus envers la société susnommée par un lien de subordination ; qu'elle leur imposait des marchandises qu'ils devaient vendre et les prix auxquels elles étaient vendues ; qu'elle leur interdisait tout autre commerce ; qu'elle se réservait de les faire inspecter ; qu'elle ne pouvait mettre fin au contrat qu'après un certain délai de prévenance. Dans ces conditions, la Cour de Cassation a été d'avis que le jugement a pu décider que ce contrat, quoique qualifié mandat, était, en réalité, un louage de services.

Voilà une situation juridique qui paraît être bien celle de gérant de débit de tabac vis-à-vis de l'État.

On pourrait objecter que le gérant du débit n'a pas de salaires fixes :

Un arrêt du 8 février 1908 constate que la convention par laquelle un patron assure à un employé une *participation aux bénéfices*, n'a pas pour effet de transformer en un contrat de sociétés le louage de services, si c'est à titre de rémunération de ses services que l'employé reçoit en sus de ses appointements fixés cette quote-part, si le patron reste le seul maître de l'affaire, et si l'employé continue à se trouver vis-à-vis de lui dans un état de dépendance

incompatible avec la qualité d'associé. (Cass. Crim., 8 février 1908; *Gaz. Pal.*, 1908-1-274; S. 1908-1-304; D. 1908-1-318.)

Ces arrêts, qui s'appliquent exactement au gérant du débit de tabac, nous montrent bien que nous nous trouvons en présence d'un individu lié par un contrat de travail; en un mot, le gérant n'est qu'un salarié.

SECTION III. — Situation juridique du receveur buraliste exploitant son débit

Par contre, ici nous ne nous trouvons plus dans le même cas, le receveur buraliste *exploite le débit en vertu des droits qui lui ont été confiés par la loi*. En aucun cas, sauf motif légitime, il ne peut pas être dépossédé du débit de tabac, *car sa situation est réglementaire*.

En un mot, le receveur buraliste gérant lui-même son débit de tabac possède un statut légal, alors que le gérant n'a qu'un statut contractuel. De plus, le receveur buraliste a été nommé en vertu de titres reconnus, alors que, pour le gérant, le seul accord de volonté a suffi. En un mot, la situation de receveur buraliste gérant son débit est identique à celle d'un fonctionnaire coopérant à un service public.

Nous constatons, de plus, que la recette buraliste est le principal de l'emploi, le débit n'en est que l'accessoire; dans ces conditions, il faut appliquer au receveur buraliste gérant son débit de tabac ce que nous avons dit *supra* (pages 44 et suivantes). C'est un fonctionnaire, car il coopère à un service public.

Pour tout ce qui concerne la gestion du débit de tabac, nous renvoyons le lecteur à tout ce que nous avons dit *supra* (Section I. Organisation administrative, p. 83 et suivantes).

SECTION IV. — **Conflit entre les gérants des débits de tabacs et les receveurs buralistes**

Dans ces conditions, il peut paraître assez paradoxal de dire que des conflits surgissent entre les deux intéressés. Les gérants invoquant la propriété commerciale ont parlé de dépossession et ont réclamé la stabilité. Ils en sont venus à considérer leurs débits comme une espèce d'office analogue à ceux de l'ancien régime et pour lequel ils auraient la prétention de rétablir un droit de transmission héréditaire.

L'administration a eu le tort de prêter peut-être une oreille trop complaisante à leurs doléances qui, malheureusement, étaient appuyées par des parlementaires.

En fait, les gérants cherchent à obtenir la revente du débit de tabac considéré comme fonds de commerce ; pour appuyer leur argumentation, les gérants disent : « Nous exposons des frais pour développer la clientèle. » D'ailleurs le débit est souvent contigu à un commerce de boissons.

Admettre une pareille thèse, cela serait faire échec au droit du monopole.

M. Haguénin, alors directeur général des contributions indirectes, dans un discours prononcé le 27 janvier 1932, exposait ainsi ce conflit :

« J'ai gardé pour la fin la délicate question de la stabilité.

Je n'imiterai pas la discrétion, si sympathique pour moi, de votre président : j'en dirai quelques mots. Je pourrais m'en dispenser, puisqu'une commission l'étudie, mais je crois de l'intérêt de tous de nous rendre compte honnêtement des difficultés qu'elle présente.

« La stabilité, ce n'est pas seulement une question commerciale, c'est une question de bon sens et, je ne le nie pas, le bon sens est avec vous. Si nous regardons le débitant qui, pendant des années, est resté le collaborateur loyal

du monopole, qui a peut-être incorporé dans son fonds de commerce des capitaux importants prélevés sur ses économies, souvent avec beaucoup de gêne, il est lamentable que, du jour au lendemain, il soit chassé de son débit sans aucune compensation. (*Applaudissements.*)

« Mais n'oublions pas l'autre tableau : le buraliste médiocrement rémunéré par des remises qui n'ont pas toujours atteint le coefficient 5 pour un travail souvent difficile, pour un travail dont la masse et la peine ont augmenté de jour en jour, et qui trouve dans la vente du tabac le complément indispensable à sa vie. Et les buralistes ont actuellement le texte réglementaire pour eux. La dépossession leur apparaît comme un droit. Nous nous trouvons donc dans cette situation à la fois tragique et heureusement exceptionnelle, que deux catégories, j'ose le dire quoique ce ne soit pas entièrement vrai, de fonctionnaires ne puissent obtenir entière satisfaction que l'une au détriment de l'autre. Évidemment, il y a des solutions coûteuses qu'on peut étudier, qui donneraient aux buralistes telle ou telle compensation. Vous savez tous comme moi, combien les conditions actuelles du budget sont peu propices à des sacrifices considérables. Ces compensations idéales, par exemple une fonctionnarisation très poussée des buralistes, nous les laisserons pour demain ; nous ne nous arrêterons qu'aux réalisations d'aujourd'hui.

« Aujourd'hui, ce que nous pouvons faire, c'est d'abord prendre une solution transactionnelle, celle à laquelle je me suis attaché, la création du deuxième débit. Je crois que, dans la plupart des cas, la création du deuxième débit apporte aux deux parties un compromis acceptable.

« On peut aller plus loin ; je l'ai fait, à la demande de M. Raffi. M. Raffi, dont vous appréciez tous le courage et même l'audace, m'a dit : « Les démêlés que nous avons « avec les buralistes ne proviennent que d'une incom-
« préhension. » Ils proviennent plutôt, je le crains, d'une

compréhension trop poussée des intérêts. Et M. Raffi a ajouté : « Si nous pouvions nous expliquer franchement, nous arriverions à un accord ». J'ai alors constitué une commission ; elle siège depuis huit mois. J'ai lu dans votre journal que cette commission n'avait pas abouti à des résultats aussi rapides que vous l'espériez. Les commissions travaillent lentement, mais sûrement, et M. Chéron, qui en a beaucoup constitué ou présidé, ne me démentira pas. Je crois personnellement que les contacts que vous avez eus ont déjà dissipé un grand nombre de malentendus ; je suis certain que, dans quelques mois, la commission trouvera pour tous une solution satisfaisante.

« Je n'ai pas besoin de vous dire qu'avec une considération égale des droits et des intérêts des deux parties, le jour où il faudra, pour arriver à une solution équitable, jeter dans le débat le poids de l'autorité administrative, je n'hésiterai pas à le faire et j'en prends aujourd'hui l'engagement. » (*Vifs applaudissements.*)

En effet, l'administration a créé dans plusieurs endroits un deuxième débit de tabac ; elle a dédoublé le débit de tabac. Auparavant, elle avait essayé de concilier les intéressés, en créant une commission dite paritaire. Cette tentative a échoué. En droit, ce dédoublement nous paraît critiquable, car l'administration, en procédant ainsi, renverse les termes de l'adage bien connu :

« Le fonctionnaire doit être fait pour la fonction et non la fonction pour le fonctionnaire. »

Le dédoublement ne peut se concevoir que si réellement l'intérêt du public l'exige ; mais il est inadmissible que des emplois soient créés pour donner satisfaction à des individus.

Nous croyons d'ailleurs savoir que cette question de dédoublement des débits de tabac est pendante devant le Conseil d'État qui devra en apprécier la légalité.

CHAPITRE VII

Sanction des obligations des Receveurs buralistes

Les obligations auxquelles sont tenus les receveurs buralistes sont sanctionnées par des mesures disciplinaires ; en effet, lorsqu'il est démontré que le bon fonctionnement du service public sera compromis si l'agent reste investi de sa fonction, l'intérêt général exigera désinvestiture définitive.

C'est la révocation, la destitution, la mise en réforme, etc. « En fait, dans la pratique, a dit M. Jèze, il existe une grande variété d'expressions, plus ou moins euphémiques, pour exprimer cette idée. Cependant l'administration apporte des tempéraments aux diverses mesures disciplinaires qui peuvent être prises.

« Ainsi la mise en disponibilité d'office équivaut pour elle à une simple interruption de services ; par contre, la révocation équivaut à une désinvestiture complète. »

Nous examinerons, dans ce chapitre, comment sont sanctionnées les obligations auxquelles sont tenus les receveurs buralistes et que nous diviserons en trois sections.

Section I. — Le régime disciplinaire des fonctionnaires.

Section II. — Le régime disciplinaire des receveurs buralistes de 1^{re} classe.

Section III. — Le régime disciplinaire des receveurs buralistes de 2^e classe.

SECTION I. — Le régime disciplinaire des fonctionnaires

Le régime général est que le pouvoir de révocation, de destitution des fonctionnaires est implicitement contenu dans le pouvoir hiérarchique du chef de service.

Le chef de service a le pouvoir de révocation comme il

a celui de nomination. Ce pouvoir de révocation est discrétionnaire. Mais, dans le droit moderne, ce pouvoir discrétionnaire est l'exception. Le législateur a organisé des garanties contre les révocations arbitraires. Une procédure est prescrite pour faire apparaître clairement que la destitution n'est pas inspirée par des motifs étrangers à l'intérêt général du service public.

C'est ce qui a lieu pour les receveurs buralistes ; il existe des textes que nous étudierons *infra*.

Résumons ainsi les garanties qui leur sont données ; il y a débat contradictoire ; avis d'un conseil de discipline dans lequel le personnel envoie des représentants. Ce qu'il faut bien remarquer, c'est que le conseil de discipline ne se comporte pas comme un tribunal, il n'est qu'un simple donneur d'avis, c'est le chef de service compétent pour prononcer la nomination qui prend l'arrêté de révocation.

Bien plus, si le chef de service constate qu'une irrégularité a été commise dans l'opération de la décision de désinvestiture, il faut annuler cette opération ; cette décision, en principe, elle peut toujours être retirée par le chef de service qui a le pouvoir de révocation. On estime qu'une désinvestiture irrégulière n'a pas produit juridiquement la désinvestiture définitive de l'agent.

Mais si l'arrêté de destitution a été régulièrement pris, le Conseil d'État estime que la révocation n'est pas une désinvestiture définitive. Le chef de service, en tout temps, pourra retirer sa décision et pourra réinvestir l'agent.

Il n'est pas besoin d'un texte autorisant la réintégration. Les publicistes, en particulier M. Jèze (*Principes généraux du droit administratif*, t. II, 617), critiquent cette jurisprudence et estiment que le retrait d'une révocation régulière s'analyse en une nomination.

En dehors de l'annulation par la voie gracieuse, les intéressés peuvent toujours exercer un recours en annulation pour excès de pouvoir devant le Conseil d'État.

SECTION II. — Régime disciplinaire des receveurs buralistes de 1^{re} Classe

En ce qui concerne les receveurs buralistes de 1^{re} classe, le décret du 20 mai 1930 précise, dans son article 13, qu'ils sont soumis, en matière de discipline, aux règles édictées par les articles 43 à 49 du décret du 5 août 1929 (22).

(22) *Texte du décret du 5 août 1929.*

TITRE IV

Discipline

Art. 43. — Les mesures de discipline comportent les peines suivantes :

A) *Peines du premier degré*

- 1^o Blâme avec inscription au dossier ;
- 2^o Retenue de traitement n'excédant pas la moitié de la quotité du traitement ni la durée d'un mois.

B) *Peines du deuxième degré*

- 1^o Retenue de traitement n'excédant pas la moitié du traitement et d'une durée d'un à deux mois.
- 2^o Non inscription au tableau d'avancement au titre de l'ancienneté. Rétrogradation sur le tableau d'avancement ou radiation dudit tableau ;
- 3^o Réduction de l'ancienneté d'une durée déterminée avec application, s'il y a lieu, de l'une des sanctions prévues au paragraphe 2 ;
- 4^o Déplacement disciplinaire avec application, s'il y a lieu, de l'une des sanctions prévues aux paragraphes 2 et 3 ;
- 5^o Descente de classe avec ou sans déplacement ;
- 6^o Descente de grade ;
- 7^o Mise en disponibilité d'office ;
- 8^o Radiation d'office des cadres ;
- 9^o Révocation.

Les peines du premier degré sont prononcées par le directeur général en conseil d'administration.

Un conseil de discipline siégeant à l'administration centrale est obligatoirement appelé à donner son avis sur l'application des peines du deuxième degré.

Ces peines sont prononcées :

Par le directeur général pour les agents à sa nomination, sous réserve de l'approbation par le Ministre toutes les fois que sa décision n'est pas conforme à l'avis du conseil de discipline.

Par le Ministre, sur la proposition du directeur général pour les autres agents.

Toutefois le déplacement disciplinaire, la descente de grade, la mise en disponibilité d'office, la radiation d'office des cadres et la révocation des fonctionnaires nommés par décret sont prononcés par le Président de la République sur la proposition du Ministre des Finances.

Art. 44. — Sans intérêt.

Art. 45. — Le conseil de discipline se compose :

- Du directeur général, président ;
- Des administrateurs ;
- Du chef du bureau central ;

Le décret du 20 mai 1930 a précisé, dans son article 13, en ce qui concerne les élections au conseil de discipline, qu'elles ne pourraient porter que sur six délégués.

Du chef du personnel ;

et, pour chaque affaire, de deux agents du grade de l'inculpé désignés à l'élection par leurs collègues.

Le chef du bureau central remplit les fonctions de secrétaire.

Dans les affaires concernant un préposé en chef d'octroi, un délégué du Ministère de l'Intérieur est adjoint au conseil avec voix délibérative.

Toute délibération, pour être valable, doit être prise par cinq membres au moins. S'il y a partage de voix, la voix du président est prépondérante. En cas d'absence ou de maladie d'un ou de plusieurs membres de droit du conseil de discipline, il peut être pourvu à leur remplacement par décision du Ministre sur la proposition du directeur général.

Art. 46. — Les agents sont rangés, au point de vue de leur représentation au conseil de discipline, dans les huit catégories suivantes :

I. — Directeurs ;

II. — Sous-Directeurs et inspecteurs principaux ;

III. — Inspecteurs ;

IV. — Comptables sédentaires ;

V. — Préposés en chef d'octroi ;

VI. — Contrôleurs principaux-rédacteurs, contrôleurs principaux-receveurs et contrôleurs principaux.

VII. — Contrôleurs ;

VIII. — Agents du cadre secondaire.

Tous les deux ans, les agents de chacune de ces deux catégories élisent parmi eux dix délégués dans des formes prescrites par arrêté ministériel.

Les élus de chaque catégorie sont classés d'après le nombre des suffrages recueillis pour chacun d'eux ; en cas d'égalité du nombre de suffrages, la priorité est déterminée par l'ancienneté dans la classe ou à défaut par l'âge. Si des élections ne donnent pas de résultats ou ne donnent que des résultats incomplets, la désignation des délégués restant à élire a lieu par voie de tirage au sort.

Les deux délégués inscrits en tête de la liste ainsi établie sont appelés à siéger au conseil de discipline pour les affaires concernant les agents de leur catégorie. En cas d'empêchement ou de récusation, ils sont suppléés par les autres délégués de la même catégorie dans l'ordre de leur inscription sur la liste.

Tout agent traduit devant le conseil de discipline, a le droit de récuser un des délégués.

Les délégués sont élus pour deux ans ; leur mandat est renouvelable ; ils le perdent lorsqu'ils cessent d'appartenir à la catégorie qui les a élus.

Si, au cours des deux années pour lesquelles ils sont élus, les délégués du personnel, soit par suite de démission acceptée par l'administration, soit par suite de cessation de fonctions ou de changements de grade, viennent à faire défaut dans l'une quelconque des catégories auxquelles ils appartenaient au moment de leur élection, il est procédé à des élections complémentaires dans les formes prévues ci-dessus. Le mandat des délégués de la liste complémentaire expire en même temps que celui des délégués des élections générales.

L'administration peut toujours refuser la démission des délégués ; dans ce cas, lorsque ceux-ci, régulièrement convoqués dans l'ordre de la liste, refusent de siéger ou ne se présentent pas, le conseil de discipline peut valablement délibérer, sous réserve de l'observation des dispositions du dernier paragraphe de l'article 45 du présent décret.

Et sont seuls éligibles, les agents en fonction dans les départements de la Seine et Seine-et-Oise.

Les délégués des trois dernières catégories ne peuvent être élus que parmi les agents résidant dans les départements de la Seine, de Seine-et-Oise et les départements limitrophes.

Art. 47. — Avant que le conseil d'administration ou le conseil de discipline soit appelé à donner son avis sur l'application des peines prévues à l'article 43, l'agent intéressé est informé des griefs articulés contre lui et reçoit communication de toutes les pièces relatives à l'inculpation. Communication lui est en même temps donnée, à titre personnel et confidentiel, des notes signalétiques et autres documents composant son dossier individuel. Il lui est accordé, à dater de cette communication, un délai de dix jours francs, pour présenter sa défense sous forme de mémoire écrit. Ce mémoire est transmis par le chef de service et avec son avis, au directeur général, pour être communiqué au conseil d'administration ou au conseil de discipline; l'avis du chef de service doit avoir été communiqué préalablement à l'inculpé, qui en accuse réception dans les trois jours.

Si l'agent ne répond pas dans les délais fixés par le présent article, ou si, ayant quitté son poste sans autorisation, il n'est pas atteint par les communications susindiquées, le conseil compétent peut passer outre.

L'agent est admis sur sa demande, ou invité, si le conseil de discipline le juge utile, à comparaître devant le conseil aux fins d'explications verbales.

L'inculpé a également le droit de se faire assister ou représenter devant le conseil de discipline soit par un collègue de la même catégorie que lui, ne faisant pas partie des délégués élus du personnel et relevant d'une direction métropolitaine, soit par un avocat régulièrement inscrit à un barreau, chargé de présenter verbalement sa défense. Dans le délai de dix jours francs fixé pour la production du mémoire, il doit faire connaître par écrit et par la voie hiérarchique au directeur général s'il désire user de ce droit et indiquer, le cas échéant, les noms et qualités du défenseur qu'il a choisi.

Le dossier de l'affaire est, dans les cinq jours ouvrables qui précèdent la séance, tenu à, la direction générale, à la disposition du défenseur de l'inculpé, ainsi que des membres du conseil (membres de droit et membres élus). Le défenseur a la faculté de lever copie des documents composant ce dossier. Il peut également être admis à prendre connaissance, dans les mêmes conditions, du dossier individuel de l'intéressé, sur la production d'une autorisation écrite de ce dernier.

Si, régulièrement convoqué, l'agent ne comparaît pas à la date fixée et ne se fait pas représenter par un défenseur, le conseil peut passer outre et délibérer valablement.

Il est statué hors de la présence de l'inculpé et de son défenseur.

Les préposés en chef d'octroi ne reçoivent communication des pièces relatives à l'inculpation qu'après que le maire de la commune, le sous-préfet éventuellement, et le préfet ont été mis à même connaissance en vue d'y joindre, le cas échéant, leurs observations.

Art. 48. — Les agents condamnés à une peine infamante pourront être rayés des cadres par l'autorité compétente sans qu'il y ait lieu de recourir à la procédure prévue par le présent décret.

Art. 49. — Tout agent accusé d'avoir commis une faute d'une gravité exceptionnelle peut être suspendu de ses fonctions, ce qui entraîne la privation de son traitement. Cette mesure peut être prise par les directeurs, sous-directeurs ou inspecteurs principaux, sauf à la faire ratifier par le directeur général. Elle n'a qu'un caractère provisoire et ne prive pas l'agent du droit de défense qui lui est assuré par les articles précédents. L'affaire doit être déférée au conseil

De plus, il a été précisé, par ce même article, que le receveur ruraliste qui n'a pas rejoint, dans le délai de

de discipline dans le délai de trois mois à dater de la suspension. Toutefois, lorsque l'instruction de l'affaire l'exige, ce délai peut être prorogé par le directeur général.

Dans le cas où un agent se trouve sous le coup de poursuites judiciaires, le délai de trois mois ne commence à courir que le lendemain du jour où la décision de justice (non-lieu, acquittement ou condamnation) est devenue définitive. Il cesse encore de courir lorsque l'instruction de l'affaire est suspendue parce que l'intéressé est reconnu, par un médecin assermenté, dans l'incapacité, pour raisons de santé, de répondre aux griefs articulés contre lui.

A partir du troisième mois, à dater de la suspension, l'agent suspendu a droit à son traitement, hors le cas de manquement à l'honneur ou à la probité.

Si l'intérêt du service l'exige, l'agent suspendu peut être remplacé dans son emploi.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux préposés en chef d'octroi.

Les élections des délégués au conseil de discipline ont lieu dans les formes et conditions prévues à l'arrêté ministériel du 5 août 1927.

Voici le texte de l'arrêté du 5 août 1927 :

Art. 1. — Tous les deux ans, à une date fixée par le directeur général et portée, au moins quinze jours à l'avance, à la connaissance du personnel, les agents de chacune des catégories prévues à l'article 46 du décret du 5 août 1929 élitent parmi eux dix délégués.

Art. 2. — Ne sont ni électeurs, ni éligibles les agents placés en service détaché dans la position de disponibilité, hors cadres ou suspendus de leurs fonctions.

Les agents promus à un grade supérieur qui les place dans une catégorie différente, mais non encore installés à la date des élections, prennent part au vote dans leur ancienne catégorie.

Sont éligibles, dans chaque catégorie, les candidats en activité de service au jour fixé pour les élections.

Art. 3. — Le vote a lieu par correspondance. Chaque électeur insère son bulletin de vote dans une enveloppe qui ne doit porter d'autre mention extérieure que l'indication de la catégorie à laquelle appartient le votant. Il place cette enveloppe, préalablement cachetée, dans un second pli portant la mention : « Elections au conseil de discipline », et sur lequel il inscrit son nom, son grade, sa résidence et appose sa signature.

Le jour fixé pour l'élection, les agents demeurant à la même résidence que leur chef de service immédiat remettent à celui-ci leurs plis d'énnet cachetés en émargeant un bordereau, ce chef de service les remet avec le bordereau au directeur ou lui envoie le tout sous une même enveloppe recommandée ; les agents isolés adressent directement leurs plis au directeur sous enveloppe également recommandée.

Le directeur transmet à la direction générale, par pli collectif recommandé, les plis afférents aux cinq premières catégories prévues à l'article 46 du décret susvisé ; il conserve les plis afférents aux trois autres catégories pour les dépouiller comme il est dit à l'article ci-après :

Art. 4. — Le surlendemain du jour fixé pour l'élection, le directeur assisté d'employés de ses bureaux, et procédant par catégorie, émarge sur la liste des électeurs les noms des votants, puis il ouvre les plis cachetés en mettant dans une urne les enveloppes qu'ils contiennent et enfin procède au dépouillement des bulletins.

deux mois, la nouvelle recette qui lui aura été affectée, sera mis d'office en disponibilité.

Tout ceci ne paraît pas présenter de difficultés parti-

Sont considérés comme non valables les plis ne portant pas extérieurement le nom et la signature du votant, ainsi que ceux pour lesquels ces mentions seraient illisibles ; si plusieurs plis parviennent sous le nom d'un même agent, ils sont également annulés. Tous les plis non valables sont annexés au procès-verbal sans avoir été ouverts.

Si les plis ne contiennent pas l'enveloppe destinée à renfermer les bulletins de vote, s'ils en contiennent plus d'une ou si cette enveloppe porte une indication autre que celle de la catégorie à laquelle appartient le votant, les plis en question ne sont pas valables et les enveloppes intérieures, s'il en existe, ne sont pas ouvertes. Ces enveloppes sont annexées au procès-verbal et transmises à l'administration.

Les bulletins qui portent plus ou moins de noms qu'il n'y a de délégués à élire sont valables, mais les dix premiers noms sont seuls comptés.

Les noms des agents non éligibles dans la catégorie à laquelle appartient le votant et les noms écrits illisiblement ne sont pas comptés. Les bulletins sont valables pour le surplus.

Les bulletins blancs ou illisibles, ceux qui ne contiennent pas une désignation suffisante ou sur lesquels les votants se sont fait faire connaître, les bulletins multiples différents insérés dans une même enveloppe n'entrent pas en compte dans le résultat du dépouillement. Les bulletins aux mêmes noms sont comptés pour une voix.

Les plis qui parviennent au directeur après la clôture de l'opération de dépouillement sont renvoyés au votant avec indication de la date et de l'heure de la réception.

La liste d'émargement, le résultat du dépouillement et le procès-verbal de l'opération sont transmis à l'administration.

Art. 5. — Lorsque les résultats de tous les départements sont parvenus à la direction générale, il est procédé à leur dépouillement en conseil d'administration.

Le dépouillement des bulletins afférents aux cinq premières catégories prévues à l'article 46 du décret précité est également effectué en conseil d'administration suivant les règles posées à l'article précédent.

Art. 6. — Les élections ont lieu à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Si un second tour de scrutin total ou partiel est nécessaire, il y est procédé dans les mêmes formes quinze jours après la proclamation des résultats du premier tour. Dans ce cas, la majorité relative suffit.

Art. 7. — Au cas, où, pour former ou compléter les listes des délégués, il y aurait lieu de procéder à un tirage au sort, conformément à l'article 46 du décret précité, cette opération serait effectuée en conseil d'administration.

Art. 8. — Les listes des délégués élus sont portées à la connaissance du personnel.

Art. 9. — Tout électeur peut contester la validité des opérations concernant l'élection des délégués de la catégorie à laquelle il appartient.

Les réclamations doivent, sous peine de nullité, être transmises au directeur général, sous pli recommandé, dans les huit jours qui suivent la notification de l'élection contestée.

Le Ministre statue, sauf recours au Conseil d'Etat.

Les délégués proclamés exercent leur mandat jusqu'à ce que les réclamations aient été définitivement jugées.

culières. Une lettre autographe n° 1184 a, d'ailleurs, insisté sur les points suivants :

Formation des rapports d'enquête. — Les griefs articulés contre un agent doivent être portés à sa connaissance au moyen d'un rapport 66. Ainsi que l'administration l'a fait connaître, par lettre autographiée n° 536 du 1^{er} février 1911, ce rapport constitue l'unique base de l'inculpation ; les faits y énoncés sont les seuls dont le conseil d'administration aura à faire état. Ce document doit, dès lors, être rédigé avec attention, en termes précis et réfléchis ; il importe que les faits constitutifs de la prévention y soient présentés dans leur enchaînement logique, clairement, sobrement et avec une entière impartialité.

L'enquêteur doit s'abstenir d'y insérer soit des commentaires, soit des articulations vagues reposant sur de simples on-dit.

Toutes les pièces relatives à l'inculpation devant être communiquées à l'agent en cause, l'enquêteur ne devra pas omettre à l'avenir d'énumérer à la suite des griefs auxquels cet agent aura à répondre, les documents joints au rapport 66, de manière qu'il soit bien établi que l'intéressé a été en mesure d'en prendre connaissance.

Communication du dossier individuel. — D'après l'article 4 du décret du 5 août 1929, l'agent doit être mis à même de prendre communication de son dossier individuel, par application des dispositions de l'article 65 de la loi du 22 avril 1905.

En conséquence, lorsqu'il y aura lieu à la formation d'un rapport d'enquête et avant que l'agent incriminé soit appelé à y répondre, le dossier individuel de cet agent sera demandé d'urgence à la direction générale sous le timbre du premier bureau du personnel.

Dès réception, on communiquera à l'agent toutes les pièces relatives à l'inculpation, et, en même temps, les notes signalétiques et autres documents composant son

dossier individuel. La communication sera effectuée dans les bureaux de la direction et de la sous-direction, en présence du directeur ou du sous-directeur. Si le dossier départemental contenait des pièces dont il n'y aurait pas trace au dossier de l'administration, ces pièces devraient être versées à ce dernier dossier et communiquées à l'intéressé.

L'agent établira ensuite une note ainsi conçue :

« Je soussigné (nom, prénoms, grade et résidence) déclare avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant à mon dossier individuel.

« Date et signature. »

Si l'agent ne désire pas avoir connaissance de son dossier, il doit faire connaître également par écrit, qu'il y renonce volontairement.

Il résulte de la jurisprudence du Conseil d'État, que la communication du dossier ne confère pas le droit d'en prendre copie.

Délai accordé aux agents pour présenter leur défense.

A partir du moment où l'agent a eu communication du rapport d'enquête et de son dossier individuel, il lui est accordé un délai de dix jours francs pour présenter sa défense.

Lorsque l'agent renonce au bénéfice du délai sus-indiqué, il doit le mentionner par écrit à la suite de sa défense, en spécifiant que c'est volontairement qu'il n'a pas utilisé la totalité dudit délai.

Au cas où les justifications présentées par l'agent inculpé seraient de nature à motiver, de la part de l'enquêteur, des observations nouvelles, celles-ci devraient être transcrites par lui à la suite de son rapport qui ferait, dans ce cas, l'objet d'une seconde communication pour que, dans le même délai de dix jours, l'intéressé puisse répondre en dernière analyse.

Avis du chef de service. — Aux termes de l'article 47 du décret du 5 août 1929, l'avis du chef de service qui doit accompagner le rapport 66 lors de sa transmission à la direction générale, doit avoir été préalablement communiqué à l'inculpé.

Pour l'exécution de cette disposition, on se conformera aux prescriptions suivantes :

D'une manière générale, l'avis en question doit se référer uniquement aux faits relatés par l'enquête et relatés au rapport 66. Cet avis est formulé sous forme de lettre transmissive du rapport et des pièces y annexées, laquelle peut comporter un résumé succinct des faits et une appréciation brièvement exprimée quant à la gravité de la faute commise.

Le chef de service doit conclure soit à l'acquiescement pur et simple, soit à l'application d'une des peines prévues à l'article 43 du décret du 5 août 1929. Cette peine doit être précisée dans les termes mêmes qui figurent au décret, sans aucune addition tendant à en aggraver ou en atténuer la portée. On devra, par exemple, éviter d'employer l'expression : « changement de résidence » au lieu de « déplacement disciplinaire » et spécifier, en cas de mise en disponibilité, que l'on propose « la mise en disponibilité d'office ».

Avant son envoi à l'administration, cette lettre transmissive sera communiquée à l'inculpé qui y portera une mention datée et signée de sa main, attestant qu'il en a pris connaissance, et qui devra la renvoyer dans les trois jours de sa réception.

Comme dans certains départements, le directeur administrateur, avec le concours des sous-directeurs, des inspecteurs principaux sédentaires et des inspecteurs principaux des services spéciaux, il a paru rationnel qu'il s'éclaire de leur avis. Il a, dès lors, été prescrit que ces employés supérieurs, en transmettant les rapports relatifs aux affaires ayant pris naissance dans leurs circonscriptions, fassent

connaître leur appréciation sur la suite qu'elles comportent. On continuera à procéder de la même manière. Les lettres d'envoi des sous-directeurs ou inspecteur principal devront, dans ce cas, être jointes à celle du directeur et communiquées en même temps aux agents qu'elles concernent avant d'être adressées à la Direction générale. Les agents attesteront, de la même manière que pour celle du directeur, en avoir eu communication.

Enfin, l'administration rappelle que, dans le cas où ayant reçu un rapport en regard duquel l'agent incriminé aurait consigné des allégations que l'enquêteur aurait laissé passer sans réplique, le directeur ou le chef divisionnaire jugerait que ces allégations contiennent des inexactitudes dont le conseil d'administration ou le conseil de discipline ne seraient pas à même de se rendre compte et sur lesquelles il importe qu'ils soient édifiés, il devrait faire consigner, à cet égard, par l'enquêteur, des observations à la suite du rapport, lequel serait alors communiqué de nouveau à l'intéressé. Il pourrait encore, s'il le jugeait préférable, faire établir un second rapport par un enquêteur d'un ordre plus élevé ou du moins plus ancien en grade. C'est à ce dernier moyen qu'il y aurait lieu de recourir si, dans sa réponse, l'agent avait cru devoir mettre en cause la personne du premier enquêteur.

Droit d'assistance ou de représentation devant le Conseil de discipline. — Pour le cas où il serait déféré devant le Conseil de discipline, l'agent aura à faire connaître, dans le délai de dix jours francs qui lui est accordé pour répondre au rapport 66, s'il désire user du droit que lui confère l'article 47 du décret du 5 août 1929 de se faire assister ou représenter devant ce Conseil soit par un collègue de la même catégorie que lui, ne faisant pas partie des délégués élus du personnel et appartenant à une direction métropolitaine, soit par un avocat régulièrement inscrit

à un barreau, et, dans l'affirmative, indiquer les nom et qualités du défenseur qu'il aura choisi.

Cette déclaration sera envoyée à l'administration en même temps que le dossier de l'affaire.

Les instructions qui précèdent sont applicables à tous les agents compris à l'article 46 du décret du 5 août 1929, ainsi qu'aux receveurs ruralistes de 1^{re} classe visés par l'article 13 du décret du 28 octobre 1925.

Enfin, pour les agents suspendus de leurs fonctions, par application de l'article 49 du décret du 5 août 1929, l'affaire doit être déferée au Conseil de discipline dans le délai de trois mois à dater de la suspension ; le dossier disciplinaire doit, dès lors, être constitué et envoyé en temps utile à l'administration ; vous voudrez bien veiller personnellement à ce que cette prescription soit toujours observée.

SECTION III. — Régime disciplinaire des receveurs ruralistes de 2^e Classe

Les receveurs ruralistes de 2^e classe et ceux qui ne sont pas fonctionnaires sont régis, au point de vue disciplinaire, par l'arrêté ministériel du 31 juillet 1913, modifié par l'arrêté du 4 mars 1927. Ce régime disciplinaire ne paraît pas soulever de difficultés.

Il suffira de reproduire le texte de l'arrêté du 31 juillet 1913 (23).

(23) ARRÊTÉ 31 JUILLET 1913.

Article premier

Les mesures de discipline à l'égard des Receveurs ruralistes comportent les peines suivantes :

A) Peines du 1^{er} degré.

1^o Blâme.

2^o Retenues sur remises ou amendes dans la limite de 50 fr.

B) Peines du 2^e degré.

1^o Retenues sur remises ou amendes au-dessus de 50 fr.

2^o Radiation du tableau d'avancement.

3° Déplacement disciplinaire à équivalence des produits bruts ou avec amoindrissement de situation.

4° Mise en disponibilité d'office.

5° Remplacement.

6° Révocation.

Les peines du 1^{er} degré sont prononcées par les Directeurs départementaux des Contributions Indirectes.

Un Conseil de discipline siégeant à l'Administration des Contributions Indirectes est obligatoirement appelé à donner son avis sur l'application des peines du 2^e degré. Ces peines sont prononcées par le Ministère, sur la proposition du Directeur Général.

Les receveurs buralistes condamnés à l'emprisonnement sans sursis, ou à une peine infamante, pourront être révoqués par le Ministre, sans qu'il y ait lieu de recourir à la procédure prévue par le présent arrêt.

Article 2

Le Conseil de discipline se compose :

Du Directeur Général, président.

Des Administrateurs.

Du Chef du Bureau central.

Du Chef du personnel des débits de tabacs et des receveurs buralistes.

Et de deux receveurs buralistes désignés comme il sera dit à l'article 3.

Le Chef du Bureau central remplit les fonctions de secrétaire.

Toute délibération, pour être valable, doit être prise par cinq membres au moins. S'il y a partage de voix, la voix du Président est prépondérante.

En cas d'absence ou de maladie d'un ou de plusieurs membres de droit du Conseil de discipline, il peut être pourvu, si le Président du Conseil le juge nécessaire, à leur remplacement par décision du Ministre, sur la proposition du Directeur Général.

Article 3

Chaque année, sur la proposition du Directeur Général, le Ministre désigne six receveurs buralistes choisis parmi ceux résidant dans les départements de la Seine ou de Seine-et-Oise.

Les deux délégués inscrits en tête de la liste ainsi établie sont appelés à siéger au Conseil ; en cas d'empêchement, de récusation ou de changement de poste en dehors de la Seine ou de Seine-et-Oise, ils sont suppléés par les autres délégués dans l'ordre de leur inscription sur la liste.

Tout receveur buraliste traduit devant le Conseil de discipline a le droit de récuser un des délégués.

Les délégués sont choisis pour un an, leur mandat est renouvelable.

Article 4

Modifié ainsi qu'il suit par l'arrêté du 4 mars 1927.

Article 4. — Préalablement à toute mesure de la compétence des directeurs départementaux, ou avant que le conseil de discipline ne soit appelé à donner son avis sur l'application des peines dont il a à connaître, le receveur buraliste intéressé est informé des griefs articulés contre lui et reçoit communication de toutes les pièces relatives à l'inculpation. Il lui est donné, en outre, connaissance de l'appréciation générale de ses chefs sur sa manière de servir, telle qu'elle est formulée à l'état collectif.

A dater de cette communication, un délai de cinq jours francs lui est accordé pour présenter sa défense sous forme de mémoire écrit.

Il est statué, au vu de ce mémoire, en ce qui concerne les peines du 1^{er} degré, par le directeur départemental sous le contrôle de la direction générale.

Pour les peines du second degré, le mémoire est transmis par le chef de service, et, avec son avis, au directeur général, pour être communiqué au conseil de discipline ; l'avis du chef de service doit avoir été communiqué préalablement à l'inculpé.

Si le receveur ruraliste ne répond pas dans le délai fixé par le présent article, ou si, ayant quitté son poste sans autorisation, il n'est pas atteint par la communication sus-indiquée, le directeur départemental et le conseil peuvent passer outre à la production du mémoire.

Le receveur ruraliste est admis sur sa demande ou invité, si le conseil de discipline le juge utile, à comparaître devant ce conseil aux fins d'explications verbales.

L'inculpé a également le droit de se faire assister ou représenter devant le conseil de discipline, soit par un collègue de la même classe que lui et ne faisant pas partie des délégués élus du personnel, soit par un avocat régulièrement inscrit au barreau, chargé de présenter verbalement sa défense. Dans le délai de cinq jours francs fixé pour la production du mémoire, il doit faire connaître par écrit et par la voie hiérarchique, au directeur général, s'il désire user de ce droit et indiquer, le cas échéant, les nom et qualité du défenseur qu'il a choisi.

Le dossier de l'affaire est, dans les cinq jours ouvrables qui précèdent la séance, tenu, à la direction générale, à la disposition du défenseur de l'inculpé, ainsi que des membres du Conseil. Le défenseur a la faculté de lever copie des documents composant ce dossier. Il peut également être admis à prendre connaissance, dans les mêmes conditions, de l'appréciation générale des supérieurs hiérarchiques de l'inculpé sur la manière de servir de cet agent.

Si, régulièrement convoqué, l'agent ne comparaît pas à la date fixée et ne se fait pas représenter par un défenseur, le conseil peut passer outre et délibérer valablement.

Il est statué hors de la présence de l'inculpé et de son défenseur.

Article 5

En cas de faute grave relevée à la charge d'un receveur ruraliste, le Directeur, les Sous-Directeurs et les Inspecteurs des Contributions Indirectes peuvent, à charge d'en référer immédiatement à l'Administration, par la voie hiérarchique, lui interdire l'exercice de ses fonctions et suspendre le paiement de ses remises. Ces mesures n'ont qu'un caractère provisoire et ne privent pas l'agent du droit de défense qui lui est assuré par les articles précédents.

L'affaire doit alors être déferée au Conseil de discipline dans le délai de deux mois à dater de la suspension.

Au cas où un receveur ruraliste serait l'objet d'une détention préventive, ce délai ne commencerait à courir que du jour de sa mise en liberté.

Article 6

Lorsque l'intérêt du service l'exige, il peut être procédé au changement de la résidence assignée à un titulaire dans la même classe, ou dans la même catégorie, et avec équivalence de produits bruts.

Toutefois l'intéressé devra au préalable et bien que la mesure ne revête pas un caractère disciplinaire, avoir connaissance de l'appréciation générale de ses chefs sur sa manière de servir et des documents ou pièces servant de base à la mesure.

Le changement de résidence dans l'intérêt du service est prononcée par le Ministre après avis du Conseil d'administration ; il donnera lieu à l'allocation d'une indemnité dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 25 juillet 1912 relatif aux déplacements des agents des contributions indirectes, les receveurs ruralistes étant assimilés aux agents classés dans la 3^e catégorie (article 1^{er} dudit arrêté).

TITRE V

Sortie de service des Receveurs buralistes

Dans une première section, nous étudierons comment la sortie de service peut s'opérer.

Dans une deuxième section, la pension des receveurs buralistes de 1^{re} classe.

Dans une troisième section, la pension des receveurs buralistes de 2^e classe.

SECTION I. — Comment la sortie de service s'opère-t-elle ?

La sortie de service d'un receveur buraliste peut avoir lieu de plusieurs façons.

Tout d'abord, cette sortie de service peut être indépendante de sa volonté, il peut être privé de son emploi par suite de son décès. Certaines mesures disciplinaires peuvent conduire aussi à ce résultat, par exemple, la révocation, la mise en disponibilité d'office. Nous avons étudié l'effet de ces mesures (page 114), nous y renvoyons donc le lecteur. Nous nous bornerons à faire remarquer que toutes les mesures disciplinaires ne conduisent pas nécessairement à cette situation.

La sortie de service peut être provoquée par une manifestation de volonté du receveur buraliste. Il peut donner purement et simplement sa démission, se faire mettre en congé, enfin, solliciter sa retraite, etc.... Il faut remarquer que souvent ces expressions masquent une mesure disciplinaire. Il faut rechercher la nature exacte de la décision

intervenue en étudiant les motifs ; on ne s'attachera donc pas à cette terminologie défectueuse.

Enfin, pour être complet, signalons la démission conditionnelle demandée en vertu de la loi du 30 janvier 1923. Il y a là une situation juridique spéciale créée par la loi sur les emplois réservés ; nous avons dit (*supra*, v. page 66) ce que nous pensions de cette situation, qui, à notre avis, n'est qu'un avancement. Il ne nous paraît pas possible de la classer dans une véritable sortie de service, puisque l'agent démissionnaire est automatiquement maintenu jusqu'à sa nomination dans le nouvel emploi sollicité.

La sortie de service ne devient définitive que lorsqu'elle a été approuvée par l'administration. Dès que cette démission devient définitive, l'agent devient étranger au service public. Juridiquement, l'agent qui désirerait rentrer au service public devrait remplir toutes les conditions exigées des candidats à l'emploi demandé. Quand il y a démission définitive, la réintégration est juridiquement impossible. Par contre, la suspension n'opère pas sortie du service public, mais l'exercice de la fonction lui est enlevé pour un certain laps de temps.

SECTION II. — Pensions des receveurs ruralistes de 1^{re} Classe (24)

I. — *Age de la mise à la retraite*

I. — Tout d'abord, il y a lieu de se demander à partir de quel âge les receveurs ruralistes peuvent solliciter leur mise à la retraite.

(24) *Pensions.* — Pensions des receveurs ruralistes retraités avant le 17 avril 1924. (Loi 16 mars 1928.) (Let. n° 12259, 19 déc. 1928.) (Note n° 1134, 25 fév. 1929.) (Loi 30 mars 1929.) (Let. 13 juin 1929.) Retenues rétroactives. Versement (Circ. n° 206-22, janv. 1926). — Validation des services de R. B. 1^{re} classe (Note n° 1012- 21 sept. 1927 (Note 17 déc. 1927). — Limite d'âge (Circ. 17 oct. 1929.)

L'article 1^{er} du décret du 21 décembre 1928 a stipulé que la limite d'âge normale (soixante-trois ans) et les limites exceptionnelles afférentes à certains services (tableaux annexes A et B) sont fixées :

D'une part, sous réserve de l'application des dispositions législatives de même ordre et de l'observation de l'article 3 de la loi du 30 juin 1923, de l'article 79, dernier paragraphe de la loi du 14 avril 1924 et de l'article 115 de la loi de finances du 29 avril 1926.

D'autre part, sans préjudice des droits qui appartiennent aux ministres en matière de mise à la retraite des fonctionnaires ayant acquis des droits à pension.

Il résulte de ces dispositions :

a) Que les limites d'âge antérieurement établies par voie de dispositions législatives (notamment pour les magistrats) demeurent en vigueur ;

b) Que les fonctionnaires des services de la catégorie A qui, au moment où ils atteignent leur soixantième année, sont pères d'au moins trois enfants vivants, conservent le droit de demeurer en fonction jusqu'à soixante-dix ans, s'ils le désirent, mais ils ne sont nullement fondés à prétendre y demeurer jusqu'à soixante-trois ans ;

c) Les fonctionnaires qui, dégagés de toute obligation militaire, ont contracté un engagement pour la durée de la guerre dans une armée combattante, peuvent prolonger leur service au delà de soixante ans (mais non de soixante-trois ans) d'un temps égal à celui de leur démobilisation.

Ces exceptions faites, les fonctionnaires et employés civils des services de la catégorie A conservent évidemment, sous réserve d'un préavis de six mois, le droit de se faire admettre à la retraite dès qu'ils réunissent les conditions requises par l'article 8 de la loi du 14 avril 1924, mais les chefs d'administration, de leur côté, ont, en contrepartie, le droit d'admettre d'office à la retraite les mêmes fonctionnaires et employés lorsqu'ils réunissent lesdites

conditions (même s'ils ont été maintenus sous le régime de la Caisse Nationale des Retraites pour la vieillesse).

Le droit des ministres s'étend aux fonctionnaires entrés dans les cadres après l'âge de trente ans et qui ne peuvent prétendre à la pension d'ancienneté prévue à l'article 8 susvisé. Ceux-ci sont également retraits d'office dès qu'ils ont atteint leur soixantième année.

Ainsi se trouve nettement définie la limite d'âge ; il ne faut pas la considérer comme une limite que, sauf demande expresse de sa part, formulée en sens contraire, un fonctionnaire atteindra obligatoirement avant d'être admis à pension d'ancienneté, mais un terme au delà duquel son admission à la retraite (sauf dans les cas de prolongation de carrière visant les pères de famille et les anciens combattants) ne doit pas, en principe, être différée, ni son maintien en fonctions toléré, sinon durant les quelques semaines nécessaires pour permettre que lui soit remis son livret de pension.

En d'autres termes, les limites d'âge nouvelles constituent un « maximum » dont seules les administrations ont le droit de disposer et qu'elles ne peuvent exceptionnellement laisser dépasser sans mettre en jeu la procédure déterminée à l'article 3 du règlement du 21 décembre 1928.

Rappelons que cet article prévoit la possibilité du maintien en activité, au delà de la limite d'âge, à titre exceptionnel et en raison des nécessités de service, pour une durée d'un an, par décret délibéré en conseil des ministres et publié au *Journal officiel*.

Le maintien en fonctions, renouvelable dans la même forme, ne pourra excéder cinq ans ni porter au delà de soixante-douze ans la prolongation de l'activité.

L'application de ce dernier principe a soulevé quelques difficultés et suscité les réclamations de nombreux agents admis à la retraite au cours de l'exercice 1929.

En effet, la mise en œuvre du décret du 21 décembre

1928 n'a pu être faite immédiatement dans les diverses administrations qui avaient dans leurs cadres des agents ayant atteint ou dépassé la limite d'âge.

En raison des difficultés de remplacement ou de nominations, ces agents n'ont pu être automatiquement admis à la retraite, et ont ainsi continué à exercer leurs fonctions au delà de la date à laquelle ils auraient dû obligatoirement être retraités.

L'administration des finances, saisie en leur faveur de propositions de pensions, dans lesquelles ils avait été tenu compte des services accomplis postérieurement à la limite d'âge, avait tout d'abord rejeté ces propositions en vue de faire coïncider la date de cessation des services admissibles dans la liquidation avec la date de la limite d'âge.

Cette interprétation littérale des textes a soulevé les protestations des intéressés qui n'étaient nullement fautifs en la circonstance. Par une note circulaire du 23 décembre 1929, le ministère des Finances a invité les administrations à prendre toutes les mesures nécessaires, à partir du 1^{er} janvier 1930, pour que les dossiers de liquidation soient rigoureusement établis d'après les prescriptions réglementaires.

Mais l'administration entendait soutenir que le principe demeurerait établi, à savoir que, la limite d'âge étant par définition même impérative, les services accomplis par les fonctionnaires des services de la catégorie A, postérieurement à la date à laquelle ils ont atteint la limite d'âge, ne sauraient être valables pour la retraite. Un arrêt du Conseil d'État du 13 janvier 1932 a infirmé cette thèse et admis que les années accomplies jusqu'à la cessation de service doivent être décomptées dans la retraite. Voir la note (25) pour le texte de cet arrêt.

(25) *Conseil d'Etat. Arrêt du 13 janvier 1932.*

« Considérant que la pension du sieur ..., admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1^{er} août 1930, a été liquidée en arrêtant ses services au 31 décembre 1929, motif pris de ce que, né le 21 octobre 1865, il avait déjà

Il demeure bien entendu que ce principe ne peut être opposé aux agents régulièrement maintenus en fonctions soit par suite de leur qualité de père de famille ou d'ancien combattant, soit dans les conditions réglementaires spécifiées à l'article 3 du décret du 21 décembre 1928.

II. — *Emoluments soumis à la retenue*

Un décret du 16 juin 1927 a fixé les émoluments qui doivent être soumis à la retenue pour le service des pensions civiles. Aux termes de ce décret, les retenues doivent porter sur la totalité des remises sur timbre et, le cas échéant, sur l'indemnité complémentaire prévue au deuxième paragraphe de l'article 10 du décret du 28 octobre 1925 (actuellement 10 du décret du 20 mai 1930).

Cette indemnité complémentaire est celle qui est prévue pour faire bénéficier l'agent d'un traitement minimum.

Toute une série de textes ont fixé les modalités des retenues à percevoir sur les émoluments des receveurs buralistes de 1^{re} classe qui ont demandé à bénéficier de la fonctionnarisation en 1925. Nous ne mentionnons ces textes que pour mémoire, la question n'ayant plus qu'un intérêt historique.

L'administration n'admet pas la validation des services accomplis en qualité de receveur buraliste de 2^e classe. Signalons que M. Dorman vient de déposer une proposition de loi pour remédier à cette injustice flagrante (26).

été atteint par la limite d'âge fixée par le décret du 21 décembre 1928, et qu'il lui a été fait application des dispositions bienveillantes de la circulaire du ministre des Finances en date du 23 décembre 1929 ;

« Considérant que s'il appartenait à l'Administration d'assurer l'application stricte des dispositions du décret susvisé du 21 décembre 1928, le maintien en service des fonctionnaires, postérieurement à la date résultant de la limite d'âge ainsi fixée, ne saurait avoir pour effet de porter atteinte aux droits de ceux-ci d'obtenir une liquidation de leur pension basée sur la totalité de leurs services, jusqu'à la date de leur admission à la retraite... »

(26) *Validation des services accomplis en qualité de receveur buraliste de 2^e classe par les receveurs buralistes fonctionnaires.*

Texte de Proposition de loi présentée par M. Maurice Dormann, député, n° 1402. Annexe du procès-verbal de la séance du 10 février 1933.

III. — *Calcul des pensions de retraites*

Il ne saurait être question d'exposer ici toute cette réglementation en détail. Mais nous avons cru devoir ramasser en quelques pages, les principes mis en application, afin que le lecteur puisse bien comprendre le système dans ses grandes lignes.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Les receveurs ruralistes sont des préposés de la régie des Contributions indirectes, chargés de recevoir les déclarations des redevables et de percevoir, en même temps, les droits qui sont exigibles au comptant.

Le décret du 28 octobre 1925 (modifié par celui du 29 mai 1930) a fixé le statut des receveurs ruralistes nommés postérieurement au 1^{er} janvier 1926 et des receveurs ruralistes qui, en fonctions à cette date, ont demandé à être placés sous le nouveau régime.

Il existe de ce fait, à l'heure actuelle, des catégories différentes de receveurs ruralistes.

Les considérations qui vont suivre, ne visent que les receveurs ruralistes, *fonctionnarisés* en exécution du décret du 29 octobre 1925. Ces agents sont recrutés de deux manières différentes :

a) Directement en 1^{re} classe ;

b) Parmi les receveurs ruralistes de 2^e classe, inscrits au tableau d'avancement.

De nombreux receveurs ruralistes, avant d'être intégrés dans la 1^{re} classe de leur emploi, ont donc accompli dans la 2^e classe des services d'une certaine durée.

Or, le décret du 28 octobre 1925 a accordé la qualité de fonctionnaires aux seuls receveurs ruralistes de 1^{re} classe, en précisant que les receveurs ruralistes de 2^e classe ne posséderaient pas cette qualité (art. 14 du décret).

En conséquence, les receveurs ruralistes en fonctions au 1^{er} janvier 1926 et qui ont opté pour la fonctionnarisation, n'ont été admis à faire valider, en vue de la retraite, que les services rendus en qualité de receveurs ruralistes de 1^{re} classe (art. 1^{er} du décret du 31 juillet 1927). C'est au titre de ces seuls services qu'ils ont été appelés à effectuer des versements rétroactifs, pour constitution de leur pension.

Cette réglementation ne se justifie pas.

Les emplois de receveurs ruralistes de 2^e classe constituent, en effet, des emplois de sous-agents permanents de l'Etat, et on ne comprend pas qu'ils ne soient pas considérés comme des services civils.

L'article 10 de la loi du 14 avril 1924 — qui a rendu possible la validation des services auxiliaires, temporaires ou d'aides accomplis après l'âge de 18 ans, dans différentes administrations de l'Etat — n'a pas permis, dans les termes de sa rédaction, de prendre en considération les services accomplis par les receveurs ruralistes fonctionnaires dans la 2^e classe de leur emploi.

Il semble, cependant, que si ladite loi n'a pas visé expressément ces derniers services, c'est pour la simple raison qu'à cette époque, il n'existait pas de receveurs ruralistes fonctionnaires.

L'article 104 de la loi du 31 mars 1932 n'a pas comblé cette lacune, puisque, sans créer de droit nouveau, ce texte s'est borné à ouvrir un dernier délai de validation de six mois, expirant le 30 septembre 1932, « aux fonctionnaires civils ayant accompli des services auxiliaires temporaires ou d'aides, dans diverses administrations de l'Etat ».

En réalité, le système est extrêmement confus et touffu, tous les textes étant remaniés à chaque instant et la jurisprudence du Conseil d'État étant loin d'être fixée (en particulier sur le calcul des bonifications).

Quoi qu'il en soit, voici, dans les grandes lignes, l'exposé du système dont nous diviserons ainsi l'exposé :

A. — CALCUL DU DROIT A PENSION

B. — CALCUL DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION

Paragraphe 1. — Eléments de base servant au calcul de la liquidation de la pension : A) Traitement moyen ; B) Minimum de la pension d'ancienneté ; C) Rétribution et décompte des annuités de services.

Paragraphe 2. — Formules de liquidation de pension :

Formule A. — Cas d'un retraité dont les services effectifs accomplis ne dépassent pas 29 ans.

Formule B. — Cas d'un retraité, ancien militaire retraité proportionnel, terminant sa carrière dans un emploi civil.

Formule C. — Cas d'un retraité dont les services effectifs sont égaux à 30 ans.

Formule D. — Cas d'un retraité dont les services effectifs sont supérieurs à 30 ans.

Formule E. — Calcul de différents avantages (familles nombreuses, indemnités pour charges de famille).

Il est à noter que le supplément de dépense, qui apparaîtra dans le service de la dette viagère, sera en partie compensé par les versements rétroactifs des intéressés.

Dans le but de faire bénéficier les receveurs ruralistes fonctionnaires des dispositions qui ont joué en faveur de tous les fonctionnaires français, nous proposons l'adoption du texte ci-après :

PROPOSITION DE LOI

Article unique

Les dispositions de l'article 10 de la loi du 14 avril 1924 sont applicables aux receveurs ruralistes auxquels la qualité de fonctionnaires est reconnue par le décret du 28 octobre 1925 ; en ce qui concerne les services accomplis en qualité de receveurs ruralistes de 2^e classe, les intéressés supporteront la retenue de 6 % sur la totalité des remises sur timbres et rétributions ayant le caractère de salaires, perçues en qualité de receveurs ruralistes de 2^e classe.

Les receveurs ruralistes fonctionnaires actuellement en fonctions, pourront demander le bénéfice de ces dispositions, dans le délai de six mois, à partir de la promulgation de la présente loi.

C. — DISPOSITIONS DIVERSES

A) CALCUL DU DROIT A PENSION

Les fonctionnaires de la catégorie A (cas des receveurs buralistes fonctionnaires) ont droit à pension à soixante ans d'âge et trente ans de service.

Pour calculer les années de service, on fait entrer en ligne de compte les services civils et les services militaires, même si ces derniers sont déjà rétribués par une pension. Mais, dans tous les cas, les services militaires sont comptés pour leur durée effective, c'est-à-dire qu'on ne peut pas former le minimum par des annuités acquises au titre de bénéfices de campagne.

B) CALCUL DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION

§ 1. *Eléments de base servant au calcul de la liquidation de la pension*

A. — Calcul du traitement moyen.

On calcule le traitement moyen des trois dernières années d'activité ayant précédé celle de la cessation d'activité.

Soit un receveur buraliste qui a touché, en 1925 : 12.000 fr. ; en 1926 : 12.200 fr. ; en 1927 : 12.400 fr.

On additionne ces trois traitements :

$$12.000 + 12.200 + 12.400 = 36.600 \text{ francs.}$$

Ensuite, on divise par 3 pour obtenir le traitement moyen, soit : $36.000 : 3 = 12.200$ francs.

B. — Calcul du minimum de la pension d'ancienneté.

Deux cas :

- a) Traitement moyen supérieur à 14.000 francs.
- b) Traitement moyen inférieur à 14.000 francs.

a) Le minimum est obtenu en divisant le traitement moyen par 2, soit : $14.200 : 2 = 7.100$ francs ;

b) Le minimum est obtenu en multipliant le traitement moyen par 3, et ensuite en le divisant par 5 ; mais il ne peut jamais dépasser 7.000 francs, soit :

$$10.000 \times 3 : 5 = 6.000 \text{ francs.}$$

Il résulte de ceci que lorsque le traitement est compris entre 11.667 et 14.000, le minimum de la pension d'ancienneté est toujours égal à 7.000 francs.

C) RÉTRIBUTION ET DÉCOMPTE DES ANNUITÉS DE SERVICE

1° Les annuités de service sont ainsi rétribuées :

Services civils de la catégorie A (receveurs buralistes fonctionnaires), $1/60$ du traitement moyen par annuité de service ou $1/30$ du minimum de la pension d'ancienneté ;

Services civils de la catégorie B, $1/50$ du traitement moyen par annuité de service, ou $1/25$ du minimum de la pension d'ancienneté ;

Services militaires non rétribués par une pension, $1/50$ du traitement moyen, ou $1/25$ du minimum de la pension d'ancienneté ;

2° On commence toujours par faire entrer en ligne de compte les annuités les moins rétribuées.

Exemple : Receveur buraliste ayant 2 ans de service militaire et 33 ans de services civils sédentaires ; on calculera ainsi : $33/60 + 2/50$, et non $2/50 + 33/60$.

3° On fait entrer en ligne de compte les mois et les jours ;

4° Les services déjà rétribués par une pension n'entrent jamais en ligne de compte pour le calcul de la liquidation de la pension civile ;

5° Les annuités au titre de campagne sont comptés en sus et rétribués à raison de $1/50$ du traitement moyen.

§ 2. Formules de liquidation de pension

Formule A. — Services accomplis ne dépassant pas 29 ans

Chaque année de service sédentaire est rémunérée par 1/30 de la pension minimum d'ancienneté.

Chaque année de service militaire non rémunérée par pension est rémunérée par 1/25 de la pension minimum d'ancienneté.

Exemple : Soit un receveur ruraliste dont le minimum de la pension d'ancienneté est de 6.000 francs et qui compte 15 ans de services civils sédentaires.

Sa pension sera de 1/30 de 6.000 francs, soit :

$$6.000 : 30 = 200 \text{ francs.}$$

Ce receveur ruraliste ayant droit à 15/30, sa pension sera de : $200 \times 15 = 3.000$ francs.

Exemples de calcul de pension proportionnelle :

Deuxième exemple : Le fonctionnaire entré dans l'administration après l'âge de trente ans et ayant accompli :

Services militaires	3 ans
Services civils actifs.....	6 ans
Services sédentaires.....	20 ans
Total.....	29 ans
Traitement moyen.....	6.500 fr.

LIQUIDATION

Minimum de la pension d'ancienneté :

$6.500 \times 3/5 = 3.900$ fr., dont le $1/25 = 156$ fr.; le $1/30 = 130$ francs.

$$9/25 + 20/30 = 1.404 \text{ fr.} + 2.600 = 4.400 \text{ francs.}$$

Pension ramenée à 3.900 fr. (minimum de la pension d'ancienneté).

Troisième exemple : Fonctionnaire entré dans l'administration après l'âge de trente ans accomplis :

Services civils actifs	14 ans
Services civils sédentaires	14 ans
Total.....	28 ans
Traitement moyen.....	10.000 fr.

LIQUIDATION

Minimum de la pension d'ancienneté :

6.000 fr. dont le $1/25 = 240$ fr., le $1/30 = 200$ francs.

$14/25 + 14/30 = 3.360$ fr. + 2.800 fr. = 6.160 francs.

Pension ramenée à 6.000 francs (minimum de la pension d'ancienneté).

Formule B. — Pension des retraités militaires terminant leur carrière dans un emploi civil.

Deux règles doivent être appliquées :

1^o Les services militaires qui sont déjà rémunérés, soit par une pension de retraite, soit par une pension ou solde de retraite n'entrant pas dans le calcul de la liquidation ;

2^o Il y aura lieu d'effectuer la liquidation civile du temps de service obligatoire effectivement accompli, et de comparer cette liquidation avec la liquidation militaire de la même période incluse dans la pension militaire, y compris les bénéfices de campagne acquis au cours de cette période. L'excédent de la liquidation de la pension civile, s'il en existe, sera attribué à l'intéressé. Mais cet élément de liquidation n'interviendra dans le calcul de la pension, que pour les services accomplis après trente ans de services qui ouvrent droit à pension.

Exemple : Receveur ruraliste ayant accompli 15 ans de services militaires rémunérés par une pension proportionnelle (dont 3 ans de service obligatoire) comme adjudant-chef, et 18 ans de services sédentaires, comme receveur ruraliste, soit droit à $18/30$ du minimum de la pension d'ancienneté.

Total : 33 ans.

a) Pension militaire liquidée d'après la loi nouvelle :

Solde de base : 5.904 francs.

Minimum : $5.904 \times 3/5 = 3.542,40$, dont $1/25 = 141.70$.

Liquidation : $141.70 \times 15 = 2.125$ francs.

Chaque annuité des services militaires est rémunérée par $1/25$ du minimum de la pension militaire.

b) Pension civile :

Minimum de la pension civile :

5.000 fr., dont le $1/30 = 166.66$ et le $1/25 = 200$ fr.

Ici, nous prenons le $1/25$ du minimum de la pension civile pour pouvoir faire la comparaison avec $1/25$ du minimum de la pension militaire.

Liquidation : $18/30 = 166.66 \times 18 = 3.000$ francs.

Il convient d'ajouter à cette somme de 3.000 francs, la différence entre trois annuités de services civils et trois annuités de services militaires (art. 13 de la loi du 14 avril 1924, *in fine*), soit

$$(200 \times 3) - (141.70 \times 3) = 600 - 425.10 = 174.90$$

La pension civile sera fixée à $3.000 + 174.90 = 3.174.90$.

Note. — Il peut être fait état, le cas échéant, des annuités supplémentaires acquises par les intéressés au titre de bénéfice de campagne pendant la période d'incorporation de leur classe.

Formule C. — Services effectifs égaux à 30 ans.

Cette pension, dite d'ancienneté, est égale au minimum de la pension d'ancienneté.

Soit la moitié du traitement moyen quand le traitement moyen est égal ou supérieur à 14.000 francs ;

Soit 7.000 francs quand le traitement moyen est compris entre 11.667 et 14.000 francs ;

Soit les $3/5$ quand le traitement moyen est inférieur à 11.667 francs.

Formule D. — Services effectifs accomplis supérieurs à 30 ans.

Règle :

Chaque annuité supplémentaire au delà de 30 ans donne lieu à une majoration de $1/60$ du traitement moyen par annuité de service pour les services civils sédentaires et, à $1/50$ du traitement moyen par annuité de service pour les services militaires non rémunérés par une pension.

Exemple 1 : Fonctionnaire ayant accompli 31 ans de services civils sédentaires :

Traitement moyen : 12.003 francs.

$1/60 = 200$ francs.

LIQUIDATION

Minimum : 7.000 francs rémunérant 30 ans de services.

Accroissement : $1/60 = 200$ francs.

Total : 7.200 francs.

Exemple 2 : 2 ans de services militaires, plus 33 ans de services civils sédentaires = 35 ans.

Traitement moyen	13.000 fr.
$1/60$	216.66
$1/50$	260 »
Minimum	7.000 fr.
Accroissement : $3/60$	650 »
— $2/50$	520 »
Total.....	8.170 »

Exemple 3. — 6 ans de services militaires (dont 4 pendant la dernière guerre et pouvant prétendre à 5 campagnes comme ancien combattant pendant la dernière guerre) ;

23 ans de services sédentaires ;

Total : 29 ans de services effectifs plus 5 annuités au titre de bénéfice de campagne. Soit 34 annuités à rémunérer, dont 4 à raison de $1/50$ du traitement moyen.

Exemple 4. — 28 ans de services sédentaires, 2 ans de services militaires. Total, 30 ans.

Traitement moyen : 9.000 francs.

Note. — On applique ici la formule C.

Formule E. — Calcul de différents avantages donnant lieu à des bonifications.

PREMIER CAS. — Le retraité a droit à une pension d'ancienneté (formule C).

Il a droit à la majoration de pension pour enfants ou pour indemnités de charges de famille.

La pension est majorée de 10 % pour tous titulaires ayant élevé trois enfants jusqu'à l'âge de 16 ans.

Si le nombre des enfants élevés est supérieur à trois, les majorations supplémentaires de 5 % seront ajoutées pour chaque enfant au delà du troisième.

Quand, à la cessation d'activité, le bénéficiaire d'une pension d'ancienneté aura des enfants de moins de 16 ans, sa pension sera majorée des indemnités pour charges de famille dont il bénéficiait pendant son activité.

DEUXIÈME CAS. — Cas d'un retraité militaire proportionnel terminant sa carrière dans un emploi civil (voir formule B).

La majoration pour enfants est calculée sur le montant de la pension civile seule.

Les fonctionnaires civils réunissant 30 ans de services militaires et civils, alors qu'ils n'auraient pas effectué 30 ou 25 ans de services dans l'une des situations civiles et militaires, ont droit aux indemnités pour charges de famille.

C. — DISPOSITIONS DIVERSES

Avances sur pensions. — Elles sont fixées aux $\frac{4}{5}$ du produit de la liquidation sommaire de la pension à laquelle les intéressés auront droit.

Bénéfices des campagnes. — Les campagnes doubles afférentes aux services accomplis dans les unités combattantes pendant la guerre 1914-1918, sont rémunérées sur la base de $\frac{1}{50}$ du traitement moyen par annuité supplémentaire.

Cumul des pensions et des traitements. — Aux termes de l'article 81 de la loi du 28 février 1933, « les titulaires de pensions civiles et de pensions militaires d'ancienneté, nommés à un emploi civil rétribué soit par l'État, soit par les départements, colonies ou pays de protectorat, communes ou établissements publics, exploitations au compte de l'État, ou services concédés, peuvent cumuler leur pension avec le traitement attaché audit emploi dans les conditions ci-après et sans que, par ailleurs, le total puisse excéder 36.000 francs.

« La pension est cumulable :

« Pour sa totalité, si elle ne dépasse pas 12.000 francs.

« Pour les trois autres, si elle est comprise entre 12.000 et 15.000 francs.

« Pour les deux tiers, si elle est comprise entre 15.000 et 20.000 francs, sans toutefois qu'elle puisse, dans l'un et l'autre cas, se trouver réduite à moins de 12.000 francs.

« Pour la moitié, si elle est supérieure à 20.000 francs, sans toutefois qu'elle puisse se trouver réduite à moins de 13.000 francs.

« Si la pension et le traitement ainsi cumulés donnent une somme supérieure à 36.000 francs, cette somme ne peut excéder soit le montant du dernier traitement ou de la dernière solde d'activité augmenté des accessoires de traitement ou de solde, soit le montant du traitement correspondant à l'emploi occupé. »

D'autre part, le même article est complété par la disposition suivante :

« Pour l'application du présent article, seront considérées comme traitement, les sommes allouées sous quelque déno-

mination que ce soit, à raison de services rémunérés à la journée, au moins, ou à l'année, ou forfaitairement sous forme d'une indemnité ou d'une allocation quelconque.

« Toutes dispositions contraires sont abrogées. »

Toutefois, aux termes de la l'article 82 de la même loi, « les fonctionnaires retraités pourvus d'un emploi et dont les émoluments se trouveront réduits par application de l'article 81 de la présente loi, ne seront pas assujettis à la contribution visée à l'article 76 ».

Femmes fonctionnaires. — Des avantages sont accordés pour les enfants.

Maximum de la pension. — La pension ne peut dépasser les trois quarts du traitement moyen, ni excéder 30.000 fr., exception faite pour :

1^o Les indemnités pour charges de famille, qui sont accordées sans conditions de maximum ;

2^o Les bonifications pour famille nombreuse, qui peuvent être accordées dans la limite du dernier traitement ;

3^o Les annuités supplémentaires acquises par les fonctionnaires anciens combattants, au titre de bénéfices de campagne double.

Dans ce dernier cas, le nombre des annuités à rémunérer en sus du maximum ne pourra dépasser quinze.

Pensions d'invalidité. — Cette pension est accordée dans certains cas spéciaux : actes de dévouement, infirmités contractées en service, infirmités non contractées en service.

Pension exceptionnelle pour suppression d'emploi.

Veuves. — Les veuves de receveurs burialistes fonctionnaires n'ont droit à pension que si le mariage a été contracté deux ans avant la cessation des services ou le décès du mari, à moins qu'il n'existe un ou plusieurs enfants issus du mariage antérieur à cette cessation.

Le taux de la pension est de 50 % de la pension dont le mari était titulaire ou qu'il aurait pu obtenir lors de son décès.

Orphelins. — Ils ont droit à pension jusqu'à vingt et un ans :

a) Si la veuve est vivante lors du décès du mari, ils ont droit à une pension égale à 10 % de la pension du père ;

b) Si la veuve est décédée, il est alloué 50 % de la pension du père au premier orphelin survenu, et 10 % à partir du deuxième orphelin.

TABLEAU-BARÈME du montant de la PENSION des Receveurs Buralistes fonctionnaires

Les indications données dans ce tableau ne sont données qu'à titre approximatif et, en particulier, pour les receveurs buralistes déjà titulaires d'une pension, la Comptabilité publique n'admet pas qu'ils puissent bénéficier de la règle des 3/5, et pour ceux-ci la pension devrait toujours être calculée sur la base du 1/60^e du traitement moyen de base.

Traitement moyen de base	Minimum de la pension d'ancienneté	Maximum de la pension 3/4 du traitement moyen	NOMBRE D'ANNÉES DE SERVICE COMME RECEVEURS BURALISTES DE PREMIÈRE CLASSE											
			20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
15000	7500	11250	5000	5250	5500	5750	6000	6250	6500	6750	7000	7250	7500	7750
13900	7000	10425	4660	4893	5126	5359	5602	5835	6068	6301	6534	6767	7000	7231
12800	7000	9600	d°	d°	d°	d°	d°	d°	d°	d°	d°	d°	d°	7213
11700	7000	8775	d°	d°	d°	d°	d°	d°	d°	d°	d°	d°	d°	7195
10600	6360	7950	4240	4452	4664	4876	5088	5300	5512	5724	5936	6148	6360	6536
9500	5700	7125	3800	3990	4180	4370	4560	4750	4940	5130	5320	5510	5700	5850

32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45
8000	8250	8500	8750	9000	9250	9500	9750	10000	10250	10500	10750	11000	11250
7462	7693	7924	8155	8386	8617	8848	9079	9310	9541	9772	10003	10234	10425
7426	7639	7852	8065	8278	8491	8704	8914	9127	9340	9553	9600		
7390	7585	7780	7975	8170	8365	8560	8755	8775					
6712	6888	7064	7240	7416	7592	7768	7950						
6008	6166	6324	6482	6630	6788	6946	7104						

SECTION III. — Pension des receveurs ruralistes de 2^e Classe (27)

Les receveurs ruralistes de 2^e classe sont soumis à la loi sur les Assurances sociales. Bien entendu, nous n'entendons pas commenter cette loi. Nous examinerons simplement les points qui peuvent présenter des difficultés.

Mais cette loi est-elle applicable à tous les receveurs ruralistes ?

I. — CATÉGORIE DES RECEVEURS RURALISTES SOU MIS A LA LOI SUR LES ASSURANCES SOCIALES

Doivent, en principe, être considérés comme assurés obligatoires, tous les receveurs ruralistes, à l'exclusion

(27) *Assurances sociales*. — Receveurs ruralistes. Application de la loi (Let. Aut. n° 1312, 12 juillet 1930.) (Let. Aut. n° 1325, 9 août 1930.) (Let. Aut. n° 1338, 15 sept. 1930.) (Note n° 413, 16 mars 1931.) (Décr., 20 déc. 1931.) (Ins. 9 janv. 1932).

des receveurs buralistes de 1^{re} classe fonctionnaires et de ceux soumis au régime de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

En effet, les receveurs buralistes de 1^{re} et de 2^e classe, affiliés à la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse en vertu du décret réglementaire du 22 février 1924, sont exclus du régime des Assurances sociales, par application des dispositions de l'article 49, § 1 de la loi du 30 avril 1930.

Les receveurs buralistes titulaires d'une pension de retraite de vieillesse ne sont pas assujettis à la loi sur les Assurances sociales.

Par contre, les receveurs buralistes titulaires d'une pension proportionnelle, de même que les bénéficiaires d'une pension de guerre ou encore d'une pension pour accident de travail, sont assujettis aux Assurances sociales dans les mêmes conditions que les autres salariés.

Lorsqu'un receveur buraliste exerce, concurremment avec sa fonction, un autre emploi ou une autre fonction, celle de receveur buraliste doit être considérée comme constituant la fonction principale. Par suite, l'affiliation aux Assurances sociales est obligatoire, à moins que l'intéressé soit bénéficiaire d'une pension de vieillesse.

II. — DÉTERMINATION DU SALAIRE RÉEL

Pour la détermination du salaire réel servant de base au calcul de la cotisation, tant de l'employeur que de l'employé, trois cas sont à considérer :

a) Le débit de tabac annexé à la recette buraliste est exploité par le titulaire ;

b) Le débit de tabac annexé à la recette buraliste est en gérance ;

c) Aucun débit de tabac n'est annexé à la recette buraliste.

a) Dans le premier cas, le salaire réel est constitué : 1° par les remises ; 2° par les produits bruts du débit de tabac ; 3° par le fonds commun. La cotisation mensuelle n'est pas fixe : elle est proportionnelle au montant de la rémunération réelle ;

b) Dans le deuxième cas, le salaire réel est égal au chiffre de la rémunération totale de l'année précédente, c'est-à-dire aux remises, à la redevance du débit de tabac et au montant du fonds commun perçus au cours de l'année précédente. La cotisation est fonction de la catégorie à laquelle appartient alors ce salaire réel.

c) Enfin, lorsqu'aucun débit de tabac n'est annexé, le salaire de base est constitué par le traitement minimum, lequel est toujours supérieur au montant des remises décomptées.

Les éléments constitutifs du salaire limite sont ainsi fixés :

Doit être considéré comme salaire tout ce que touche le salarié, soit en espèces (rétributions en argent), soit en nature (nourriture, logement). Toutefois, dans la rémunération totale annuelle qui constitue le salaire, il ne faut pas comprendre les allocations familiales, lesquelles ont déjà le caractère d'une prestation d'Assurances sociales, pas plus que l'indemnité pour frais de loyer et de bureau. Quant à l'indemnité attribuée aux receveurs buralistes sous la dénomination : « indemnité pour cherté de vie », laquelle constitue un véritable supplément de traitement, elle doit être ajoutée aux remises pour le calcul de la cotisation.

III. — CAS SPÉCIAUX

Bureaux auxiliaires. — Les gérants de bureaux auxiliaires ne sont pas obligatoirement tributaires de la loi sur les Assurances sociales. Lorsqu'ils le sont, ils doivent être considérés comme des salariés intermittents et verser

une cotisation égale à 4 % du montant des remises décomptées. En principe, ces remises ne sauraient actuellement être supérieures à 61 francs par mois.

Intérimaires de recettes buralistes de 1^{re} et 2^e classe. — Les intérimaires des recettes buralistes de 1^{re} et de 2^e classe doivent être considérés comme ayant plusieurs employeurs ou encore comme travaillant par intermittence. La cotisation doit être égale à 4 % de la rémunération effective, y compris le montant de l'allocation complémentaire allouée.

Limite d'âge des assurés. — Lorsque l'assuré qui a obtenu, à soixante ans au plus tard, la liquidation de sa retraite, continue à travailler, afin d'ajouter son salaire à sa pension, il est, bien entendu, exonéré de toute retenue sur son salaire. Mais l'employeur doit (art. 5, § 3) continuer à verser sa contribution.

Age auquel cesse l'assujettissement à l'assurance obligatoire. — a) L'assuré demande la liquidation de sa pension. L'article 3, § 1 de la loi du 30 avril 1930 stipule que l'assujettissement obligatoire cesse à l'âge de soixante ans. La pension pour vieillesse est liquidée et l'assurée sort du cadre des Assurances sociales. Quant à la contribution patronale, elle continue à être versée ;

b) L'assuré demande à être maintenu au delà de soixante ans. — L'assuré obligatoire peut ajourner la liquidation de sa pension jusqu'au moment où il se sentira encore la force de travailler, sous réserve qu'il continuera de cotiser.

Assurés ou non gagnant entre 15.000 et 25.001 francs. — Pour les salariés, chargés ou non de famille, qui gagnent plus de 15.000 francs et moins de 25.000 francs, les employeurs sont astreints au versement d'une contribution de compensation dont le montant est actuellement de la moitié de la cotisation de la 5^e catégorie, soit 320 francs par an. Cette contribution est due par l'employeur pour

tout emploi de salarié assuré ou non, gagnant entre 15.000 et 25.001 francs. Elle sera versée au fonds de majoration et de solidarité.

Dépassement du chiffre limite. — Quand, au cours de l'assurance, le salaire de l'assuré vient à dépasser le chiffre limite de l'assurance obligatoire, notification est faite à l'assuré par l'organisme de surveillance qu'il cessera, à partir du 1^{er} janvier suivant, d'être affilié à l'assurance obligatoire. Mais la loi lui ouvre, de plein droit, le bénéfice de l'assurance facultative, à condition que ce dépassement du salaire limite ne soit pas supérieur à 2.000 francs (art. 37, § 2 de la loi du 30 avril 1930). Si le salaire est supérieur au montant du salaire limite augmenté de 2.000 francs, l'article 43, § 1 de la loi du 30 avril 1930 détermine les conditions d'application de l'assurance facultative.

IV. — DÉTERMINATION DE LA PENSION POUR LE RISQUE VIEILLESSE

(Pour plus de détails, voir Commentaires de M. le professeur SOLUS, *Lois Nouvelles*, 1930-1-225)

A quelle prestation donne droit l'assurance-vieillesse ?

L'assurance-vieillesse garantit au salarié une pension de retraite (art. 13, § 1 non modifié). Mais le retraité pour vieillesse n'a point droit aux soins médicaux et pharmaceutiques, sauf en ce qui sera dit plus loin, relativement à l'article 18, § 2. Hors cette hypothèse, il ne lui resterait, au cas de ressources insuffisantes pour se soigner, que le secours de l'assistance médicale gratuite.

A partir de quel âge la pension de retraite-vieillesse est-elle garantie ?

L'âge normal d'entrée en jouissance de la pension de retraite vieillesse est fixé à 60 ans (art. 13, § 1).

Mais l'assuré peut demander soit l'ajournement, soit l'anticipation de la liquidation de sa retraite.

Jusqu'à quel âge l'assuré peut-il ajourner la liquidation de sa pension de retraite ?

La liquidation de l'ajournement jusqu'à l'âge de 65 ans, fixée par la loi de 1928, a disparu de l'article 13, § 2 nouveau. En fait, donc, l'assuré pourra ajourner la liquidation de sa pension tant qu'il se sentira capable de travailler, d'année en année et sans limitation d'âge, et continuant alors de cotiser à l'assurance, il continuera d'en retirer tous les avantages, spécialement pour la maladie. Les dispositions de l'article 3, § 1 commentées plus haut, viennent ici compléter celles de l'article 13.

A partir de quel âge l'assuré peut-il demander la liquidation anticipée de sa pension de retraite ?

L'article 17 nouveau autorise toujours l'assuré à demander la liquidation anticipée de sa pension à partir de 55 ans et à condition d'avoir versé à l'assurance pendant 25 ans au moins, depuis l'âge de 15 ans (avec réduction, en conséquence, des minima garantis).

Toutefois, le texte nouveau ajoute que la condition des versements pendant 25 ans au moins depuis l'âge de 16 ans, n'est pas exigée des anciens combattants titulaires de la carte.

Quel est le taux de la pension de retraite ?

La loi de 1930 (art. 15) a maintenu les distinctions établies par la loi de 1928, en tenant compte du temps passé dans l'assurance et du nombre des versements. Mais elle en a parfois modifié l'aménagement et elle a supprimé le paragraphe 2 du texte ancien ainsi qu'il va être exposé :

Quid des assurés justifiant de 30 années au moins de versements ?

Pour l'intéressé qui, à l'âge de 60 ans au plus, justifie d'au moins 30 années entières de versements correspondant chacune à 240 cotisations journalières, la pension de

vieillesse ne sera pas inférieure à 40 % du salaire moyen annuel de base résultant des cotisations d'assuré obligatoire payées chaque année depuis l'âge de 16 ans (art. 15, § 1 nouveau).

Leur retraite vieillesse de 40 % peut-elle être majorée ?

Bien que l'article 15, § 1 dise que la pension de retraite-vieillesse de l'assuré qui justifie d'au moins 30 années de versements « ne sera pas inférieure à 40 % », le texte n'ajoute pas, comme en matière d'invalidité, de majoration par année de versement au delà de 30.

Le minimum de 40 % est donc, à ce point de vue, un maximum.

En revanche, et sur amendement de M. Duval-Arnould, reprenant le texte voté par le Sénat et écarté par la Commission de la Chambre, la loi de 1930 a ajouté un alinéa au paragraphe 1 de l'article 15, rédaction de 1928, aux termes duquel la pension de retraite de 40 % « est augmentée d'un dixième pour tout assuré de l'un ou de l'autre sexe ayant élevé au moins trois enfants jusqu'à l'âge de 16 ans. Lorsque le père et la mère ont droit, en même temps, à la majoration de 10 %, il n'est attribué qu'une majoration de 10 % portant sur la pension dont le montant est le plus élevé ». Au Sénat, comme à la Chambre, on n'a pas voulu, en effet, que les retraités des Assurances sociales fussent moins bien traités que les retraités de l'État et des retraites ouvrières et paysannes.

TITRE VI

Conclusion

La Réforme administrative et les Receveurs buroalistes

Le rôle des receveurs buroalistes est, à l'heure actuelle, limité à un certain nombre d'opérations qui portent essentiellement sur l'acquittement des droits au comptant et, notamment, des droits de circulation sur les boissons. On pourrait envisager une extension du rôle qui leur est dévolu. On peut noter, par exemple, qu'ils perçoivent le premier droit trimestriel sur les automobiles. Nous ne voyons pas ce qui s'opposerait à ce que, pour la suite de la perception, ils se substituent aux receveurs des Contributions indirectes qui prennent en compte la surveillance du paiement des droits.

Nous notons aussi que les receveurs buroalistes se tiennent constamment en dehors de tout ce qui concerne l'impôt sur le chiffre d'affaires. Là encore, il ne nous paraît pas déraisonnable d'envisager leur collaboration à une tâche relativement aisée, puisque la taxe est payée sur la déclaration du redevable.

On trouverait, sans doute, d'autres circonstances où le rôle du receveur buroaliste pourrait être notablement étendu. A cela, disons-nous, double avantage : d'une part, le receveur buroaliste pourrait se voir allouer une rétribution plus considérable et proportionnelle à l'importance des opérations effectuées ; nous croyons que les tarifs pourraient être déterminés de façon à entraîner une éco-

nomie sur les traitements alloués, à l'heure actuelle, à ceux qui seraient chargés de ces travaux. Mais cela ne constituerait pas, nous nous en doutons bien, un argument suffisant pour déterminer la décision de ceux qui vont être chargés de réformer les diverses administrations publiques. Nous voyons surtout que la tâche de la perception, qui entraîne un travail matériel considérable, mais ne nécessitant pas une culture ou des connaissances administratives approfondies, serait enlevée à des agents dont l'activité pourrait plus utilement s'exercer sur le contrôle des déclarations des redevables et, d'une façon plus générale, sur la surveillance active que nécessitent l'assiette et le recouvrement des impôts indirects.

Tout le monde s'élève contre les augmentations d'impôts. Le mot d'ordre devrait être : pas d'impôts nouveaux, mais un meilleur rendement des impôts existants. Nous soumettons à l'Administration notre modeste suggestion.

VU : *Le Doyen,*

ILLISIBLE.

VU : *Le Président de la thèse,*

A. MESTRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

ALLIX et LECERCLÉ. — *Les Contributions Indirectes, Traité théorique et pratique*, t. I et II.

BOUTEVILLE. — *Thèse 1925 sur les débits de tabac*.

JÈZE. — *Principes généraux du Droit administratif*, t. II.

Documents législatifs consultés, textes généraux, (Décret 20 mai 1930 et Circ. publiée au *Journal Officiel*, du 17 juin 1930).

Les documents législatifs spéciaux à chaque matière sont cités en note.

TABLE ALPHABÉTIQUE

A

- Age de la mise à la retraite, 129.
- Allocations diverses, 72.
- Assurances sociales, 126.
- Ancienneté. V. *Avancement*.
- Avancement (Droit à l'avancement), 58.
- Avancement sur place, 61.
- Avancement à la suite de l'inscription au tableau d'avancement, 64.
- Avancement obtenu en invoquant l'article 13 de la loi du 21 juillet 1928, 66.

B

- Baux des gérants. V. *Gérants, Traités de Gérance*.

C

- Catégories des receveurs buralistes, 43.
- Certificats d'aptitude professionnelle, 26.
- Certificat de moralité, 27.
- Certificat d'aptitude physique, 27.
- Charges d'emploi, 56.
- Classement (liste de), 29.
- Classification des recettes buralistes, 15.
- Conditions préalables pour pouvoir gérer une recette buraliste, 53.
- Congrès, 67.
- Contribution exceptionnelle sur les traitements, 71.
- Création de débits de tabac, 84.
- Création des recettes buralistes, 15.
- Conseil de discipline. V. *Régime disciplinaire*.

D

Débts de tabac, 9, 75, 83 et suivantes.

Débts de tabac. Dédoublement, 111.

Discipline. V. *Régime disciplinaire*.

E

Emplois réservés, 10.

Emplois réservés (Nomination à l'emploi de receveurs buralistes au titre des), 24.

Entrée en service des receveurs buralistes, 20.

F

Fonctionnaires (Receveurs buralistes), 12.

— V. aussi *les différents mots visant les Receveurs buralistes de 1^{re} classe*.

Fonds commun, 10, 77.

G

Gérants (Traité de gérance), 103, 84.

Gérants des débts de tabac (Situation juridique), 85.

Gestion de la recette buraliste, 51, 54.

— V. aussi *Débit de tabacs*.

H

Heures d'ouverture et de fermeture, 54.

Historique, 5.

I

Impôts sur les bénéfices (Gérant-Receveur buraliste). Imposition, 101.

Indemnités diverses, 73.

Incompatibilité, 41.

Intérimaires, 17.

J

Jours de pont, 54.

M

Majoration pour ancienneté, 58.
Mutation, 68.

N

Nature juridique de l'emploi de receveur ruraliste, 44.
Nominations (Différents procédés de droit public), 20.
Nominations des receveurs ruralistes, 22.
Nominations au titre civil (art. 7 du décret du 20 mai 1930), 38.
Nominations à l'emploi de Receveur ruraliste de 1^{re} classe, 24.
Nominations à l'emploi de Receveurs ruralistes de 2^e classe, 30.

O

Obligations des Receveurs ruralistes, 51.
— V. aussi *Régime disciplinaire. Gérants*.
Organisation administrative des débits de tabac, 83.
Organisation des recettes ruralistes, 15.

P

Pensions de retraite, 134 et suivantes.
Pensions des Receveurs ruralistes de 1^{re} classe, 129.
Pensions des Receveurs ruralistes de 2^e classe, 146.
Produits bruts sur les débits de tabac, 76.

R

Redevances, 76, 85.
Régime disciplinaire des fonctionnaires, 114.
Régime disciplinaire des Receveurs ruralistes de 1^{re} classe, 116.
Régime disciplinaire des Receveurs ruralistes de 2^e classe, 125.
Remises sur timbres, 71-76.
Responsabilité des Receveurs ruralistes, 56.
Retenues sur pensions, 133.
Retraites. V. *Pensions*.

S

Services militaires. V. *Avancement*.
Situation juridique d'un gérant de débit de tabacs, 85.
Situation juridique du Receveur ruraliste exploitant son débit,
110.

Sortie de service, 128.
Suppression des recettes buralistes, 17.
Suppression des débits de tabacs, 85.
Stabilité, 111.

T

Tableau d'avancement. V. *Avancement*.
Timbres. V. *Remises*.
Traitement des Receveurs buralistes, 70-73.
Traitement (Bénéfice d'un minimum), 82.
Traités de gérance. V. *Gérants*.
Transferts des débits de tabacs, 84.

V

Vacances d'emploi, 17.
Validation des services, 129-133.

TABLE MÉTHODIQUE

TITRE I

Historique des receveurs buralistes

	Pages
1 ^{re} Période : Les receveurs buralistes sous l'ancien régime ..	5
2 ^e Période : Du VII ventôse au 1 ^{er} janvier 1817.....	6
3 ^e Période : Du 1 ^{er} janvier 1817 à nos jours	8

TITRE II

INTRODUCTION

De l'organisation des recettes buralistes

I. — Création des recettes buralistes	15
II. — Classification des recettes buralistes	15
III. — Suppression des recettes buralistes.....	17
IV. — Vacances d'emploi	17

TITRE III

Entrée en service des receveurs buralistes

CHAPITRE I

<i>Rappel des différents procédés de nomination de droit public</i>	20
---	----

CHAPITRE II

<i>Nomination des receveurs buralistes</i>	22
--	----

Section I. — Textes régissant la nomination des receveurs buralistes	22
---	----

Section II. — La nomination à l'emploi des receveurs bura- listes au titre des emplois réservés.	22
--	----

1 ^o Nomination à l'emploi de receveur buraliste de 1 ^{re} classe (Procédés de classement. Certificats à produire).....	24
---	----

2 ^o Nomination à l'emploi de receveur buraliste de 2 ^e classe. (Loi 21 juillet 1928).....	30
--	----

Section III. — La nomination à l'emploi de receveur buraliste à titre civil	37
1 ^o Nomination à une recette de 1 ^{re} classe. (Décret 31 janvier 1911. La question de l'article 7 du Décret du 20 mai. Le pourvoi Valentin).....	37
2 ^o Nomination à une recette buraliste de 2 ^e classe	40
Section IV. — Les incompatibilités	41

CHAPITRE III

<i>Des différentes catégories de receveurs buralistes</i>	43
---	----

CHAPITRE IV

<i>De la nature juridique de l'emploi de receveur buraliste</i>	44
I. — Théorie de l'administration.	44
II. — Théorie des publicistes	45
III. — Théorie de la jurisprudence	45
IV. — Examen critique de la question : (Les receveurs buralistes sont des fonctionnaires)	46

TITRE IV

Droits et obligations des receveurs buralistes

CHAPITRE I

<i>Obligation de gérer la recette buraliste</i>	51
Section I. — Rôle rempli par le receveur buraliste dans la gestion de la recette buraliste	51
Section II. — Conditions préalables à remplir pour pouvoir gérer une recette buraliste	53
Section III. — Gestion de la recette buraliste	54
A) Principe de la gestion personnelle	54
B) Heures d'ouverture et fermeture	54
Section IV. — Des charges à emploi	56
Section V. — Responsabilité des receveurs buralistes dans la gestion de la recette buraliste	56

CHAPITRE II

<i>Du droit à l'avancement</i>	58
Section I. — Avancement sur place	61
Section II. — Avancement à la suite de l'inscription sur un tableau d'avancement	64
A) Aptitude du postulant.	64
B) Formes de l'inscription au tableau d'avancement et classement	64

C) Nomination à la suite d'inscription au tableau d'avancement	65
Section III. — Avancement obtenu en invoquant l'article 13 de la loi du 21 juillet 1928	66
CHAPITRE III	
<i>Congé des receveurs buralistes</i>	67
CHAPITRE IV	
<i>Droit à la mutation</i>	68
CHAPITRE V	
<i>Droit à un traitement</i>	70
Section I. — Traitement des R. B. Fonctionnaires	70
1° Remises sur timbres	71
2° Allocations diverses	72
Section II. — Traitement des R. B. de 2 ^e classe	73
I. — Exposé historique du mode de rémunération des receveurs buralistes de 2 ^e classe	74
II. — Conditions de la rémunération des R. B. de 2 ^e classe.....	74
1° Remises sur timbres	76
2° Produits bruts et redevances	76
3° Participation au fonds commun	77
4° Bénéfice d'un minimum de traitement	82
CHAPITRE VI	
<i>Gestion d'un débit de tabac</i>	83
Section I. — Organisation administrative des débits de tabac.....	83
Section II. — Situation juridique d'un gérant de débit de tabac	85
A) Exposé de la question	85
B) Théorie de M. le professeur Mestre	93
C) Notre théorie (Le gérant est un salarié)	97
Section III. — Situation juridique des receveurs buralistes exploitant le débit de tabac dont ils sont titulaires	110
Section IV. — Conflit entre les gérants des débits de tabac et les receveurs buralistes	111
CHAPITRE XII	
<i>Sanction des obligations des receveurs buralistes</i>	114
Section I. — Le régime disciplinaire des fonctionnaires .	114
Section II. — Le régime disciplinaire des receveurs buralistes de 1 ^{re} classe.....	116

Section III. — Le régime disciplinaire des receveurs buralistes de 2 ^e classe	125
--	-----

TITRE V

Sortie de service des receveurs buralistes	128
--	-----

Section I. — Comment la sortie de service s'opère-t-elle ..	128
---	-----

Section II. — Pension des receveurs buralistes fonctionnaires	129
---	-----

I. — Age de la mise à la retraite	129
---	-----

II. — Émoluments soumis à la retenue	133
--	-----

III. — Calcul de la pension de retraite.	134
--	-----

Section III. — Pensions des receveurs buralistes de 2 ^e classe	146
---	-----

I. — Catégorie des receveurs buralistes soumis à la loi sur les assurances sociales	146
---	-----

II. — Détermination du salaire réel	147
---	-----

III. — Cas spéciaux	148
---------------------------	-----

IV. — Détermination de la pension pour le risque vieillesse .	150
---	-----

TITRE VI

Conclusions

La réforme administrative et les receveurs buralistes	163
---	-----



